

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/44127]

20 JUILLET 2023. — Ordonnance portant
le Nouveau Code électoral communal bruxellois

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

TITRE IER — Principes directeurs

CHAPITRE 1^{er} — Date des élections et systèmes de vote

Art. 2. § 1^{er}. La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux a lieu de plein droit, tous les six ans, le deuxième dimanche d'octobre.

L'assemblée des électeurs peut aussi être convoquée extraordinairement, en vertu d'une décision du conseil communal ou d'un arrêté du Gouvernement, à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes. Elle a toujours lieu un dimanche, dans les cinquante jours de l'arrêté du Gouvernement.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux élections visées aux articles 272 et 273 de la Nouvelle loi communale.

Lorsque dans les cas visés à l'article 114, une nouvelle election doit être organisée, le Gouvernement établit un calendrier précis reprenant les opérations électorales jusqu'au jour de l'élection inclus, la date d'installation des conseillers communaux et toutes les autres étapes postérieures à l'installation des conseillers communaux.

§ 2. Lors des élections visées au paragraphe 1^{er}, il est fait usage d'un système de vote électronique. Si le Gouvernement constate que le système de vote électronique ne peut être utilisé, le vote au moyen de bulletin papier est d'application.

Le vote a lieu à la commune où l'électeur est inscrit sur la liste des électeurs.

Le vote est obligatoire.

Chaque électeur n'a droit qu'à un seul vote. Les électeurs ne peuvent pas se faire remplacer, sauf en cas de vote par procuration conformément à l'article 59.

Les conseillers communaux sont élus au suffrage universel direct à la représentation proportionnelle.

§ 3. Trente jours au moins avant le scrutin, le Gouvernement ou son délégué fait publier au *Moniteur belge* un communiqué indiquant :

1° le système de vote, électronique ou papier ;

2° le jour où l'élection a lieu et les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote ;

3° qu'une réclamation peut être introduite par tout citoyen auprès de l'administration communale jusqu'à douze jours avant l'élection s'il ne figure pas sur la liste des électeurs et s'il estime satisfaire aux conditions de l'électorat.

CHAPITRE 2 — Logiciels électoraux et collège des experts

Art. 3. § 1^{er}. Lorsque le vote est électronique ou qu'il est fait usage d'au moins un logiciel à un niveau quelconque du processus électoral, le Gouvernement fournit aux bureaux de vote et aux bureaux principaux les logiciels électoraux que ceux-ci doivent utiliser.

Les logiciels électoraux sont les programmes et procédures nécessaires :

1° au fonctionnement des systèmes informatiques relatifs à la collecte des données des électeurs, candidats et opérateurs électoraux, afin d'exécuter les opérations d'encodage électronique visées par le présent Code ;

2° à la préparation des supports électroniques servant à émettre les votes ;

3° au pointage électronique des électeurs si applicable ;

4° à la totalisation, à la dévolution et à la diffusion des résultats.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/44127]

20 JULI 2023. — Ordonnantie houdende
het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

TITEL I — Leidende principes

HOOFDSTUK 1 — Verkiezingsdata en stemsystemen

Art. 2. § 1. De gewone vergadering van de kiezers voor de vernieuwing van de gemeenteraden heeft van rechtswege plaats om de zes jaar, op de tweede zondag van oktober.

De kiezers kunnen, krachtens een gemeenteraadsbesluit of een besluit van de Regering, ook in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen om te voorzien in de opengevallen plaatsen. Deze vergadering heeft altijd plaats op een zondag, binnen vijftig dagen na de beslissing of het besluit van de Regering.

De bepalingen van het voorgaande lid zijn van toepassing op de verkiezingen bedoeld in de artikelen 272 en 273 van de Nieuwe Gemeentewet.

Bij nieuwe verkiezingen te organiseren volgens artikel 114, stelt de Regering een nauwkeurig tijdschema op met de verkiezingsoperaties tot en met de dag van de verkiezingen, de installatiedatum van de gemeenteraadsleden en alle andere fasen na de installatie van de gemeenteraadsleden.

§ 2. Bij de in paragraaf 1 bedoelde verkiezingen wordt een elektronisch stemsysteem gebruikt. Indien de Regering vaststelt dat er niet met een elektronisch stemsysteem kan worden gestemd, is de stemming met papieren stembiljetten van toepassing.

De stemming vindt plaats in de gemeente waar de kiezer op de kiezerslijst is ingeschreven.

Deelneming aan de stemming is verplicht.

Elke kiezer heeft slechts recht op één stem. De kiezers mogen zich niet doen vervangen dan op grond van stemming bij volmacht overeenkomstig artikel 59.

Gemeenteraadsleden worden gekozen via rechtstreekse algemene verkiezingen op basis van evenredige vertegenwoordiging.

§ 3. Ten minste dertig dagen vóór de verkiezing laat de Regering of haar gemachtigde in het *Belgisch Staatsblad* een bericht verschijnen waarin het volgende is opgenomen:

1° het stemsysteem, elektronisch of op papier;

2° de datum van de verkiezing, alsook de opening- en sluitingsuren van de stembureaus;

3° de mogelijkheid tot bezwaar bij het gemeentebestuur tot twaalf dagen voor de verkiezing voor elke burger die niet op de kiezerslijst voorkomt maar die meent te voldoen aan de kiesvoorwaarden.

HOOFDSTUK 2 — Verkiezingssoftware en college van deskundigen

Art. 3. Wanneer de stemming elektronisch verloopt of wanneer op enig niveau van het verkiezingsproces ten minste één softwareprogramma wordt gebruikt, stelt de Regering de te gebruiken verkiezingssoftware ter beschikking van de stem- en hoofdbureaus.

De verkiezingssoftware houdt de noodzakelijke programma's en procedures in betreffende:

1° de werking van de informaticasystemen betreffende het verzamelen van de gegevens van kiezers, kandidaten en verkiezingsoperatoren met het oog op de uitvoering van de in dit Wetboek bedoelde elektronische codering;

2° het voorbereiden van de elektronische dragers die worden gebruikt voor het uitbrengen van de stemmen;

3° de elektronische aanstipping van de kiezers, indien van toepassing;

4° de totalisering, de zetelverdeling en de verspreiding van de resultaten.

§ 2. Lorsque le présent Code prescrit la transmission de certaines données par la voie électronique ou le traitement de données de manière automatisée, cette transmission se fait d'après les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes d'authenticité, de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données électorales.

Le Gouvernement constate que les systèmes de vote électronique et les logiciels électoraux utilisés garantissent l'authenticité, la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données ainsi que le secret des votes. Pour ce faire, il se base sur l'avis d'un des organismes agréés par le Roi en vertu de l'article 4, § 3, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier.

§ 3. Le Gouvernement publie les code-sources des logiciels visés au paragraphe 1^{er}, dans les dix jours suivant l'élection, sans qu'apparaisse aucun élément susceptible de compromettre la sécurité des logiciels et services proposés.

Art. 4. § 1^{er}. Le Parlement désigne au plus tôt six mois et au plus tard deux mois avant les élections un collège d'experts se composant d'au moins quatre experts effectifs et quatre experts suppléants. Le collège désigne un président et un secrétaire en son sein.

Les experts nommés par le Parlement en application de l'article 24, § 2, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier sont de droit désignés membres du collège d'experts.

Les experts suppléants assistent les membres effectifs dans les tâches visées au paragraphe 2 ou les remplacent en cas d'empêchement.

§ 2. Les experts contrôlent, dès leur nomination, jusqu'à la remise du rapport mentionné au paragraphe 3, l'utilisation, le bon fonctionnement et l'intégrité des systèmes logiciels et processus électroniques relatifs à la collecte des données des candidats et opérateurs électoraux, à la préparation des supports électroniques, à la totalisation, à la dévolution et à la diffusion des résultats, aux procédures concernant la confection, la distribution et l'utilisation du matériel, des logiciels et des supports mémoire. Les experts reçoivent du Service public régional de Bruxelles les autorisations ainsi que l'ensemble des données, des renseignements et informations utiles pour exécuter leur mission.

Les membres des bureaux électoraux, les organismes visés à l'article 4, § 3, alinéa 2, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier et les entreprises privées ainsi que leurs membres associés par les autorités compétentes au déroulement du processus électoral fournissent également aux experts le matériel ainsi que l'ensemble des données, renseignements et informations utiles pour exercer le contrôle tel que décrit à l'alinéa 1^{er}.

Durant la journée électorale, les experts peuvent notamment émettre des votes de test dans les bureaux de vote. Ceux-ci ne seront ni scannés ni comptabilisés. Ils peuvent vérifier la conformité des informations imprimées avec le vote de test qu'ils ont émis précédemment, vérifier la concordance, au moyen du scanner mis à la disposition du public ou de tout autre scanner, entre le résultat affiché à l'écran et celui imprimé sur le bulletin papier.

Après la journée électorale, les experts peuvent vérifier la concordance entre les votes émis dans un bureau de vote et les informations contenues dans les supports mémoires, ils peuvent contrôler la totalisation des divers supports mémoire d'un bureau de vote. Ils peuvent également vérifier la fiabilité et la crédibilité de l'ensemble des logiciels qui forment la chaîne électorale, depuis l'encodage des candidatures, jusqu'à la publication des résultats.

Le collège d'experts peut procéder à un audit des résultats afin de garantir la fiabilité et l'intégrité du système de vote électronique.

§ 3. Au plus tard quinze jours après le jour des élections, ils remettent un rapport au Gouvernement, au Parlement et au collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. Ce rapport peut contenir des recommandations relatives au matériel et aux logiciels qui ont été utilisés ainsi qu'aux procédures qui ont été appliquées.

§ 4. Les experts sont tenus au secret. Toute violation de ce secret est sanctionnée conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 2. Wanneer dit Wetboek de toezending van bepaalde gegevens langs elektronische weg of de geautomatiseerde verwerking van gegevens voorschrijft, geschiedt deze toezending volgens de door de Regering vastgestelde procedures, met inachtneming van de beginselen van authenticiteit, vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid van de verkiezingsgegevens.

De Regering stelt vast dat de elektronische stelsystemen en verkiezingssoftware de authenticiteit, de vertrouwelijkheid, de integriteit, de beschikbaarheid van de gegevens en het stemgeheim waarborgen. Ze baseert zich daarvoor op het advies van één van de organen erkend door de Koning krachtens artikel 4, § 3, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk.

§ 3. De Regering maakt binnen tien dagen na de verkiezing de broncodes van de in paragraaf 1 bedoelde softwareprogramma's bekend, zonder dat daarbij enig element wordt vermeld dat de veiligheid van de aangeboden software en diensten in gevaar zou kunnen brengen.

Art. 4. § 1. Het Parlement wijst, ten vroegste zes maanden en uiterlijk twee maanden voor de verkiezingen, een college van deskundigen aan dat bestaat uit ten minste vier effectieve en vier plaatsvervangende deskundigen. Dit college wijst een voorzitter en een secretaris aan in hun midden.

De deskundigen benoemd door het Parlement met toepassing van artikel 24, § 2, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk worden van rechtswege aangewezen als lid van het college van deskundigen.

De plaatsvervangende deskundigen verlenen bijstand aan de effectieve leden bij de uitvoering van de in paragraaf 2 bedoelde opdrachten of vervangen hen in geval van verhindering.

§ 2. De deskundigen zien, vanaf hun aanstelling tot de in paragraaf 3 bedoelde rapport, toe op het gebruik, de goede werking en de integriteit van de softwaresystemen en de elektronische processen betreffende het verzamelen van de gegevens, het voorbereiden van de elektronische dragers, de totalisering, de berekening en de verspreiding van resultaten alsook op de procedures voor de aanmaak, de verspreiding en het gebruik van de apparatuur, de software en de gegevensdragers. De deskundigen ontvangen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel de toelatingen, alsook alle gegevens, inlichtingen en informatie die nodig zijn om die opdracht uit te voeren.

De leden van de kiesbureaus, de in artikel 4, § 3, tweede lid, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk bedoelde adviesorganen en de privébedrijven alsook hun leden die door de bevoegde overheden betrokken zijn bij het verloop van het kiesproces, leveren eveneens aan de deskundigen de apparatuur alsook alle gegevens, inlichtingen en informatie die nodig zijn om de in het eerste lid bedoelde controle uit te voeren.

Tijdens de dag van de verkiezing kunnen de deskundigen teststemmen uitbrengen in de stembureaus. Deze worden noch gescand, noch meegeteld. Ze kunnen de overeenkomst van de afgedrukte informatie met de voorheen door hen uitgebrachte teststemmen controleren, ze kunnen de overeenstemming controleren tussen het op het scherm getoond resultaat en hetgeen afgedrukt is op het papieren bewijsstuk met behulp van de scanner ter beschikking gesteld van de kiezers of elke andere scanner.

Na de dag van de verkiezingen kunnen de deskundigen de overeenstemming tussen de uitgebrachte stemmen in een stembureau en de gegevens op de gegevensdragers van een stembureau controleren, zij kunnen de totalisatie van de verschillende geheugendragers van een stembureau controleren. Ze kunnen tevens de betrouwbaarheid en de geloofwaardigheid van het geheel van de software die de verkiezingsketen vormt, vanaf de kandidatuurstelling tot de bekendmaking van de resultaten, controleren.

Het college van deskundigen kan overgaan tot een audit van de uitslagen om de betrouwbaarheid en integriteit van het elektronische stelsysteem te garanderen.

§ 3. Uiterlijk vijftien dagen na de dag van de verkiezingen bezorgen ze een verslag aan de Regering, aan het Parlement en aan het rechtcollege, zoals bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen. Dit verslag kan aanbevelingen bevatten in verband met de apparatuur en de software die zijn gebruikt en de procedures die zijn toegepast.

§ 4. De deskundigen zijn tot geheimhouding verplicht. Elke schending van de geheimhoudingsplicht wordt bestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

CHAPITRE 3 — *Acquisition et prêt du matériel de vote électronique*

Art. 5. § 1^{er}. Le matériel de vote électronique peut être acheté ou loué par la Région ou par la commune.

Ce matériel acquis par la Région reste sa propriété et est mis gratuitement à la disposition des communes.

§ 2. Lorsque le matériel a été acheté par la Région ou la commune, les autorités communales assurent l'entretien et la conservation du matériel. Elles gèrent les biens de manière prudente et raisonnable. Elles font aussitôt réparer ou remplacer tout matériel qui est hors d'usage.

Ces frais sont à charge de la commune, qui conclut un contrat d'entretien à cet effet.

Les frais d'assistance technique le jour des élections communales sont à charge de la Région.

§ 3. Les logiciels électoraux, les éléments de sécurité et les supports mémoire sont fournis gratuitement aux communes par la Région. Le remplacement pour perte ou destruction des cartes à puce est à charge de la commune.

§ 4. Les communes peuvent utiliser gratuitement le matériel de vote électronique dont la Région est propriétaire pour des élections organisées par l'autorité fédérale.

§ 5. Les communes peuvent utiliser le matériel de vote électronique à d'autres fins, pour la gestion de la commune, à condition de rendre ce matériel disponible et en ordre de fonctionnement pour l'élection, trente jours au moins avant la date de celle-ci.

§ 6. En cas de location, le Gouvernement fixe les modalités de paiement, de livraison, de stockage, de test, de garantie, et de restitution du matériel.

§ 7. Le Gouvernement assure l'égalité de traitement entre les communes en ce qui concerne les charges qui découlent de l'achat ou de la location du matériel.

CHAPITRE 4 — *Dépenses liées à l'organisation des élections au niveau communal*

Art. 6. Lors du renouvellement, aussi bien ordinaire qu'extraordinaire des conseils communaux, les dépenses concernant le papier électoral sont à charge de la Région.

Les dépenses suivantes relatives aux élections sont à la charge des communes :

1° les jetons de présence et les indemnités de déplacement auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées par le Gouvernement ;

2° les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, aux conditions déterminées par le Gouvernement ; seuls les électeurs qui sont inscrits dans les registres de population d'une commune belge peuvent prétendre au remboursement ;

3° les primes d'assurance destinées à couvrir les dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions ; le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles ces risques sont couverts ;

4° le matériel destiné à la constitution du bureau tel que tables, chaises et isolements.

Sont également à la charge des communes : les cloisons, pupitres, enveloppes et crayons qu'elles fournissent d'après les modèles approuvés par le Gouvernement.

En cas de vote papier, les communes se chargent également de fournir les urnes.

Toutes les autres dépenses relatives aux élections sont à la charge des communes.

CHAPITRE 5 — *Contrôle des dépenses de propagande électorale*

Art. 7. Le Collège de contrôle créé par l'article 3 de l'ordonnance du 29 avril 2004 organisant le contrôle des dépenses électorales et des communications gouvernementales exerce les missions de contrôle qui étaient antérieurement effectuées par la Commission de contrôle créée par la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

HOOFDSTUK 3 — *Aankoop en uitlenen van de elektronische stemapparatuur*

Art. 5. § 1. De elektronische stemapparatuur kan aangekocht of gehuurd worden door het Gewest of door de gemeente.

De stemapparatuur, aangekocht door het Gewest, wordt kosteloos ter beschikking gesteld van de gemeenten.

§ 2. Indien het materiaal werd aangekocht door het Gewest of de gemeente, zorgen de gemeenteoverheden voor het onderhoud en de bewaring van de apparatuur. Ze beheren die goederen zoals een voorzichtig en redelijk persoon. Ze laten alle apparatuur die buiten gebruik is, zo spoedig mogelijk herstellen of vervangen.

De kosten daarvan zijn ten laste van de gemeente. De gemeente sluit daarvoor een onderhoudscontract.

De kosten voor technische bijstand op de dag van de gemeenteraadsverkiezingen zijn ten laste van het Gewest.

§ 3. De verkiezingssoftware, de veiligheidselementen en de gegevensdragers worden kosteloos aan de gemeenten verstrekt door het Gewest. De vervanging van chipkaarten, wegens verlies of vernietiging, is ten laste van de gemeente.

§ 4. De gemeenten mogen de stemapparatuur die eigendom is van het Gewest, kosteloos gebruiken voor verkiezingen georganiseerd door de federale overheid.

§ 5. De gemeenten mogen de stemapparatuur voor andere doeleinden gebruiken voor het beheer van de gemeente, op voorwaarde dat deze apparatuur ten minste dertig dagen vóór de datum van de verkiezing weer ter beschikking en gebruiksklaar is voor die verkiezing.

§ 6. In geval van huur, bepaalt de Regering de modaliteiten voor de betaling, alsook de levering, de opslag, het testen, de garantie en de teruggave van het materiaal.

§ 7. De Regering verzekert de gelijke behandeling tussen de gemeenten wat de lasten betreft die voortvloeien uit de aankoop of de huur van het materiaal.

HOOFDSTUK 4 — *Uitgaven in verband met de organisatie van verkiezingen op gemeentelijk niveau*

Art. 6. Bij gewone en buitengewone vernieuwing van de gemeenteraden, zijn alle verkiezingsuitgaven betreffende het stempapier ten laste van het Gewest.

Volgende verkiezingsuitgaven zijn ten laste van de gemeenten:

1° het presentiegeld, alsmede de reisvergoeding waarop de leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken, onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

2° de reisvergoeding van de kiezers die niet in de gemeente, waar ze zijn ingeschreven als kiezer, verblijven, onder de voorwaarden bepaald door de Regering; enkel de kiezers die in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zijn ingeschreven kunnen aanspraak maken op de reisvergoeding;

3° de verzekeringspremies om de lichamelijke schades te dekken die voortvloeien uit ongevallen die leden van de kiesbureaus zijn overkomen in de uitoefening van hun ambt; de Regering bepaalt de regels volgens welke deze risico's worden gedekt;

4° het materiaal voor de samenstelling van een bureau zoals tafels, stoelen en stemhokjes.

Zijn eveneens ten laste van de gemeenten: scheidingsmuren, lessenaars, enveloppes en potloden die ze voorzien in volgens de door de Regering goedgekeurde modellen.

Bij stemming op papier zijn de gemeenten ook verantwoordelijk voor het ter beschikking stellen van de stembussen.

Alle andere verkiezingsuitgaven zijn ten laste van de gemeenten.

HOOFDSTUK 5 — *Controle van de verkiezingsuitgaven*

Art. 7. Het Controlecollege, opgericht door artikel 3 van de ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven en de regeringsmededelingen, oefent de controleopdrachten uit die voorheen vervuld werden door de Controlecommissie ingesteld bij de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

TITRE II — *La liste des électeurs*CHAPITRE 1^{er} — *La qualité d'électeur*

Art. 8. § 1^{er}. Pour être électeur pour la commune, il faut :

- 1° être belge ;
- 2° être âgé de dix-huit ans accomplis ;
- 3° être inscrit au registre de population de la commune ;
- 4° ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par le Code électoral du 12 avril 1894.

§ 2. Les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 2° et 4°, doivent être réunies le jour de l'élection ; celles visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 3°, doivent l'être à la date à laquelle la liste des électeurs est arrêtée.

§ 3. Les électeurs qui, entre la date à laquelle la liste des électeurs est arrêtée et le jour de l'élection, ont perdu la nationalité belge, sont rayés de la liste des électeurs.

Les électeurs qui, postérieurement à la date à laquelle la liste des électeurs est arrêtée, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans leur chef soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de l'élection, de ces mêmes droits, sont pareillement rayés de la liste des électeurs.

§ 4. À cette liste sont ajoutées, jusqu'au jour avant l'élection, les personnes qui, suite à un arrêt de la Cour d'appel ou une décision du collège des bourgmestre et échevins, doivent être reprises comme électeur pour la commune.

Art. 9. § 1^{er}. Conformément à l'article 1*bis* de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, inséré par la loi du 27 janvier 1999, peuvent acquérir la qualité d'électeur pour la commune les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions de l'électorat visées à l'article 8, § 1^{er}, et qui ont manifesté, conformément au paragraphe 2 du présent article, leur volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les ressortissants non belges de l'Union européenne qui font l'objet d'une mention dans les registres de population sont censés satisfaire à la condition visée à l'article 8, § 1^{er}, 3°.

§ 2. Pour pouvoir être inscrites sur la liste des électeurs visée à l'article 11, § 1^{er}, les personnes visées au paragraphe 1^{er} du présent article, doivent introduire auprès de la commune où elles ont établi leur résidence principale, une demande écrite conforme au modèle fixé par le ministre de l'Intérieur et mentionnant :

- 1° leur nationalité ;
- 2° l'adresse de leur résidence principale.

Les articles 7*bis* et 13 du Code électoral sont applicables.

Toutefois, les notifications visées par l'article 13 du Code électoral sont faites par les parquets ou les greffes des cours et tribunaux concernés à la demande expresse des autorités communales lorsque celles-ci ont constaté que la personne qui a sollicité son inscription sur la liste des électeurs est susceptible de tomber sous l'application des mesures d'exclusion ou de suspension visées par les articles 6 et 7 du Code électoral.

Ces notifications sont transmises dans les dix jours de la réception de la demande des autorités communales. S'il n'y a pas lieu à notification, les autorités communales en sont avisées dans le même délai.

En cas de notification après que la liste des électeurs a été établie, l'intéressé est rayé de ladite liste.

Le collège des bourgmestre et échevins vérifie si l'intéressé remplit les conditions de l'électorat et lorsque tel est le cas, il lui notifie par lettre recommandée à la poste sa décision de l'inscrire sur la liste des électeurs.

Mention de l'inscription est portée aux registres de la population selon les modalités fixées par le Roi.

Lorsque le demandeur ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de sa résidence lui notifie par lettre recommandée à la poste, en le motivant, son refus de l'inscrire sur la liste des électeurs.

TITEL II — *De kiezerslijst*HOOFDSTUK 1 — *Hoedanigheid van de kiezer*

Art. 8. § 1. Om gemeenteraadskiezer te zijn, moet men:

- 1° Belg zijn;
- 2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;
- 3° in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;

4° zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek van 12 april 1894.

§ 2. De voorwaarden vermeld in paragraaf 1, 2° en 4°, moeten vervuld zijn op de dag van de verkiezing; die vermeld in paragraaf 1, 1° en 3°, moeten dat zijn op de datum waarop de kiezerslijst wordt afgesloten.

§ 3. De kiezers die tussen de datum waarop de kiezerslijst wordt afgesloten en de dag van de verkiezing de Belgische nationaliteit verloren hebben, worden van de kiezerslijst geschrapt.

De kiezers die na de datum waarop de kiezerslijst wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor hen ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de datum van de verkiezing meebrengt, worden eveneens van de kiezerslijst geschrapt.

§ 4. Aan deze lijst worden tot de dag voor de verkiezing de personen toegevoegd die ten gevolge van een arrest van het Hof van beroep of een beslissing van het college van burgemeester en schepenen weer als gemeenteraadskiezer opgenomen moeten worden.

Art. 9. § 1. Kunnen, overeenkomstig artikel 1*bis* van de Gemeentekieswet gecoördineerd op 4 augustus 1932, ingevoegd bij wet van 27 januari 1999, de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven, de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie die, behalve wat betreft de nationaliteit, voldoen aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 8, § 1, en die, overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel, hun wil te kennen hebben gegeven om dit stemrecht in België uit te oefenen.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in de bevolkingsregisters staan vermeld, geacht te voldoen aan de in artikel 8, § 1, 3° bedoelde voorwaarde.

§ 2. Om te kunnen worden ingeschreven op de in artikel 11, § 1, bedoelde kiezerslijst, moeten de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde personen bij de gemeente waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben gevestigd, een schriftelijke aanvraag indienen overeenkomstig het door de minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde model met vermelding van:

- 1° hun nationaliteit;
- 2° het adres van hun hoofdverblijfplaats.

De artikelen 7*bis* en 13 van het Kieswetboek zijn mede van toepassing.

De kennisgevingen bedoeld in artikel 13 van het Kieswetboek worden echter door de betrokken parketten of griffies van de hoven en rechtbanken gedaan op uitdrukkelijk verzoek van de gemeentelijke overheden, wanneer deze laatste hebben vastgesteld dat de persoon die om zijn inschrijving op de kiezerslijst heeft gevraagd, onder de toepassing kan vallen van de maatregelen van uitsluiting of schorsing bedoeld in de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek.

Deze kennisgevingen worden binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag van de gemeentelijke overheid doorgestuurd. Indien er geen grond tot kennisgeving bestaat, wordt de gemeentelijke overheid daarvan binnen dezelfde termijn in kennis gesteld.

In geval van kennisgeving nadat de kiezerslijst is opgemaakt, wordt de betrokkene van deze lijst geschrapt.

Het college van burgemeester en schepenen controleert of de betrokkene de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult en indien dit het geval is, geeft het college bij ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennis van zijn beslissing om hem in te schrijven op de kiezerslijst.

De inschrijving wordt in de bevolkingsregisters vermeld volgens de door de Koning vastgestelde nadere regels.

Wanneer de aanvrager één of andere kiesbevoegdheidsvoorwaarde niet vervult, geeft het college van burgemeester en schepenen van de gemeente van zijn verblijfplaats hem bij ter post aangetekende brief kennis van zijn gemotiveerde beslissing om zijn inschrijving op de kiezerslijst te weigeren.

Les décisions d'inscription ou de refus d'inscription sur la liste des électeurs sont établies conformément aux modèles fixés par le ministre de l'Intérieur.

Sont déclarées irrecevables, les demandes introduites durant la période prenant cours le jour de l'établissement de la liste des électeurs et expirant le jour de l'élection pour laquelle elle est établie.

En dehors de la période visée à l'alinéa précédent, toute personne qui a été agréée en qualité d'électeur peut déclarer par écrit renoncer à cette qualité auprès de la commune où elle a établi sa résidence principale.

L'agrément en qualité d'électeur reste valable aussi longtemps que l'intéressé continue à réunir les conditions d'électorat ou n'a pas renoncé à sa qualité d'électeur, quelle que soit la commune de sa résidence en Belgique.

§ 3. Au cas où sa demande d'inscription comme électeur est refusée, le ressortissant non belge de l'Union européenne peut, dans les dix jours de la notification visée au paragraphe 2, alinéa 8, faire valoir ses objections éventuelles au collège des bourgmestre et échevins par lettre recommandée à la poste. Le collège se prononce dans les huit jours de la réception de la réclamation et sa décision est immédiatement notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Si le collège des bourgmestre et échevins maintient sa décision de refus, le ressortissant non belge de l'Union européenne peut interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours à compter de la notification visée à l'alinéa précédent.

L'appel est introduit par une requête remise au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci en informe aussitôt le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Les parties disposent d'un délai de dix jours à dater de la remise de la requête pour déposer de nouvelles conclusions. Ce délai expiré, le procureur général envoie dans les deux jours le dossier, auquel sont jointes les nouvelles pièces ou conclusions, au greffier en chef de la Cour d'appel qui en accuse réception.

Les articles 28 à 39 du Code électoral sont applicables.

§ 4. Si après avoir été agréé en qualité d'électeur, le ressortissant non belge de l'Union européenne a déclaré par écrit auprès de la commune de sa résidence renoncer à cette qualité, il ne peut réintroduire une nouvelle demande d'agrément comme électeur que postérieurement aux élections communales en prévision desquelles il avait été inscrit en cette qualité.

Art. 10. Conformément à l'article 1^{er} de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, inséré par la loi du 19 mars 2004, peuvent également acquérir la qualité d'électeur pour la commune, les étrangers pour lesquels l'article 9 ne s'applique pas pour autant que :

1° ces étrangers introduisent auprès de la commune dans laquelle ils ont établi leur résidence principale, une demande écrite conforme au modèle fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, et mentionnant :

a) leur nationalité ;

b) l'adresse de leur résidence principale ;

c) une déclaration par laquelle l'auteur de la demande s'engage à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention européennes des droits de l'homme.

Une attestation de cette déclaration est remise à l'intéressé. En cas de demande ultérieure d'inscription sur la liste des électeurs d'une autre commune, la personne concernée produit cette attestation ;

2° ces étrangers puissent faire valoir au moment de l'introduction de la demande cinq années ininterrompues de résidence principale en Belgique couvertes par un séjour légal.

L'article 8, § 1^{er}, points 2°, 3°, 4°, et l'article 9, § 2, alinéas 2 et suivants, et §§ 3 et 4, sont applicables aux étrangers visés par le présent article.

CHAPITRE 2 — L'établissement de la liste des électeurs

Art. 11. § 1^{er}. Le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu, le collège des bourgmestre et échevins dresse une liste des électeurs communaux.

Pour cette opération, le collège des bourgmestre et échevins demande au Service public fédéral Intérieur de lui fournir gratuitement les données des personnes visées à l'alinéa 3. Ces données fournies par le

De beslissingen van inschrijving of van weigering van inschrijving op de kiezerslijst, worden opgesteld volgens de door de minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde modellen.

Onontvankelijk worden verklaard de aanvragen die worden ingediend tijdens de periode die begint op datum van het opmaken van de kiezerslijst en afloopt op de datum van de verkiezing waarvoor ze werd gemaakt.

Buiten de periode bedoeld in het vorige lid kan iedereen die in de hoedanigheid van kiezer erkend is, schriftelijk verklaren dat hij van deze hoedanigheid afziet, bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft.

De erkenning in de hoedanigheid van kiezer blijft geldig zolang de betrokkene blijft voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden of zolang hij niet afgezien heeft van zijn hoedanigheid van kiezer, ongeacht de gemeente waar hij zijn verblijfplaats in België heeft gevestigd.

§ 3. In geval zijn aanvraag tot inschrijving als kiezer geweigerd wordt, kan de niet-Belgische onderdaan van de Europese Unie, binnen de tien dagen na de in paragraaf 2, achtste lid, bedoelde kennisgeving, zijn eventuele bezwaren per aangetekende brief meedelen aan het college van burgemeester en schepenen. Het college doet binnen de acht dagen na ontvangst van het bezwaarschrift uitspraak, en zijn beslissing wordt onmiddellijk per aangetekende brief betekend aan de betrokkene.

Als het college van burgemeester en schepenen bij zijn weigering blijft, kan de niet-Belgische onderdaan van de Europese Unie, binnen de acht dagen na de in het vorige lid bedoelde kennisgeving, tegen deze beslissing een beroep aantekenen bij het Hof van Beroep.

Het beroep wordt aangetekend door middel van een verzoek aan de procureur-generaal bij het Hof van Beroep. Deze brengt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente hiervan onmiddellijk op de hoogte.

De partijen beschikken, vanaf de indiening van het verzoek, over een termijn van tien dagen om nieuwe conclusies in te dienen. Na het verstrijken van deze termijn stuurt de procureur-generaal het dossier, samen met de nieuwe stukken of conclusies, binnen de twee dagen naar de hoofdgriffier van het Hof van Beroep, die de ontvangst daarvan bevestigt.

De artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek zijn van toepassing.

§ 4. Indien de niet-Belgische onderdaan van de Europese Unie, na in de hoedanigheid van kiezer erkend te zijn, schriftelijk verklaard heeft bij de gemeente van zijn verblijfplaats dat hij van deze hoedanigheid afziet, mag hij pas na de gemeenteraadsverkiezingen waarvoor hij als kiezer ingeschreven was, een nieuwe aanvraag tot erkenning als kiezer indienen.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 1^{er} van de Gemeentekieswet gecoördineerd op 4 augustus 1932, ingevoegd bij wet van 19 maart 2004, kunnen de vreemdelingen op wie artikel 9 niet van toepassing is, eveneens de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven op voorwaarde dat :

1° die vreemdelingen bij de gemeente waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben een schriftelijke aanvraag indienen overeenkomstig het model bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, met vermelding van :

a) hun nationaliteit;

b) het adres van hun hoofdverblijfplaats;

c) een verklaring waarin de indiener van de aanvraag zich ertoe verbindt de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Aan de betrokkene wordt een attest van die verklaring overhandigd. Indien hij later een aanvraag indient om in een andere gemeente op de kiezerslijst te worden ingeschreven, legt hij dat attest voor;

2° die vreemdelingen op het ogenblik van de indiening van de aanvraag vijf jaar ononderbroken hoofdverblijfplaats in België gedekt door een wettelijk verblijf kunnen laten gelden.

Artikel 8, § 1, 2°, 3°, 4°, en artikel 9, § 2, tweede en volgende leden, en §§ 3 en 4, zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde vreemdelingen.

HOOFDSTUK 2— Opmaak van de kiezerslijst

Art. 11. § 1. Op 1 augustus van het jaar tijdens hetwelk de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaats heeft, maakt het college van burgemeester en schepenen een lijst van de gemeenteraadskiezers op.

Voor deze operatie vraagt het college van burgemeester en schepenen aan de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken om haar kosteloos de gegevens van de in het derde lid bedoelde personen te bezorgen.

Service public fédéral Intérieur sont détruites le lendemain du jour de la validation ou de l'annulation de l'élection.

Sur cette liste sont repris :

1° les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites au registre de population de la commune et satisfont aux autres conditions de l'électorat visées aux articles 8, § 1^{er}, 9 et 10 ;

2° les électeurs communaux qui, entre le 1^{er} août et la date des élections, atteindront l'âge de dix-huit ans ;

3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra fin avant la date des élections.

Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de l'électorat, la liste des électeurs mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la résidence principale.

La liste des électeurs est établie selon une numérotation, le cas échéant par section de commune, soit dans l'ordre géographique, en fonction des rues, soit par ordre alphabétique des électeurs. Le collège des bourgmestre et échevins veille à convoquer dans le même centre de vote les personnes inscrites à la même adresse sur le registre de population.

§ 2. L'article 13 du Code électoral est applicable.

§ 3. À la date à laquelle la liste des électeurs communaux doit être arrêtée, le collège des bourgmestre et échevins porte à la connaissance des citoyens, par une publication sur le site web de la commune et par un avis publié dans la forme ordinaire, que chacun peut, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, s'adresser à la commune durant les heures de service afin de vérifier s'il figure sur la liste et que les données le concernant sont correctes. Cet avis reproduit la procédure de réclamation et de recours prévue aux articles 12 et suivants.

CHAPITRE 3 — La réclamation au sujet de la liste des électeurs

Art. 12. § 1^{er}. À partir de la date à laquelle la liste des électeurs doit être arrêtée, toute personne indûment inscrite, omise ou rayée de la liste des électeurs, ou pour laquelle cette liste indique inexactement les mentions prescrites à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, peut introduire une réclamation devant le collège des bourgmestre et échevins jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection.

§ 2. À partir de la date à laquelle la liste des électeurs doit être établie, toute personne qui satisfait aux conditions de l'électorat peut, dans l'arrondissement électoral dans lequel est située la commune où elle est inscrite sur la liste des électeurs, introduire devant le collège des bourgmestre et échevins, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, une réclamation contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms de ladite liste, ou contre toutes indications inexacts dans les mentions prescrites par l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 3. La réclamation visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est introduite par une requête et doit, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le requérant entend faire usage, être déposée contre récépissé à l'administration communale ou être adressée au collège des bourgmestre et échevins sous pli recommandé à la poste.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation est tenu de l'inscrire à la date de son dépôt dans un registre spécial et d'en donner récépissé ainsi que des pièces produites à l'appui, de former un dossier pour chaque réclamation, de coter et parapher les pièces produites et de les inscrire avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire joint à chaque dossier.

§ 4. Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, la réclamation peut être faite verbalement. Elle est reçue par le secrétaire communal ou son délégué.

Le fonctionnaire qui la reçoit en dresse sur-le-champ un procès-verbal dans lequel il constate que l'intéressé lui a déclaré être dans l'impossibilité d'écrire.

Le procès-verbal reprend les moyens invoqués par l'intéressé. Le fonctionnaire date et signe ce procès-verbal, et en remet le double au comparant après lui en avoir donné lecture.

Le fonctionnaire procède ensuite aux formalités prévues au paragraphe 3, alinéa 2.

§ 5. L'administration communale joint au dossier, gratuitement, copie ou extrait de tous les documents officiels en sa possession que le requérant invoque pour justifier une modification de la liste des électeurs.

Deze door de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken verstrekte gegevens worden vernietigd de dag na de dag van de validatie of vernietiging van de verkiezingen.

Op die lijst worden vermeld:

1° de personen die op de vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven zijn en de andere in de artikelen 8, § 1, 9 en 10 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervullen;

2° de gemeenteraadskiezers die tussen 1 augustus en de datum van de verkiezingen de leeftijd van achttien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt vóór de datum van de verkiezingen.

Voor elke persoon die voldoet aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden, vermeldt de kiezerslijst de naam, de voornamen, de geboortedatum, het identificatienummer zoals bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de hoofdverblijfplaats.

De kiezerslijst wordt volgens een nummering opgemaakt, desgevallend per gemeentelijke afdeling, hetzij geografisch volgens de straten, hetzij in alfabetische volgorde van de kiezers. Het college van burgemeester en schepenen zorgt ervoor dat personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn op hetzelfde adres, in hetzelfde stemcentrum worden opgeroepen.

§ 2. Artikel 13 van het Kieswetboek is van toepassing.

§ 3. Op de datum waarop de kiezerslijst vastgesteld moet zijn, brengt het college van burgemeester en schepenen de burgers op de hoogte via een publicatie op de gemeentelijke website en door een bericht in de gebruikelijke vorm gesteld, dat eenieder zich tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing tijdens de diensturen tot de gemeente kan wenden om na te gaan of hij op de lijst staat dan wel met een juiste vermelding erop staat. Dit bericht maakt melding van de bij de artikelen 12 en volgende voorgeschreven procedure van bezwaar en beroep.

HOOFDSTUK 3 — Bezwaar met betrekking tot de kiezerslijst

Art. 12. § 1. Vanaf de datum waarop de kiezerslijst moet vastgesteld zijn, kan ieder die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of van de kiezerslijst geschrapt is, of voor wie op deze lijst de vermeldingen voorgeschreven bij artikel 11, § 1, derde lid, onjuist zijn, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Vanaf de datum waarop de kiezerslijst moet vastgesteld zijn, kan ieder die de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult, in het kiesarrondissement waarin de gemeente ligt waar hij op de kiezerslijst is ingeschreven, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bij het college van burgemeester en schepenen bezwaar indienen tegen de inschrijving, schrapping of weglating van namen van deze lijst, of tegen enige onjuistheid in de vermeldingen voorgeschreven bij artikel 11, § 1, derde lid.

§ 3. Het in paragrafen 1 en 2 bedoelde bezwaar wordt ingediend bij verzoekschrift en moet, samen met de bewijsstukken waarvan de verzoeker gebruik wenst te maken, tegen ontvangstbewijs neergelegd worden op het gemeentebestuur of onder een ter post aangetekende enveloppe worden gericht aan het college van burgemeester en schepenen.

De ambtenaar die het bezwaar ontvangt, is verplicht het op de datum van ontvangst in te schrijven in een bijzonder register, een ontvangstbewijs van het bezwaar en van de overgelegde bewijsstukken af te geven, voor ieder bezwaar een dossier aan te leggen, de overgelegde stukken te nummeren en te paraferen en ze met hun volgnummer in te schrijven op de bij ieder dossier gevoegde inventaris.

§ 4. Wanneer de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingebracht. Het wordt door de gemeentesecretaris of zijn gemachtigde ontvangen.

De ambtenaar die het ontvangt, maakt daarvan dadelijk proces-verbaal op, waarin hij vaststelt dat de betrokkene hem verklaart niet in staat te zijn te schrijven.

Het proces-verbaal neemt de door betrokkene ingeroepen middelen over. De ambtenaar dagtekent en ondertekent het proces-verbaal en overhandigt een duplicaat aan de verschijnende persoon na het hem te hebben voorgelezen.

De ambtenaar handelt vervolgens zoals in paragraaf 3, tweede lid, is voorgeschreven.

§ 5. Het gemeentebestuur voegt kosteloos aan het dossier een afschrift of uittreksel toe van alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de verzoeker aanvoert om een wijziging van de kiezerslijst te verantwoorden.

L'administration communale joint d'office au dossier tout document officiel en sa possession de nature à étayer les moyens invoqués par l'intéressé et repris dans le procès-verbal prévu au paragraphe 4, alinéas 2 et 3.

§ 6. Le rôle des réclamations indique le lieu, le jour et l'heure de la séance à laquelle l'affaire ou les affaires sera ou seront traitée(s).

Ce rôle est affiché à l'administration communale et publié sur le site web de la commune vingt-quatre heures au moins avant la séance, où chacun peut en prendre connaissance et le copier.

L'administration communale notifie sans délai et par tous moyens au requérant ainsi que, le cas échéant, aux parties intéressées, la date à laquelle la réclamation sera examinée.

Cette notification mentionne expressément et en toutes lettres, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 9, alinéas 2 à 4, que l'appel contre la décision à intervenir peut seulement être interjeté en séance.

§ 7. Pendant le délai prévu au paragraphe 6, alinéa 2, le dossier des réclamations et le rapport visé au paragraphe 8, alinéa 2, sont mis, à l'administration communale, à la disposition des parties, de leurs avocats, ou de leurs mandataires.

§ 8. Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de statuer sur toute réclamation dans un délai de sept jours à compter du dépôt de la requête ou du procès-verbal visé au paragraphe 4 et en tout cas, avant le septième jour qui précède celui de l'élection.

Il statue en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent.

§ 9. Une décision motivée, mentionnant le nom du rapporteur et ceux des membres présents, est rendue séparément sur chaque affaire ; elle est inscrite dans un registre spécial.

Le président du collège invite les parties, leurs avocats ou mandataires à signer, s'ils le désirent, sur le registre visé à l'alinéa précédent, une déclaration d'appel.

Les parties défaillantes sont censées acquiescer à la décision rendue par le collège.

À défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées, la décision du collège est définitive. Mention du caractère définitif de la décision est faite dans le registre spécial visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et exécution est donnée immédiatement à la décision modifiant la liste des électeurs.

La décision du collège est déposée à l'administration communale où quiconque peut en prendre connaissance sans frais.

L'appel de la décision du collège est suspensif de tout changement dans la liste des électeurs.

§ 10. Le bourgmestre envoie sans délai à la Cour d'appel, par tous moyens, une expédition des décisions du collège frappées d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges.

§ 11. L'article 27, alinéa 2, et les articles 28 à 39 du Code électoral sont applicables.

CHAPITRE 4 — La délivrance de la liste des électeurs

Art. 13. § 1^{er}. Dès que la liste des électeurs est établie, le collège des bourgmestre et échevins ou le fonctionnaire désigné par lui délivre gratuitement une copie électronique de la liste des électeurs aux personnes qui en font la demande par écrit et qui s'engagent par écrit à déposer une liste de candidats aux élections communales.

Si le demandeur ne présente pas de liste de candidats, il ne peut plus faire usage de la liste des électeurs, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article 197bis du Code électoral.

§ 2. Toute personne figurant comme candidat sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection peut obtenir la liste des électeurs de manière électronique après demande écrite auprès du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire désigné par lui.

Le collège des bourgmestre et échevins vérifie au moment de la demande que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Het gemeentebestuur voegt ambtshalve bij het dossier alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de door de betrokkene ingeroepen middelen welke opgenomen zijn in het overeenkomstig paragraaf 4, tweede en derde lid, opgestelde proces-verbaal, kracht kunnen bijzetten.

§ 6. De rol van de bezwaren vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering tijdens dewelke de zaak of de zaken zal of zullen worden behandeld.

Deze rol wordt ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering aangeplakt op het gemeentebestuur en gepubliceerd op de gemeentelijke website, waar iedereen er inzage en afschrift van kan nemen.

Het gemeentebestuur geeft onverwijld en met alle middelen kennis aan de verzoeker alsook, in voorkomend geval, aan de betrokken partijen, van de datum waarop het bezwaar onderzocht zal worden.

Deze kennisgeving vermeldt uitdrukkelijk en woordelijk dat, zoals bepaald in paragraaf 9, tweede tot vierde lid, het beroep tegen de te nemen beslissing alleen ter zitting kan worden ingediend.

§ 7. Gedurende de termijn bepaald in paragraaf 6, tweede lid, worden het dossier van de bezwaren en het in paragraaf 8, tweede lid, bedoelde verslag op het gemeentebestuur ter beschikking gehouden van de partijen, hun advocaten of hun gemachtigden.

§ 8. Het college van burgemeester en schepenen doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van zeven dagen te rekenen vanaf het indienen van het verzoekschrift of van het in paragraaf 4 vermeld proces-verbaal, en in elk geval vóór de zevende dag vóór die van de verkiezing.

Het doet uitspraak in openbare vergadering op verslag van een lid van het college en na de partijen, hun advocaten of gemachtigden te hebben gehoord, indien zij verschijnen.

§ 9. Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen, die in een bijzonder register wordt ingeschreven.

De voorzitter van het college verzoekt de partijen, hun advocaten of gemachtigden, als zij dat wensen, in het in het vorige lid vermelde register een verklaring van beroep te ondertekenen.

De partijen die niet verschijnen, worden geacht de beslissing van het college te aanvaarden.

Wanneer de aanwezige of vertegenwoordigde partijen geen verklaring van beroep ondertekenen, is de beslissing van het college definitief. Van het definitieve karakter van de beslissing wordt melding gemaakt in het bijzonder register vermeld in het eerste lid, en de beslissing tot wijziging van de kiezerslijst wordt onverwijld ten uitvoer gelegd.

De beslissing van het college wordt neergelegd op het gemeentebestuur, waar eenieder er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beroep tegen de beslissing van het college heeft schorsende kracht ten aanzien van elke verandering in de kiezerslijst.

§ 10. De burgemeester zendt onverwijld aan het Hof van Beroep, met alle middelen, een expeditie van de beslissingen van het college waartegen beroep is ingesteld alsook alle documenten die de gedingen betreffen.

§ 11. Artikel 27, tweede lid, en de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek zijn van toepassing.

HOOFDSTUK 4 — Afgifte van de kiezerslijst

Art. 13. § 1. Zodra de kiezerslijst is opgesteld, verstrekt het college van burgemeester en schepenen of de door hem aangeduide ambtenaar kosteloos een elektronisch afschrift van de kiezerslijst aan de personen die daartoe een schriftelijk verzoek indienen en die er zich schriftelijk toe verbinden om een lijst van kandidaten voor de gemeenteraadsverkiezingen in te dienen.

Indien de partij geen kandidatenlijst voordraagt, kan zij geen gebruik meer maken van de kiezerslijst op straffe van de in artikel 197bis van het Kieswetboek vastgestelde straffen.

§ 2. Iedere persoon die als kandidaat voorkomt op een akte van voordracht ingediend met het oog op de verkiezing, kan elektronische afschriften van de kiezerslijst krijgen, na schriftelijk verzoek aan het college van burgemeester en schepenen of aan de door het college aangewezen ambtenaar.

Het college van burgemeester en schepenen stelt op het ogenblik van de afgifte vast of de belanghebbende als kandidaat bij de verkiezing is voorgedragen.

Si le demandeur est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage de la liste des électeurs sous peine des sanctions pénales édictées à l'article 197bis du Code électoral.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins ne peut pas mettre de listes électorales à la disposition d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2.

Les personnes qui ont reçu ces copies ne peuvent pas à leur tour les communiquer à des tiers.

Les personnes disposant d'une liste des électeurs peuvent uniquement l'utiliser à des fins électorales, et ce, uniquement durant la période entre la date de mise à disposition de la liste et la date de l'élection. Celui qui ne dépose pas de liste de candidats et n'est pas lui-même candidat, ne peut pas faire usage de la liste des électeurs, fût-ce à des fins électorales.

Toutes les personnes disposant d'une copie de la liste des électeurs doivent détruire cette copie au plus tard le lendemain du jour du scrutin pour lequel la liste des électeurs originale a été établie.

Les copies de la liste des électeurs délivrées en application des paragraphes 1^{er} et 2 ne mentionnent pas le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

§ 4. Les actions suivantes constituent des violations passibles des sanctions pénales édictées à l'article 197bis du Code électoral :

1° délivrer des copies de la liste des électeurs à des personnes qui ne sont pas autorisées à les recevoir ;

2° utiliser des données de la liste des électeurs à des fins autres qu'électorales.

CHAPITRE 5 — *La transmission au Gouvernement et le contrôle de la liste des électeurs*

Art. 14. Au plus tard le 31 août, l'administration communale envoie la liste des électeurs communaux au Gouvernement.

Celui-ci peut décider que la transmission se fera de manière électronique selon le format qu'il détermine.

Le Gouvernement peut décider de mettre la liste des électeurs à disposition de la commune de manière électronique et centralisée. Dans ce cas, il désigne un responsable à cet effet.

Dès qu'il en obtient réception, le Gouvernement contrôle les listes des électeurs afin de vérifier qu'aucune personne n'est mentionnée sur plusieurs d'entre elles.

En cas de double inscription, le Gouvernement transmet l'information aux collèges des bourgmestre et échevins concernés et leur demande leur avis. Le Gouvernement désigne ensuite le collège qui doit radier l'électeur et celui qui conserve l'inscription.

Le collège des bourgmestre et échevins procède dans les plus brefs délais aux corrections demandées.

La radiation est immédiatement notifiée par le collège à la personne concernée, qui peut introduire une réclamation conformément à l'article 12.

Art. 15. Dans les cas d'élection extraordinaire visés aux articles 2, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et 114, le collège des bourgmestre et échevins arrête la liste des électeurs soit à la date de la décision du conseil communal ou de l'arrêté du Gouvernement convoquant les électeurs, soit à la date de la notification au conseil communal de la décision d'annulation de l'élection.

CHAPITRE 6 — *L'accès à la liste des électeurs et son utilisation par les bureaux électoraux*

Art. 16. § 1^{er}. Trente-cinq jours au moins avant l'élection, le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Bruxelles met à disposition des présidents des tribunaux de première instance francophone et néerlandophone de Bruxelles, de manière électronique et contre récépissé, un extrait certifié exact de la liste des électeurs dressée par section de vote ou leur donne un accès à la liste électronique.

Pour les autres communes de la Région, le collège des bourgmestre et échevins met cet extrait à disposition du juge de paix du chef-lieu de canton.

En cas de recours à la liste des électeurs électronique et centralisée comme mentionné à l'article 14, alinéa 3, c'est le Gouvernement qui confère l'accès à cette liste auxdites personnes.

Indien de aanvrager later van de kandidatenlijst wordt geschrapt, mag hij van de kiezerslijst geen gebruik meer maken, op straffe van de in artikel 197bis van het Kieswetboek vastgestelde straffen.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen mag enkel afschriften van de kiezerslijst afgeven aan personen die ze overeenkomstig paragraaf 1 of paragraaf 2 aangevraagd hebben.

De personen die deze afschriften hebben ontvangen, mogen ze op hun beurt niet meedelen aan derden.

Personen die over een kiezerslijst beschikken, mogen deze alleen voor verkiezingsdoeleinden gebruiken, en dan nog alleen gedurende de periode tussen de datum waarop de lijst beschikbaar is gesteld en de datum van de verkiezing. Wie geen kandidatenlijst indient en zelf geen kandidaat is, kan de kiezerslijst niet gebruiken, zelfs niet voor verkiezingsdoeleinden.

Enieder die in het bezit is van een afschrift van de kiezerslijst, moet dit afschrift vernietigen uiterlijk op de dag na de verkiezingsdag waarvoor de originele kiezerslijst was opgesteld.

De met toepassing van de paragrafen 1 en 2 afgegeven afschriften van de kiezerslijst vermelden geen identificatienummer zoals bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 4. De volgende handelingen vormen inbreuken waarop de strafrechtelijke sancties van artikel 197bis van het Kieswetboek van toepassing zijn:

1° afschriften van de kiezerslijst afgeven aan personen die niet gemachtigd zijn deze in ontvangst te nemen;

2° gegevens van de kiezerslijst voor andere dan verkiezingsdoeleinden te gebruiken.

HOOFDSTUK 5 — *Verzending aan de Regering en controle van de kiezerslijst*

Art. 14. Uiterlijk op 31 augustus zendt het gemeentebestuur de lijst van de gemeenteraadskiezers aan de Regering.

Deze kan beslissen dat deze verzending elektronisch gebeurt volgens een door haar vastgesteld formaat.

De Regering kan beslissen de kiezerslijst elektronisch en gecentraliseerd ter beschikking te stellen van de gemeente. In dat geval stelt ze hiervoor een verantwoordelijke aan.

Bij ontvangst van de kiezerslijsten worden deze door de Regering gecontroleerd om na te gaan of er geen personen zijn die op meerdere kiezerslijsten vermeld staan.

In geval van dubbele inschrijvingen, licht de Regering de betrokken colleges van burgemeester en schepenen in en vraagt hun advies. Daarna bepaalt de Regering welk college de kiezer dient te schrappen en welk college de inschrijving behoudt.

Het college van burgemeester en schepenen voert de gevraagde correcties zo spoedig mogelijk uit.

Het college geeft onmiddellijk kennis van de schrapping aan de betrokken persoon, die bezwaar kan indienen overeenkomstig artikel 12.

Art. 15. In de gevallen van buitengewone verkiezing vermeld in artikel 2, § 1, tweede en derde lid, en artikel 114, maakt het college van burgemeester en schepenen de kiezerslijst op, hetzij op de datum van de beslissing van de gemeenteraad of van het besluit van de Regering tot oproeping van de kiezers, hetzij op de datum waarop de beslissing tot annulering van de verkiezing aan de gemeenteraad wordt betekend.

HOOFDSTUK 6 — *Toegang tot de kiezerslijst en het gebruik ervan door de kiesbureaus*

Art. 16. § 1. Ten minste vijftig dagen vóór de verkiezing stelt het college van burgemeester en schepenen van de stad Brussel aan de voorzitters van de Franstalige en Nederlandstalige rechtbanken van eerste aanleg te Brussel en de vrederechters van het kanton, langs elektronische weg en tegen ontvangstbewijs, een voor echt verklaard uittreksel van de per stembureau opgestelde kiezerslijst ter beschikking of verleent het hun toegang tot de elektronische lijst.

Voor de andere gemeenten van het Gewest stelt het college van burgemeester en schepenen dit uittreksel ter beschikking van de vrederechter van de hoofdplaats van het kanton.

Bij gebruik van een gecentraliseerde elektronische kiezerslijst zoals voorzien in artikel 14, derde lid, verleent het Gewest de toegang tot deze lijst aan deze personen.

§ 2. Au moins vingt-sept jours avant l'élection, le juge de paix met de la même manière à disposition du président du bureau principal qu'il a désigné pour chaque commune de son canton conformément à l'article 18, § 2, alinéa 3, la liste des électeurs de leur commune.

En cas de recours à la liste des électeurs électronique et centralisée comme mentionné à l'article 14, alinéa 3, c'est le Gouvernement qui confère l'accès à cette liste aux dites personnes.

§ 3. Jusqu'au jour de l'élection, le collège des bourgmestre et échevins assure la mise à jour des listes de chaque section de vote en prenant en compte les décisions qui ont pour effet l'inscription ou la radiation d'un électeur de la liste des électeurs, l'exclusion ou la suspension du droit de vote.

TITRE III — La répartition des électeurs et bureaux électoraux

CHAPITRE 1^{er} — Les sections de vote, bureaux de vote et bureaux principaux

Art. 17. Le collège des bourgmestre et échevins assigne à chaque section de vote un local distinct pour le vote, dénommé bureau de vote.

Une section de vote représente l'ensemble des électeurs convoqués dans un bureau spécifique.

Plusieurs sections de vote peuvent être convoquées dans des salles faisant partie d'un même groupe de bâtiments, appelé centre de vote.

Le bureau principal assure les opérations préparatoires et les opérations de clôture des élections et communique les résultats.

Chaque commune comprend un bureau principal et des bureaux de vote. En cas de vote papier, il y a également des bureaux de dépouillement. L'ensemble constitue les bureaux électoraux.

En cas d'utilisation :

1° du vote électronique, les électeurs sont répartis par le collège des bourgmestre et échevins en sections de vote dont aucune ne peut compter moins de 150 ni plus de 900 électeurs. Le Gouvernement peut déroger à cette limite maximum de 900 électeurs, sans que le nombre d'électeurs puisse dépasser 2.000 ;

2° du vote papier, les électeurs sont répartis par le collège des bourgmestre et échevins en sections de vote, dont aucune ne peut compter plus de 800 ni moins de 150 électeurs. Chaque commune comprend alors des bureaux de dépouillement.

Le vingt-cinquième jour au plus tard avant celui de l'élection, la liste des bureaux de vote établie dans la commune est transmise au Gouvernement dans le format qu'il désigne. Cette liste mentionne le nombre d'électeurs inscrits par bureau de vote ainsi que l'adresse de celui-ci.

CHAPITRE 2 — La désignation des membres des bureaux électoraux

Art. 18. § 1^{er}. Le bureau principal se compose du président, éventuellement d'un président suppléant, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants et d'un secrétaire. Le président désigne librement les assesseurs et assesseurs suppléants parmi les électeurs de la commune. Le président désigne, également librement, le secrétaire parmi les électeurs. Les candidats ne peuvent faire partie du bureau principal.

Le bureau principal doit être constitué au moins vingt-sept jours avant l'élection.

§ 2. En ce qui concerne la Ville de Bruxelles, chef-lieu d'arrondissement judiciaire, le bureau principal est présidé conjointement par les présidents des tribunaux de première instance francophone et néerlandophone ou, à défaut, par les magistrats qui les remplacent.

Dans les communes chefs-lieux d'un canton judiciaire, le bureau principal est présidé par le juge de paix ou, à son défaut, par l'un de ses suppléants, suivant l'ordre d'ancienneté.

Dans les autres communes, le président du bureau principal est désigné librement par le juge de paix du canton parmi les électeurs de la commune ci-après :

- les magistrats de l'ordre judiciaire ;
- les stagiaires judiciaires ;
- les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires ;
- les notaires ;
- les huissiers de justice.

Dans les cas visés aux alinéas 1^{er} et 2, lorsque le président du bureau principal est tenu de se rendre dans une autre commune pour y voter, il désigne un suppléant pour le remplacer le jour du scrutin, durant son absence.

§ 2. Ten minste zevenentwintig dagen vóór de verkiezing stelt de vrederechter op dezelfde wijze aan voorzitter van het hoofdbureau, dat hij overeenkomstig artikel 18, § 2, derde lid, voor elke gemeente van zijn kanton heeft aangewezen, de kiezerslijst ter beschikking.

Bij gebruik van een gecentraliseerde elektronische kiezerslijst zoals voorzien in artikel 14, derde lid, verleent het Gewest de toegang tot deze lijst aan deze personen.

§ 3. Tot op de dag van de verkiezing verzekert het college van burgemeester en schepenen actualisering van de lijsten van elke stemafdeling rekening houdend met de besluiten die tot gevolg hebben dat een kiezer op de kiezerslijst wordt ingeschreven of daarvan wordt geschrapt, dat hem het actief kiesrecht wordt ontnomen of geschorst.

TITEL III — De verdeling van de kiezers en de kiesbureaus

HOOFDSTUK 1 — Stemafdelingen, stembureaus en hoofdbureaus

Art. 17. Het college van burgemeester en schepenen wijst voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal aan, stembureau genaamd.

Een stemafdeling vertegenwoordigt alle kiezers die in een specifiek stembureau zijn samengekomen.

Verscheidene stemafdelingen kunnen worden bijeengeroepen in lokalen van eenzelfde gebouwengroep, stemcentrum genaamd.

Het hoofdbureau voert de voorbereidingen en de sluiting van de verkiezingen uit en deelt de resultaten mee.

Elke gemeente omvat een hoofdbureau en stembureaus. Bij stemming op papier zijn er tevens telbureaus. Samen vormen zij de kiesbureaus.

In geval van gebruik van:

1° elektronische stemming worden de kiezers door het college van burgemeester en schepenen verdeeld in stemafdelingen van ten minste 150 en ten hoogste 900 kiezers. De Regering kan van deze maximumgrens van 900 kiezers afwijken, zonder dat het aantal kiezers meer dan 2.000 mag bedragen;

2° stemming op papier worden de kiezers door het college van burgemeester en schepenen verdeeld in stemafdelingen van ten hoogste 800 en ten minste 150 kiezers. Elke gemeente heeft dan telbureaus.

Uiterlijk de vijfentwintigste dag voor die van de verkiezing wordt de lijst van de stembureaus opgesteld door de gemeente aan de Regering meegedeeld onder de vorm die hij aanwijst. Deze lijst vermeldt het aantal kiezers ingeschreven per stembureau en het adres ervan.

HOOFDSTUK 2. — Aanwijzing van de leden van de kiesbureaus

Art. 18. § 1. Het hoofdbureau bestaat uit een voorzitter, eventueel een plaatsvervangende voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. De voorzitter duidt vrij de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters aan uit de kiezers van de gemeente. De voorzitter duidt, eveneens vrij, de secretaris aan uit de kiezers. Kandidaten mogen geen deel uitmaken van het hoofdbureau.

Het hoofdbureau moet ten minste zevenentwintig dagen voor de stemming worden samengesteld.

§ 2. Voor wat betreft de stad Brussel, hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement, wordt het hoofdbureau gezamenlijk voorgezeten door de Franstalige en Nederlandstalige voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of, bij zijn ontstentenis, door de magistrat die hem vervangt.

In de gemeenten die hoofdplaats zijn van een gerechtelijk kanton, wordt het hoofdbureau voorgezeten door de vrederechter of, bij zijn ontstentenis, door één van zijn plaatsvervaarders naar dienstouderdom.

In de andere gemeenten wordt de voorzitter van het hoofdbureau vrij door de vrederechter van het kanton uit de volgende gemeenteraads-kiezers aangewezen:

- de magistraten van de Rechterlijke Orde;
- de gerechtelijke stagairs;
- de advocaten en de advocaten-stagiairs volgens hun inschrijving op het tableau of de lijst van stagiairs;
- de notarissen;
- de gerechtsdeurwaarders.

In de gevallen vermeld in lid 1 en 2 wijst de voorzitter van het hoofdbureau een plaatsvervanger aan om hem tijdens zijn afwezigheid op de dag van de stemming te vervangen, wanneer hij gehouden is zich naar een andere gemeente te begeven om er te stemmen.

Art. 19. Les présidents des bureaux principaux communiquent par voie électronique leurs coordonnées au Gouvernement. Par coordonnées, l'on entend, les nom et prénoms, numéro de téléphone, l'adresse mail et l'adresse postale du bureau.

Le collège des bourgmestre et échevins désigne dans chaque commune au moins 6 mois avant le jour de l'élection un membre du personnel de l'administration communale chargé de la coordination des tâches relatives à l'organisation des élections dont les communes sont chargées. Cette personne est le point de contact de la commune pour les bureaux principaux et pour le Service public régional de Bruxelles.

En cas d'élection extraordinaire mentionnée aux articles 2, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et 114, cette personne est désignée sans délai.

Art. 20. § 1^{er}. Durant le deuxième mois qui précède celui de l'élection, le collège des bourgmestre et échevins dresse deux listes :

1° la première reprend les personnes susceptibles d'être investies d'une fonction de président d'un bureau de vote ou de dépouillement ou de la fonction d'assesseur ou d'assesseur suppléant d'un bureau de dépouillement ;

2° la seconde reprend les électeurs qui pourraient être désignés en tant qu'assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de vote. Ce relevé comporte au moins vingt-quatre noms par bureau, choisis parmi les électeurs de la section. Cette liste ne peut comprendre les personnes visées au 1°.

Ces listes sont établies de manière aléatoire, en tenant compte de l'article 21. Les données relatives aux personnes susceptibles d'être désignées en tant que membre d'un bureau électoral proviennent du registre de population. Il est notamment fait usage des informations transmises aux autorités communales en vertu de l'article 95, § 4, du Code électoral.

§ 2. Les deux listes sont mises à disposition du président du bureau principal au plus tard le trente-troisième jour avant l'élection.

Art. 21. § 1^{er}. Au plus tard le trentième jour qui précède celui de l'élection, le président du bureau principal désigne les présidents des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune ci-après :

- les magistrats de l'ordre judiciaire ;
- les greffiers en chef, les greffiers chefs de service, les greffiers des cours, tribunaux et justices de paix ainsi que les secrétaires en chef, les secrétaires chefs de service et les secrétaires de parquet ;
- les stagiaires judiciaires ;
- les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires ;
- les notaires ;
- les huissiers de justice ;
- les titulaires des professions réglementées suivantes : agent immobilier, architecte, expert-comptable, géomètre-expert, pharmacien et réviseur d'entreprise ;
- les titulaires de fonctions relevant de l'État, des Communautés et des Régions et les titulaires d'un grade équivalent relevant des provinces, des communes, des centres publics d'action sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ;
- le personnel enseignant ;
- les volontaires ;
- les électeurs de la commune.

Le président du bureau principal utilise pour ce faire le relevé mentionné à l'article 20, § 1^{er}, 1°. Les personnes sont désignées de manière aléatoire en veillant à prendre les mesures suffisantes pour garantir le caractère aléatoire. Si le président du bureau principal rencontre des difficultés à composer les bureaux de vote de manière telle que le bon déroulement du scrutin pourrait en être affecté, il peut, de manière motivée, procéder aux désignations sans que le caractère aléatoire ne soit garanti. Le président notifie aussitôt ces désignations aux intéressés et aux autorités communales.

Art. 19. De voorzitters van de hoofdbureaus delen per elektronische verzending hun contactgegevens mee aan de Regering. Onder contactgegevens worden verstaan de naam en voornamen, telefoonnummer, e-mail- en postadres van het bureau.

Het college van burgemeester en schepenen wijst in elke gemeente minstens 6 maanden voor de dag van de verkiezing een personeelslid van het gemeentebestuur aan dat belast is met de coördinatie van de taken betreffende de verkiezingen waarmee de gemeenten zijn belast. Deze persoon is het contactpunt van de gemeente voor de hoofdbureaus en de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

In de gevallen van buitengewone verkiezing vermeld in de artikelen 2, § 1, tweede en derde lid, en 114 wordt dit personeelslid onverwijld aangesteld.

Art. 20. § 1. Tijdens de tweede maand die voorafgaat aan die tijdens welke de verkiezing plaatsvindt, maakt het college van burgemeester en schepenen twee lijsten op:

1° de eerste bevat de personen die kunnen worden bekleed met een functie van voorzitter van een stem- of telbureau of van bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een telbureau;

2° de tweede bevat de kiezers die aangewezen zouden kunnen worden als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stembureau. Deze lijst omvat minstens vierentwintig namen per bureau, gekozen uit de kiezers van de afdeling. Deze lijst mag de in 1° bedoelde personen niet bevatten.

Deze lijsten worden willekeurig opgesteld, met inachtneming van artikel 21. De gegevens met betrekking tot personen die in aanmerking komen voor benoeming als lid van een kiesbureau, zijn afkomstig uit het bevolkingsregister. Er wordt met name gebruik gemaakt van de informatie die aan de gemeentebesturen wordt meegedeeld krachtens artikel 95, § 4 van het Kieswetboek.

§ 2. De twee lijsten worden uiterlijk de drieëndertigste dag vóór de verkiezing ter beschikking gesteld van de voorzitter van het hoofdbureau.

Art. 21. § 1. De voorzitter van het hoofdbureau wijst uiterlijk de dertigste dag vóór die van de verkiezing de voorzitters van de stembureaus aan uit de volgende kiezers van de gemeente:

- de magistraten van de Rechterlijke Orde;
- de hoofdgriffiers, de griffiers-diensthoofden en de griffiers van de hoven, rechtbanken en vrederegerechten, alsook de hoofdsecretarissen, de secretarissen-diensthoofden en de parketsecretarissen;
- de gerechtelijke stagairs;
- de advocaten en de advocaten-stagairs volgens hun inschrijving op het tableau of de lijst van stagairs;
- de notarissen;
- de gerechtsdeurwaarders;
- de beoefenaars van de volgende gereguleerde beroepen: makelaar, architect, accountant, landmeter-expert, apotheker en bedrijfsrevisor;
- de bekleeders van een ambt die onder de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren en de bekleeders van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder provincies, gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onder enige instelling van openbaar nut al dan niet bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of onder de autonome overheidsbedrijven bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;
- het onderwijzend personeel;
- de vrijwilligers;
- de kiezers van de gemeente.

De voorzitter van het hoofdbureau gebruikt de lijst bedoeld in artikel 20, § 1, 1°. De personen worden willekeurig aangewezen, waarbij ervoor wordt gezorgd dat voldoende maatregelen worden genomen om willekeur te waarborgen. Indien de voorzitter van het hoofdbureau moeite heeft met het samenstellen van de stembureaus op zodanige wijze dat het goede verloop van de stemming zou kunnen worden beïnvloed, mag hij op gemotiveerde wijze overgaan tot de aanwijzingen zonder dat het willekeurige karakter is gegarandeerd. De voorzitter stelt de betrokken personen en de gemeentelijke overheden onverwijld in kennis van deze aanwijzingen.

§ 2. Au plus tard le vingtième jour précédant celui de l'élection, le président du bureau principal désigne les présidents des bureaux de dépouillement, les assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote, les assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement.

Ces personnes sont désignées parmi les électeurs de la commune comme déterminé au paragraphe 1^{er}. Les assesseurs et les assesseurs suppléants des bureaux de vote sont toutefois désignés parmi les électeurs de la section. Le président du bureau principal utilise les relevés mentionnés à l'article 20 pour faire les désignations.

Art. 22. Dès qu'il a procédé à la désignation des présidents des bureaux de vote, le président du bureau principal informe les intéressés de leur désignation. En cas d'empêchement, ils doivent en informer le président du bureau principal dans les trois jours de la notification.

Le président du bureau principal remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement.

Au plus tard le jour de l'élection, le président du bureau principal met à disposition de chaque président de bureau de vote les listes de pointage des électeurs telles que visées à l'article 61.

Art. 23. § 1^{er}. Les bureaux de vote se composent d'un président et d'un secrétaire, de quatre assesseurs et de quatre assesseurs suppléants.

Le Gouvernement peut augmenter le nombre d'assesseurs effectifs et suppléants sans que ce nombre puisse être supérieur à sept.

Les candidats ne peuvent pas faire partie d'un bureau de vote.

Afin de constituer une réserve de présidents, le président du bureau principal procède à la désignation d'autant de présidents suppléants de bureau de vote qu'il l'estime nécessaire.

§ 2. Des formations uniformes, actualisées, obligatoires et rémunérées sont mises en œuvre à l'intention des présidents effectifs, présidents suppléants et secrétaires dans les bureaux de vote.

Le Service public régional de Bruxelles prend en charge la formation du personnel communal désigné par la commune et ce personnel prend en charge la formation des membres des bureaux électoraux.

Le Gouvernement détermine le montant du jeton de présence ainsi que les modalités d'organisation des formations et du paiement des jetons de présence.

§ 3. Dans chaque bureau de vote, une personne au moins ayant suivi la formation mentionnée au paragraphe 2 doit être présente.

Si le jour des élections, pour cause de force majeure, aucune des personnes présentes dans le bureau de vote n'a suivi la formation, un président suppléant ayant suivi la formation est affecté au bureau de vote.

Art. 24. Dans les quarante-huit heures de la désignation des assesseurs et des assesseurs suppléants des bureaux de vote, le président du bureau principal les en informe par lettre recommandée ou tout autre moyen garantissant la date et l'assurance de la délivrance de cet envoi ainsi que l'identification de l'expéditeur et du destinataire, et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et heures fixés ; en cas d'empêchement, ils en avisent le président dans les quarante-huit heures de la notification de l'information. Si le nombre de ceux qui acceptent est insuffisant pour constituer le bureau, le président du bureau principal complète ce nombre conformément à l'article 21, § 2, alinéa 2.

Sera puni d'une amende de 250 à 1.000 euros le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé ou qui, après avoir accepté l'une de ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de la remplir.

Le président du bureau principal informe chaque président de bureau de vote de la désignation des assesseurs et des assesseurs suppléants de son bureau.

Art. 25. Le président du bureau de vote désigne le secrétaire de ce bureau parmi les électeurs de la commune. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Art. 26. Si, outre les président et secrétaire, au moins quatre personnes convoquées en tant qu'assesseurs – effectifs ou suppléants – sont présentes, il peut être procédé à la formation du bureau de vote dès 7 h. Pour ce faire, le président choisit parmi les personnes dont il a été informé de la désignation par le président du bureau principal sans égard au fait qu'elles aient été désignées en tant qu'effectif ou en tant que suppléant. Si, à 7 h 45, les assesseurs convoqués ne sont toujours pas en nombre suffisant, le président peut faire appel pour compléter son bureau aux assesseurs convoqués dans un bureau du même centre

§ 2. Op de twintigste dag vóór de verkiezing wijst de voorzitter van het hoofdbureau de voorzitters van de telbureaus, de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stembureaus, de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de telbureaus aan.

Deze personen worden benoemd uit de kiezers van de gemeente zoals bepaald in paragraaf 1. De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stembureaus worden echter benoemd uit de kiezers van de stemafdeling. De voorzitter van het hoofdbureau maakt voor de aanwijzingen gebruik van de in artikel 20 genoemde lijst.

Art. 22. Zodra hij de voorzitters van de stembureaus heeft aangewezen, stelt de voorzitter van het hoofdbureau de betrokkenen in kennis van hun aanwijzing. Indien zij verhinderd zijn, moeten zij de voorzitter van het hoofdbureau daarvan binnen drie dagen na de kennisgeving op de hoogte stellen.

Hij voorziet ten spoedigste in de vervanging van degenen die hem binnen drie dagen na ontvangst van het bericht een wettige reden van verhindering hebben doen kennen.

De voorzitter van het hoofdbureau stelt elke voorzitter van het stembureau uiterlijk op de dag van de verkiezingen de in artikel 61 bedoelde kiezerslijsten ter beschikking.

Art. 23. § 1. De stembureaus bestaan uit een voorzitter en een secretaris, vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters.

De Regering kan het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vermeerderen, zonder dat het aantal hoger mag zijn dan zeven.

Kandidaten mogen geen deel uitmaken van het stembureau.

Om een reserve van voorzitters vast te leggen benoemt de voorzitter van het hoofdbureau zoveel plaatsvervangende voorzitters van het stembureau als hij nodig acht.

§ 2. Eenvormige, up-to-date, verplichte en bezoldigde opleidingen ten behoeve van de voorzitters, plaatsvervangende voorzitters en secretarissen in de stembureaus worden verstrekt.

De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel is verantwoordelijk voor de opleiding van het gemeentepersoneel dat door de gemeente wordt aangesteld en deze medewerkers zijn verantwoordelijk voor de opleiding van leden van de kiesbureaus.

De Regering bepaalt het bedrag van het presentiegeld en de modaliteiten voor de organisatie van de opleiding en de betaling van het presentiegeld.

§ 3. In elk stembureau moet minstens één persoon aanwezig zijn die de opleiding vermeld in paragraaf 2 heeft gevolgd.

Indien op de dag van de verkiezingen ten gevolge van overmacht geen van de in het stembureau aanwezige personen de opleiding heeft gevolgd, wordt een plaatsvervangende voorzitter die de opleiding wel heeft gevolgd, in het stembureau aangesteld.

Art. 24. Binnen achtenveertig uren na de aanwijzing van de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stembureaus geeft de voorzitter van het hoofdbureau hun daarvan kennis bij aangetekende brief of elk ander middel dat de datum garandeert en de levering van deze zending, evenals de identificatie van de afzender en de ontvanger waarborgt, en verzoekt hen tevens hun ambt op de gestelde dagen en uren te komen waarnemen; in geval van verhindering geven zij de voorzitter daarvan bericht binnen achtenveertig uren na kennisgeving. Indien het aantal personen die aanvaarden onvoldoende is om het stembureau samen te stellen, wordt het door de voorzitter van het hoofdbureau aangevuld overeenkomstig artikel 21, § 2, tweede lid.

Met een geldboete van 250 tot 1.000 euro wordt gestraft de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die binnen de bepaalde tijd de reden van zijn verhindering niet opgeeft, of die, na het ambt te hebben aanvaard, zonder wettige reden nalaat het te vervullen.

De voorzitter van het hoofdbureau geeft elke stembureauvoorzitter kennis van de aanwijzing van de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van zijn bureau.

Art. 25. De voorzitter van het stembureau wijst de secretaris van dit bureau aan uit de kiezers van de gemeente. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 26. Indien, naast de voorzitter en de secretaris, ten minste vier personen als bijzitter – effectieve of plaatsvervangende – aanwezig zijn, kan het stembureau vanaf 7 uur worden gevormd. Daartoe kiest de voorzitter uit de personen wiens aanwijzing hem door de voorzitter van het hoofdbureau is meegedeeld, ongeacht of zij als effectief of als plaatsvervanger zijn aangewezen. Indien er om 7.45 uur niet voldoende opgeroepen bijzitters aanwezig zijn, kan de voorzitter een beroep doen op de bijzitters, die in een stembureau van hetzelfde stemcentrum zijn opgeroepen en die niet zijn gekozen om dat bureau te vormen, om zijn

de vote et qui n'ont pas été choisis pour former ce bureau. Le président ne libère les personnes qui ont été convoquées en tant qu'assesseurs que lorsque tous les bureaux du centre de vote sont formés.

Si le bureau ne peut pas être complété par des assesseurs du même centre de vote, le président complète le bureau en faisant appel aux électeurs déjà présents.

Toute réclamation contre semblable désignation doit être présentée par les témoins avant le commencement des opérations. Le bureau statue sur-le-champ et sans appel.

Sans préjudice de l'article 23, § 3, en cas d'empêchement ou d'absence du président d'un bureau à l'ouverture du bureau ou pendant le déroulement des opérations de vote, les membres du bureau prennent les dispositions nécessaires pour le compléter. Il est fait appel à un président suppléant désigné en vertu de l'article 23, § 1^{er}, alinéa 4. S'il n'y a plus de président suppléant, le bureau se complète lui-même. Si les membres du bureau sont en désaccord sur le choix à faire, la voix du plus âgé est prépondérante. Mention de l'opération de remplacement est faite au procès-verbal.

Art. 27. Les présidents des bureaux principaux et des bureaux de vote et les assesseurs du bureau principal prêtent le serment suivant :

1° soit « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. » ;

2° soit « Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren. ».

Les assesseurs des bureaux de vote, les secrétaires et les témoins des candidats prêtent le serment suivant :

1° soit « Je jure de garder le secret des votes. » ;

2° soit « Ik zweer het geheim der stemming te bewaren. ».

Le serment est prêté avant le commencement des opérations, à savoir : par les assesseurs, le secrétaire et les témoins, entre les mains du président, et par celui-ci en présence du bureau constitué.

Le président ou l'assesseur nommé pendant le cours des opérations en remplacement d'un membre empêché prête ledit serment avant d'entrer en fonctions.

Le procès-verbal fait mention de ces prestations de serment.

Dès que le bureau a été formé, le président vérifie en présence des membres du bureau et préalablement à l'ouverture du scrutin si l'urne est vide, à la suite de quoi elle est fermée.

CHAPITRE 3 — *Les jetons de présence des membres des bureaux électoraux*

Art. 28. Les membres des bureaux reçoivent un jeton de présence. Le montant en est déterminé par le conseil communal pour la fonction qu'ils exercent dans le bureau électoral. Il ne peut être supérieur au montant fixé par arrêté du Gouvernement.

CHAPITRE 4 — *La convocation*

Art. 29. Le collège des bourgmestre et échevins envoie une lettre de convocation à chaque électeur, à sa résidence actuelle, quinze jours au moins avant le scrutin. Lorsque la lettre de convocation n'aura pu être remise à l'électeur, elle sera déposée à l'administration communale où l'électeur pourra la retirer jusqu'à la fin du scrutin.

Les lettres de convocation, conformes au modèle à déterminer par arrêté du Gouvernement, indiquent le nom, les prénoms, la résidence principale de l'électeur, le numéro sous lequel il figure sur la liste des électeurs, le jour et le local où l'électeur doit voter, le nombre de sièges à conférer ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Aucun autre élément ne peut accompagner l'envoi de la convocation électorale.

Un avis de convocation est publié dans la commune, vingt jours au moins avant le scrutin. L'avis est également publié sur le site web de la commune et, le cas échéant, dans le bulletin d'information communal. L'avis comprend au moins les mentions suivantes : le jour de l'élection, le nombre de sièges à conférer, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, les conditions de remboursement des frais de voyage, le fait qu'un électeur peut donner procuration pour voter aux conditions de l'article 59, le texte de l'article 59, ainsi que le texte de l'article 33, § 7, alinéa 5. L'avis rappelle que l'électeur qui n'aura pas reçu sa lettre de convocation peut la retirer à l'administration communale jusqu'à la fin du scrutin.

bureau aan te vullen. De voorzitter geeft de personen die als bijzitter zijn opgeroepen pas vrij als alle stembureaus van het stemcentrum zijn gevormd.

Indien het stembureau niet kan worden vervolledigd door bijzitters uit hetzelfde stemcentrum, vervolledigt de voorzitter het stembureau door een beroep te doen op de reeds aanwezige kiezers.

Elk bezwaar tegen een dergelijke aanwijzing moet door de getuigen worden ingebracht voor het begin van de verrichtingen. Het stembureau doet onverwijld uitspraak, zonder mogelijkheid van beroep.

Zonder afbreuk te doen aan artikel 23, § 3, in geval van verhindering of afwezigheid van de voorzitter van een bureau bij de opening van het bureau of tijdens het verloop van de stemverrichtingen, nemen de leden van het bureau de nodige maatregelen om het bureau aan te vullen. Een plaatsvervangend voorzitter wordt benoemd overeenkomstig artikel 23, § 1, vierde lid. Indien er geen plaatsvervangend voorzitter is, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling. De vervanging wordt vermeld in het proces-verbaal.

Art. 27. De voorzitters van de stembureaus en de bijzitters van het hoofdbureau leggen de volgende eed af:

1° ofwel "Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren.";

2° ofwel "Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes.".

De bijzitters van de stembureaus, de secretarissen, alsmede de getuigen van de kandidaten, leggen de volgende eed af:

1° ofwel "Ik zweer het geheim der stemming te bewaren.";

2° ofwel "Je jure de garder le secret des votes.".

De eed wordt vóór het begin van de verrichtingen door de bijzitter, de secretaris en de getuigen afgelegd in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedafleggingen wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

Zodra het stembureau is samengesteld, controleert de voorzitter in aanwezigheid van de leden van het bureau en vóór de aanvang van de stemming of de stembus leeg is, waarna deze wordt gesloten.

HOOFDSTUK 3 — *Presentiegeld voor de leden van de kiesbureaus*

Art. 28. De leden van de kiesbureaus ontvangen presentiegeld. Het bedrag wordt door de gemeenteraad vastgesteld voor de functie die ze uitvoeren in het kiesbureau. Het mag niet hoger zijn dan het bedrag dat bepaald is bij besluit van de Regering.

HOOFDSTUK 4 — *De oproeping*

Art. 29. Ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing zendt het college van burgemeester en schepenen een oproepingsbrief aan elke kiezer, aan de verblijfplaats die hij op dat ogenblik heeft. Kan een oproepingsbrief aan de kiezer niet worden bezorgd, dan wordt hij op het gemeentebestuur neergelegd, waar de kiezer hem kan afhalen tot het einde van de stemming.

De oproepingsbrieven, overeenkomstig het model dat bij besluit van de Regering te bepalen is, vermelden de naam, de voornamen, de hoofdverblijfplaats van de kiezer, het nummer waaronder hij op de kiezerslijst staat, de dag en plaats waarop de kiezer zijn stem moet uitbrengen, het aantal te verdelen zetels en de openings- en sluitings-tijden van de stemming. Aan de verzending van de oproepingsbrief mogen geen andere elementen worden toegevoegd.

Een bericht van oproeping wordt ten minste twintig dagen voor de stemming in de gemeente bekend gemaakt. Het bericht wordt ook gepubliceerd op de gemeentelijke website en, indien nodig, in het gemeentelijke informatieblad. Het bevat ten minste de volgende informatie: de dag van de verkiezing, het aantal te verdelen zetels, de openings- en sluitings-tijden van de stemming, de voorwaarden voor de vergoeding van reiskosten, het feit dat een kiezer een volmacht kan geven om te stemmen onder de voorwaarden van artikel 59, de tekst van artikel 59, alsook de tekst van artikel 33, § 7, vijfde lid. In het bericht wordt de kiezer eraan herinnerd dat indien hij zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen, hij deze tot het einde van de stemming bij het gemeentebestuur kan afhalen.

TITRE IV — Les opérations électorales**CHAPITRE 1^{er} — Candidatures et bulletins***Section 1^{re} — Principes*

Art. 30. Pour pouvoir être élu et rester conseiller communal, il faut être électeur et conserver les conditions de l'électorat visées à l'article 8 ou, conformément à l'article 65 de la loi électorale communale, les conditions de l'électorat visée à l'article 9.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation ;

2° conformément à l'article 65 de la loi électorale communale, les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur État d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet État ;

3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation ;

4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

5° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, sont ou ont été administrateurs d'une association condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

L'inéligibilité visée aux 4° et 5° de l'alinéa 2 vaut pour les six ans qui suivent la condamnation encourue.

Art. 31. § 1^{er}. Trente-trois jours au moins avant l'élection, le président du bureau principal publie un avis rappelant les modalités relatives aux présentations de candidats et aux désignations de témoins définies ci-après et mentionnant le lieu, les jours et heures auxquels il recevra physiquement les présentations de candidats et les désignations de témoins. Cet avis est reproduit sur le site web de la commune.

Les présentations de candidats doivent être déposées soit de manière électronique auprès du président du bureau principal, soit entre ses mains.

Si la présentation est déposée de manière électronique, elle doit être introduite au plus tard le vingt-huitième jour avant celui fixé pour le scrutin, à seize heures.

Si la présentation de candidats est déposée entre les mains du président du bureau principal, cette opération se déroule le samedi, vingt-neuvième jour ou le dimanche, vingt-huitième jour avant celui fixé pour le scrutin, de treize heures à seize heures.

Quand le vingt-huitième jour avant l'élection est un jour férié légal, toutes les opérations électorales prévues pour cette date et les dates visées aux alinéas précédents sont avancées de quarante-huit heures.

Le président du bureau principal reçoit les désignations de témoins le mardi, cinquième jour avant celui du scrutin, de quatorze à seize heures.

§ 2. Pour la procédure de candidature électronique, les autorités communales fournissent aux bureaux principaux le matériel nécessaire pour permettre le traitement des données relatives aux candidatures et désignations de témoins.

§ 3. Le Gouvernement détermine les moyens électroniques pouvant être utilisés pour remettre au président du bureau principal la présentation de candidats et les actes d'acceptation. Il en est de même en ce qui concerne le récépissé délivré par le président du bureau principal.

Section 2 — La protection et l'interdiction de sigles

Art. 32. § 1^{er}. Chaque parti politique représenté au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale peut déposer un acte de protection du sigle qu'il envisage de mentionner dans la présentation de candidats visée à l'article 33, § 1^{er}, et un numéro d'ordre commun qui sera utilisé par chaque liste représentant ce même parti dans chaque commune.

TITEL IV — De kiesverrichtingen**HOOFDSTUK 1 — Kandidaatstellingen en stembiljetten***Afdeling 1 — Principes*

Art. 30. Om tot gemeenteraadslid verkozen te kunnen worden en blijven, moet men kiezer zijn en de in artikel 8 of, overeenkomstig artikel 65 van de gemeentekieswet, de in artikel 9 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden.

Niet verkiesbaar zijn:

1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;

2° overeenkomstig artikel 65 van de gemeentekieswet, de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun Staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die Staat;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteamt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn wegens overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistisch regime is gepleegd;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in het 1° en 2°, bestuurder zijn of geweest zijn van een vereniging die, zelfs met uitstel, is veroordeeld voor een van de overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

De onverkiesbaarheid bedoeld in de 4° en 5° van het tweede lid geldt voor de 6 jaar die op de opgelopen veroordeling volgen.

Art. 31. § 1. Ten minste drieëndertig dagen vóór de verkiezing maakt de voorzitter van het hoofdbureau een bericht bekend met de hierna omschreven modaliteiten van de voordrachten van kandidaten en de aanwijzingen van getuigen, de plaats en de dagen waarop hij de kandidaturen en de aanstelling van de getuigen in ontvangst zal nemen. Dit bericht wordt gepubliceerd op de website van de gemeente.

Voordrachten moeten hetzij elektronisch, bij de voorzitter van het hoofdbureau worden ingediend, hetzij hem ter hand gesteld.

In geval van een elektronische voordracht, kunnen de kandidaturen worden ingediend tot uiterlijk de achtentwintigste dag vóór de dag van de stemming, zestien uur.

Als de voordracht van de kandidaten aan de voorzitter ter hand worden gesteld, verloopt deze procedure op zaterdag, de negentwintigste, of op zondag, de achtentwintigste dag vóór de stemming, tussen dertien en zestien uur.

Wanneer de achtentwintigste dag vóór de verkiezing een wettelijke feestdag is, worden alle voor die datum en de in de vorige leden bedoelde data geplande verkiezingsverrichtingen met achtenveertig uur vervroegd.

De voorzitter van het hoofdbureau neemt de aanwijzingen van de getuigen in ontvangst op dinsdag, de vijfde dag vóór de dag van de verkiezing, van veertien tot zestien uur.

§ 2. Indien gebruik wordt gemaakt van de elektronische procedure van kandidaatstelling, stelt de gemeentelijke overheid de nodige apparatuur ter beschikking van de hoofdbureaus om de verwerking van de gegevens betreffende de kandidaatstellingen en de aanwijzing van de getuigen mogelijk te maken.

§ 3. De Regering bepaalt de elektronische middelen die gebruikt mogen worden om de voordracht van kandidaten en de akten van bewilliging aan de voorzitter van het hoofdbureau te bezorgen. Hetzelfde geldt voor de ontvangstmelding afgegeven door de voorzitter van het hoofdbureau.

Afdeling 2 — Bescherming en verbod tot gebruik van letterwoorden

Art. 32. § 1. Elke in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement vertegenwoordigde politieke partij kan een akte indienen tot bescherming van het letterwoord dat zij wil vermelden in de voordracht van kandidaten bedoeld in artikel 33, § 1, en van een gemeenschappelijk volgnummer dat door elke lijst van dezelfde partij in de gemeente zal gebruikt worden.

L'acte demandant la protection mentionne quel sigle composé de vingt-deux caractères au plus, est appelé à figurer au-dessus de la liste des candidats sur l'écran ou les bulletins de vote.

Conformément à l'article 22bis, § 1^{er}, de la loi électorale communale, le sigle peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

L'acte demandant la protection du sigle est signé par cinq parlementaires au moins, appartenant au parti politique qui utilisera ce sigle. Lorsqu'un parti politique compte moins de cinq parlementaires au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'acte est signé par tous les parlementaires appartenant à ce parti et siégeant dans cette assemblée. Un parlementaire ne peut signer qu'un seul acte pour les élections communales.

L'acte demandant la protection du sigle est remis le quarantième jour avant l'élection, entre dix et douze heures, au Gouvernement ou à son délégué, par un parlementaire signataire. Il mentionne les nom, prénoms et adresse de la personne et de son suppléant, désignés par le parti politique pour attester, dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, qu'une liste de candidats est reconnue par ce parti.

§ 2. Chaque parti politique représenté au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale peut faire parvenir au Gouvernement jusqu'au 1^{er} août une demande motivée visant l'interdiction de sigles ayant fait l'objet d'une protection dans le passé.

Le Gouvernement fait publier au *Moniteur belge* au plus tard le quarante-troisième jour précédant l'élection, les sigles interdits.

§ 3. Aussitôt après le dépôt des actes demandant la protection d'un sigle, le Gouvernement procède au tirage au sort des numéros d'ordre communs qui seront attribués aux listes portant le sigle protégé.

Le tableau des sigles protégés et des numéros d'ordre qui ont été attribués, est publié dans les quatre jours du tirage au sort au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement communique aux présidents des bureaux principaux les numéros d'ordre attribués, les sigles protégés ainsi que les nom, prénoms et adresse des personnes et de leurs suppléants, désignés par les partis politiques au niveau de l'arrondissement administratif, qui sont seuls habilités à authentifier les listes de candidats.

§ 4. Les présentations de candidats qui se réclament d'un sigle protégé et d'un numéro d'ordre commun doivent être accompagnées de l'attestation de la personne ou de son suppléant désigné par le parti politique au niveau de l'arrondissement administratif. À défaut de production de pareille attestation, le président du bureau principal écarte d'office l'utilisation par cette liste du sigle protégé et du numéro d'ordre commun.

Les présentations de candidats qui se réclament d'un numéro d'ordre commun dont le sigle protégé correspondant diffère partiellement ou entièrement du sigle figurant sur l'acte de présentation, doivent être accompagnées d'une déclaration de mise à disposition du numéro d'ordre commun. Celle-ci est établie par la personne qui, au niveau de l'arrondissement administratif, a été désignée par le parti politique à qui le numéro d'ordre commun a été attribué.

Le président du bureau principal écarte également d'office l'utilisation de tout sigle reprenant les mentions « LB » ou « bourgmestre » par une liste sur laquelle ne figure pas le bourgmestre sortant de la commune visée.

Sauf lorsqu'elle concerne l'utilisation d'un sigle reprenant les mentions « LB » ou « bourgmestre », le président du bureau principal écarte également d'office l'utilisation de tout sigle non protégé qui a fait l'objet d'une utilisation lors de la dernière élection communale, lorsque l'acte de présentation de candidats qui se réclament de ce sigle n'est pas accompagné de la signature des deux tiers des personnes élues lors de la dernière élection communale sur la liste qui utilisait ce sigle. Ne sont pris en compte que les élus qui sont à nouveau candidats, et que les listes ayant obtenu au moins trois élus aux précédentes élections communales, dans la commune concernée. Le quotient des deux tiers susvisé est arrondi à l'unité supérieure lorsque sa première décimale est supérieure ou égale à 5.

De akte tot aanvraag van de bescherming vermeldt welk letterwoord, bestaande uit ten hoogste tweeëntwintig tekens, boven de kandidatenlijst moet komen op het stembiljet of op het scherm.

Overeenkomstig artikel 22bis, § 1, van de gemeentekieswet, kan het letterwoord worden gesteld, hetzij in een enkele nationale taal, hetzij vertaald in een andere nationale taal, hetzij in een nationale taal samen met de vertaling in een andere nationale taal.

De akte tot aanvraag van de bescherming van het letterwoord wordt ondertekend door ten minste vijf parlementsleden die tot de politieke partij behoren die dat letterwoord zal gebruiken. Wanneer een politieke partij minder dan vijf parlementsleden telt in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, wordt de akte ondertekend door alle parlementsleden van die partij die in deze vergadering zetelen. Een parlementslid mag slechts één enkele akte voor de gemeenteraadsverkiezingen ondertekenen.

De akte tot aanvraag van de bescherming van het letterwoord wordt de veertigste dag vóór de verkiezing, tussen tien en twaalf uur, aan de Regering of haar gemachtigde overhandigd door een parlementslied-ondertekenaar. Zij vermeldt de naam, de voornamen en het adres van de persoon en van diens plaatsvervanger, die door de politieke partij zijn aangewezen om te attesteren dat een kandidatenlijst door haar erkend wordt in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 2. Elke in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement vertegenwoordigde politieke partij kan tot 1 augustus bij de Regering een gemotiveerd verzoek indienen tot verbod van het gebruik van letterwoorden die in het verleden beschermd werden.

De Regering maakt de verboden letterwoorden bekend in het *Belgisch Staatsblad* ten laatste op de drieënveertigste dag vóór de verkiezingen.

§ 3. Onmiddellijk na het indienen van de akten tot aanvraag van de bescherming van een letterwoord houdt de Regering een loting tot aanwijzing van de gemeenschappelijke volgnummers die zullen worden toegekend aan de lijsten met het beschermde letterwoord.

De tabel van de beschermde letterwoorden en de gemeenschappelijke volgnummers die werden toegekend, wordt binnen vier dagen na de loting in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Regering stelt de voorzitters van de hoofdbureaus in kennis van de toegekende volgnummers, van de beschermde letterwoorden alsook van de naam, de voornamen en het adres van de door de politieke partijen op het niveau van het administratief arrondissement aangewezen personen en van hun plaatsvervangers die alleen gemachtigd zijn de kandidatenlijsten voor echt te erkennen.

§ 4. De voordrachten van kandidaten die zich beroepen op een beschermd letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer moeten vergezeld zijn van het attest van de door de politieke partij op het niveau van het administratief arrondissement aangewezen persoon of van zijn plaatsvervanger; indien dergelijk attest niet voorgelegd wordt, weigert de voorzitter van het hoofdbureau ambtshalve het gebruik door deze lijst van het beschermd letterwoord en van het gemeenschappelijk volgnummer.

De voordrachten van kandidaten die zich beroepen op een gemeenschappelijk volgnummer waarvan het overeenkomstig beschermd letterwoord geheel of gedeeltelijk verschilt van het letterwoord dat voorkomt op de voordrachtsakte moeten vergezeld zijn van een verklaring van terbeschikkingstelling van het gemeenschappelijke volgnummer. Deze verklaring is afgeleverd door de persoon die hiertoe wordt aangewezen op het niveau van het administratief arrondissement door de politieke partij aan wie het gemeenschappelijk volgnummer is toegekend.

De voorzitter van het hoofdbureau weigert eveneens ambtshalve het gebruik van ieder letterwoord met de vermelding "LB" of "burgemeester" door een lijst waarop de uittrekkende burgemeester van de betreffende gemeente niet voorkomt.

Behalve wanneer het gaat over het gebruik van een letterwoord met de vermelding "LB" of "burgemeester", weigert de voorzitter van het hoofdbureau ook ambtshalve het gebruik van ieder niet-beschermd letterwoord, dat gebruikt geweest is tijdens de vorige gemeenteraadsverkiezingen, wanneer de akte van voordracht van kandidaten die zich beroepen op dat letterwoord niet ondertekend is door twee derde van de personen die tijdens de vorige gemeenteraadsverkiezingen gekozen werden op de lijst die van dat letterwoord gebruikgemaakt heeft. Er wordt alleen rekening gehouden met de gekozenen die opnieuw kandidaat zijn en met de lijsten die ten minste drie gekozenen telden bij de vorige gemeenteraadsverkiezingen in de desbetreffende gemeente. Het voormelde bedoelde quotiënt van twee derde wordt afgerond naar de hogere eenheid wanneer de eerste decimaal groter dan of gelijk aan 5 is.

§ 5. Pour les listes qui ne disposent pas d'un sigle protégé ou d'un numéro d'ordre commun issu du tirage au sort régional, l'attribution d'un numéro d'ordre s'effectuera selon la procédure décrite à l'article 49, § 1^{er}.

Section 3 — La forme de la présentation des candidats

Art. 33. § 1^{er}. Les présentations de candidats doivent être signées soit par deux conseillers communaux sortants au moins, soit :

- dans les communes de 20.000 habitants et au-dessus, par 100 électeurs communaux au moins ;
- dans les communes de moins de 20.000 habitants, par 50 électeurs communaux au moins.

Le chiffre de la population est celui qui est établi conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle loi communale.

Par la signature, les électeurs et les conseillers communaux sortants visés à l'alinéa 1^{er} déclarent soutenir une liste de candidats dont ils ont pris connaissance du sigle, du nombre de candidats et de l'identité de ceux-ci.

L'électeur ou le conseiller sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection. L'électeur ou le conseiller sortant qui contrevient à cette interdiction est passible d'une peine d'emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 130 à 1.000 euros.

La présentation est remise au président du bureau principal contre récépissé par une des trois personnes que les candidats désignent parmi les électeurs signataires dans leur acte d'acceptation ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers communaux sortants.

La qualité d'électeur des électeurs présentant et des candidats présentés ainsi que leur signature sont certifiées par la commune où ils sont inscrits par apposition du sceau communal sur l'acte de présentation.

Le bureau principal ne peut contester la qualité d'électeur des signataires qui figurent en cette qualité sur la liste des électeurs de la commune.

§ 2. L'acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats ainsi que le sigle prévu par l'article 32 qui doit surmonter la liste des candidats sur l'écran ou le bulletin de vote. Les mêmes indications sont, le cas échéant, mentionnées en ce qui concerne les électeurs présentant, à l'exception du sexe.

Le sigle de la liste doit apparaître également clairement sur chacune des pages sur lesquelles figurent les signatures des électeurs présentant.

L'identité du (de la) candidat(e) marié(e) ou veuf (veuve) peut être précédée ou suivie du nom de son époux(se) ou de son époux(se) décédé(e).

Dès qu'un acte de présentation de candidats a été déposé avec la mention d'un sigle déterminé, le président du bureau principal refuse l'utilisation du même sigle par un autre acte de présentation de candidats.

§ 3. Les candidats présentés acceptent leur candidature par une déclaration écrite, datée et signée, qui est remise au président du bureau principal contre récépissé dans les délais prescrits à l'article 31, § 1^{er} : la déclaration d'acceptation.

Ils peuvent, dans l'acte d'acceptation, décider de ne pas utiliser le numéro d'ordre commun octroyé en vertu de l'article 32, tout en utilisant le sigle.

§ 4. Conformément à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, les candidats non belges de l'Union européenne joignent à l'acte d'acceptation de leur candidature une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent :

1° qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre État membre de l'Union européenne ;

2° qu'ils n'exercent pas dans un autre État membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article 71, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, de la Nouvelle loi communale ;

§ 5. De lijsten die niet beschikken over een beschermd letterwoord of een gemeenschappelijk volgnummer toegekend bij de gewestelijke loting, krijgen een volgnummer toegekend volgens de in artikel 49, § 1, beschreven procedure.

Afdeling 3 — De vorm van de voordracht van de kandidaten

Art. 33. § 1. De voordrachten van kandidaten moeten ondertekend worden hetzij door ten minste twee aftredende gemeenteraadsleden, hetzij:

- in de gemeenten van 20.000 inwoners en meer, door ten minste 100 gemeenteraadskiezers;
- in de gemeenten van minder dan 20.000 inwoners, door ten minste 50 gemeenteraadskiezers.

Het bevolkingscijfer is datgene dat vastgesteld wordt conform artikel 5, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet.

Door ondertekening verklaren de kiezers en de uittredende gemeenteraadsleden, bedoeld in het eerste lid, dat zij een kandidatenlijst steunen waarvan zij kennis hebben van het letterwoord, het aantal kandidaten en hun identiteit.

Een kiezer of aftredend gemeenteraadslid mag niet meer dan één voordracht voor dezelfde verkiezing ondertekenen. De kiezer of aftredend gemeenteraadslid die dit verbod overtreedt is strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van 130 tot 1.000 euro.

De voordrachtsakte wordt aan de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door één van de drie personen die de kandidaten aanwijzen uit de ondertekenende kiezers in hun verklaring van bewilliging of door één van de twee kandidaten die daartoe zijn aangewezen door de aftredende gemeenteraadsleden.

De hoedanigheid van kiezer die de voordracht doen en die van de voorgestelde kandidaat en hun handtekening worden gecertificeerd door de gemeente waar zij ingeschreven zijn door het aanbrengen van het gemeentezegel op de voordrachtsakte.

Wanneer de ondertekenaars op de lijst van de kiezers van de gemeente als kiezer voorkomen, mag het hoofdbureau hun hoedanigheid van kiezer niet betwisten.

§ 2. De voordrachtsakte vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de hoofdverblijfplaats van de kandidaten alsook het letterwoord waarin is voorzien bij artikel 32, en dat bovenaan de kandidatenlijst op het stembiljet moet staan. Met uitzondering van het geslacht worden dezelfde vermeldingen indien nodig aangebracht betreffende de kiezers die voordracht doen.

Het letterwoord van de lijst staat eveneens duidelijk vermeld op elke bladzijde waarop handtekeningen van voordragende kiezers voorkomen.

De identiteit van de kandidaat die gehuwd of weduwnaar of weduwe is, mag voorafgegaan of gevolgd worden door de naam van de echtgenoot of echtgenote of overleden echtgenoot of echtgenote.

Zodra een voordrachtsakte van kandidaten met de vermelding van een bepaald letterwoord is neergelegd, weigert de voorzitter van het hoofdbureau het gebruik van hetzelfde letterwoord door elke andere voordrachtsakte van kandidaten.

§ 3. De voorgedragen kandidaten bewilligen hun kandidatuur door een gedagtekende en ondertekende schriftelijke verklaring, die aan de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd binnen de tijd bepaald in artikel 31, § 1: de verklaring van bewilliging.

Zij kunnen, in hun verklaring van bewilliging, beslissen geen gebruik te maken van het gemeenschappelijk volgnummer toegekend op grond van artikel 32, niettegenstaande ze toch het letterwoord ervan gebruiken.

§ 4. Overeenkomstig artikel 23, § 1, achtste lid van de gemeentekieswet gecoördineerd op 4 augustus 1932, voegen de niet-Belgische kandidaten van de Europese Unie bij de akte van bewilliging van hun kandidaatstelling een individuele geschreven en ondertekende verklaring waarin ze hun nationaliteit en het adres van hun hoofdverblijfplaats vermelden en waarin ze verklaren:

1° dat zij in een lokale basisoverheid van een andere lidstaat van de Europese Unie geen ambt of mandaat uitoefenen dat gelijkwaardig is aan dat van gemeenteraadslid, schepen of burgemeester;

2° dat zij in een andere lidstaat van de Europese Unie geen functies uitoefenen die gelijkwaardig zijn met die welke worden bedoeld in artikel 71, eerste lid, 1° tot 6°, van de Nieuwe Gemeentewet;

3° qu'ils ne sont ni déchus ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur État d'origine.

En cas de doute sur l'éligibilité du candidat, notamment au vu de sa déclaration, le président du bureau principal peut exiger que ce candidat produise une attestation émanant des autorités compétentes de son État d'origine et certifiant qu'il n'est pas déchu ni suspendu, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans cet État, ou que ces autorités n'ont pas connaissance d'une telle déchéance ou suspension.

§ 5. Les candidats acceptants dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

Une fois l'acte de présentation remis au président du bureau principal, le candidat acceptant n'est plus autorisé à retirer valablement sa candidature qu'avec l'assentiment des signataires de l'acte et de ses colistiers.

§ 6. Les candidats peuvent, dans l'acte d'acceptation, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal prévues aux articles 40 à 49, et si des candidats ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation sont seules prises en considération.

Les candidats peuvent être désignés comme témoins ou témoins suppléants pour le bureau principal. Les fonctions de ministre, secrétaire d'État, parlementaire, bourgmestre, échevin et président de C.P.A.S. sont incompatibles avec la fonction de témoin.

Les témoins ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

§ 7. Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci. Ils s'engagent en outre à déclarer l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d'un État de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

Le candidat en tête de liste doit, en outre, déclarer, dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses électorales afférentes à la campagne électorale de la liste. Il s'engage en outre à déclarer l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Le témoin principal de la liste sur laquelle les candidats se présentent ou la personne mandatée à cet effet par la liste rassemble les déclarations de dépenses électorales de chaque candidat et de la liste et les dépose au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel la commune est située, dans les trente jours qui suivent la date des élections.

À partir du trente et unième jour après la date des élections, les déclarations peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale, sur présentation de leur convocation au scrutin.

§ 8. L'acte d'acceptation et la déclaration sont établis sur des formulaires spéciaux et sont signés par les candidats.

Ces formulaires sont arrêtés par le Gouvernement et publiés au *Moniteur belge*.

§ 9. Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats inférieur à deux et supérieur à celui des conseillers à élire.

Sur chacune des listes de candidatures à l'élection des conseils communaux deux candidats qui se suivent doivent être de sexe différent. Le choix du sexe du candidat de la dernière place est libre pour les listes comportant un nombre impair de candidats.

La disposition de l'alinéa précédent n'est d'application qu'en cas de renouvellement intégral des conseils communaux.

Art. 34. § 1^{er}. Conformément à l'article 23bis de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, mention de l'appartenance linguistique du candidat peut être faite dans l'acte de présentation.

3° dat zij op de datum van de verkiezing niet ontheven of geschorst zijn van het verkiesbaarheidsrecht in hun Staat van herkomst.

In geval van twijfel over de verkiesbaarheid van de kandidaat, meer bepaald na kennisname van zijn verklaring, kan de voorzitter van het hoofdbureau eisen dat deze kandidaat een attest van de bevoegde overheden van zijn Staat van herkomst indient waarin verklaard wordt dat hij, op de datum van de verkiezing, niet ontheven of geschorst is van het verkiesbaarheidsrecht in deze Staat, of dat deze overheden daarvan niets bekend is.

§ 5. De bewilligende kandidaten wier namen voorkomen op eenzelfde voordracht, worden geacht een enkele lijst te vormen.

Eens de voordrachtsakte aan de voorzitter van het hoofdbureau overhandigd is, kan de bewilligende kandidaat zijn kandidaatstelling niet meer op geldige wijze intrekken, tenzij met de instemming van de ondertekenaars van de akte en van al zijn medekandidaten.

§ 6. De kandidaten kunnen in hun verklaring van bewilliging een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het hoofdbureau voorgeschreven bij de artikelen 40 tot en met 49, bij te wonen; indien bepaalde kandidaten in afzonderlijke verklaringen van bewilliging verschillende personen hebben aangewezen, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht.

De kandidaten kunnen aangewezen worden als getuigen of plaatsvervangende getuigen voor het hoofdbureau. De functies van minister, staatssecretaris, parlementslid, burgemeester, schepen en O.C.M.W.-voorzitter zijn onverenigbaar met de functie van getuige.

De getuigen hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen opnemen.

§ 7. In hun verklaring van bewilliging verbinden de kandidaten zich ertoe de wetbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven. Zij verbinden er zich bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

In hun verklaring van bewilliging, verbinden de kandidaten zich ertoe, bij de verkiezingen en gedurende hun mandaat, de democratische beginselen van een rechtsstaat en de rechten en vrijheden die zijn ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden van 4 november 1950 en in het Internationaal Verdrag inzake de Burgerrechten en Politieke Rechten van 19 december 1966, te eerbiedigen.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen, de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De hoofdgetuige van de lijst of de daartoe door de lijst gemandateerde persoon verzamelt de aangiften van de verkiezingsuitgaven van elke kandidaat en van de lijst en dient ze in binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen wiens rechtsgebied de gemeente gelegen is.

De aangiften worden vanaf de éénendertigste dag na de datum van de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiesgerechtigden van de betrokken kieskring, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen.

§ 8. De verklaring van bewilliging en de aangifte worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend.

Die formulieren worden door de Regering vastgesteld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 9. Op geen enkele lijst mag het aantal kandidaten lager zijn dan twee of hoger dan het aantal te verkiezen raadsleden.

Op elk van de lijsten met kandidaten voor de verkiezing van gemeenteraden, moeten twee opeenvolgende kandidaten van een verschillend geslacht zijn. De keuze van het geslacht van de kandidaat op de laatste plaats is vrij voor de lijsten met een oneven aantal kandidaten.

De bepaling van het voorgaande lid is enkel van toepassing bij een volledige vernieuwing van de gemeenteraden.

Art. 34. § 1. Overeenkomstig artikel 23bis van de gemeentekieswet gecoördineerd op 4 augustus 1932, kan in de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in de voordrachten melding worden gemaakt van de taalaanhorigheid van de kandidaten.

§ 2. L'appartenance linguistique de l'intéressé est établie par une déclaration écrite signée par :

1° soit au moins 100 électeurs communaux, appartenant au groupe linguistique auquel l'acte de présentation rattache l'intéressé ;

2° soit au moins deux membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, appartenant au groupe linguistique auquel l'acte de présentation rattache l'intéressé ;

3° soit au moins deux conseillers communaux sortants, appartenant au groupe linguistique auquel l'acte de présentation rattache l'intéressé, pour autant que l'appartenance linguistique de ces membres ait elle-même été établie conformément aux dispositions du présent article.

Nul ne peut, à peine de nullité des déclarations, faire simultanément deux déclarations d'appartenance linguistique, l'une d'appartenance linguistique française, l'autre d'appartenance linguistique néerlandaise. Si une même personne fait successivement des déclarations d'appartenance linguistique différentes, seule la première déclaration établit valablement son appartenance linguistique. Toutefois, jusqu'au dépôt de l'acte de présentation des candidats à l'élection du conseil communal suivant celle du 8 octobre 2000, seule la déclaration d'appartenance linguistique la plus récente établit valablement l'appartenance linguistique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, l'appartenance linguistique des électeurs communaux est déterminée par la langue dans laquelle est rédigée leur carte d'identité ou, lorsque celle-ci est bilingue, par la langue dans laquelle y sont inscrites les mentions spécifiques.

Art. 35. Les déclarations de dépenses électorales déposées conformément à l'article 33, § 7, alinéa 4, sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent vingt et unième jour qui suit les élections.

Si une plainte telle que prévue à l'article 12 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et des conseils de district et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale, ou une réclamation, telle que prévue à l'article 109, est introduite dans les cent vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou au Collège visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Si aucune plainte, telle que prévue à l'article 12 de la même loi du 7 juillet 1994, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article 109, n'est déposée dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats. S'ils ne sont pas retirés dans les trente jours de l'expiration du délai, les documents sont détruits.

Art. 36. Dans l'acte de présentation, les candidats sont numérotés dans l'ordre dans lequel ils sont présentés. Cette numérotation, telle qu'elle se présente lors de l'arrêt définitif des listes, figure sur les bulletins de vote ou sur l'écran de vote.

Art. 37. Le Gouvernement établit les règles relatives à la manière dont le nom des candidats doit être présenté sur l'acte de présentation des candidats. Une fois que la candidature a été acceptée par le président du bureau principal, le bulletin de vote ou l'écran de vote doit présenter le nom du candidat tel qu'accepté par le président.

Art. 38. Le candidat peut décider de se présenter sous une autre appellation que son identité officielle : il peut choisir un prénom autre que son premier prénom si cet autre prénom est son prénom usuel. Il en est de même pour son nom. Le Gouvernement détermine les règles y relatives.

Section 4 — Les témoins dans les bureaux de vote

Art. 39. Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement et un nombre égal de témoins suppléants.

Nul ne peut être désigné comme témoin, s'il n'est électeur communal dans l'arrondissement administratif.

Le premier candidat dans l'ordre de présentation indique le bureau de vote ou de dépouillement où chaque témoin remplira sa mission pendant toute la durée des opérations.

En aucun cas les témoins ne pourront être admis dans un autre bureau de vote que celui auquel ils sont affectés. Le premier candidat dans l'ordre de présentation en informe lui-même les témoins qu'il a

§ 2. De taalaanhorigheid van de belanghebbende wordt vastgesteld door een schriftelijke verklaring ondertekend door:

1° hetzij ten minste 100 gemeenteraadskiezers die behoren tot de taalgroep waar de voordracht de belanghebbende bij indeelt;

2° hetzij ten minste twee leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, die behoren tot de taalgroep waar de voordracht de belanghebbende bij indeelt;

3° hetzij ten minste twee aftredende gemeenteraadsleden, die behoren tot de taalgroep waar de voordracht de belanghebbende bij indeelt, voor zover de taalaanhorigheid van deze leden werd vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

Niemand mag, op straffe van nietigheid van de verklaringen, tegelijk twee verklaringen van taalaanhorigheid afleggen, de ene van Franse taalaanhorigheid en de andere van Nederlandse taalaanhorigheid. Indien een zelfde persoon achtereenvolgens verklaringen van verschillende taalaanhorigheid aflegt, stelt alleen de eerste verklaring zijn taalaanhorigheid geldig vast. Evenwel stelt tot de indiening van de akte van voordracht van de kandidaten voor de verkiezing van de gemeenteraad volgend op die van 8 oktober 2000 enkel de meest recente verklaring van taalaanhorigheid de taalaanhorigheid vast.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt de taalaanhorigheid van de gemeenteraadskiezers bepaald door de taal waarin hun identiteitskaart opgemaakt is, of, wanneer zij in de twee talen opgemaakt is, door de taal van de specifieke vermeldingen die erop aangebracht zijn.

Art. 35. De aangiften van de verkiezingsuitgaven, ingediend overeenkomstig artikel 33, § 7, vierde lid worden bewaard op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg tot de honderdeenentwintigste dag na de datum van de verkiezingen.

Indien een klacht als bedoeld bij artikel 12 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraaden en de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, of een bezwaar als bedoeld bij artikel 109, wordt ingediend binnen honderdtwintig dagen na de datum van de verkiezingen, wordt de aangifte van de verkiezingsuitgaven van de kandidaat die het voorwerp is van de klacht, op hun verzoek overgezonden aan de betrokken Procureur des Konings of aan het college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Indien geen enkele klacht als bedoeld bij artikel 12 van dezelfde wet van 7 juli 1994, noch een bezwaar als bedoeld bij artikel 109, wordt ingediend binnen de in het vorige lid bepaalde termijn, kunnen de betrokken documenten door de kandidaten worden afgehaald. Documenten die niet zijn afgehaald binnen dertig dagen na het verstrijken van voornoemde termijn, worden vernietigd.

Art. 36. In de voordrachtsakte worden de kandidaten genummerd in de volgorde waarin ze worden voorgedragen. Deze nummering, zoals die bepaald is op het ogenblik van de definitieve afsluiting van de lijsten, wordt overgenomen op de stembiljetten of stemschermen.

Art. 37. De Regering bepaalt regels wat betreft de wijze waarop de naam van de kandidaten vermeld moet worden op de voordrachtsakte van de kandidaten. Nadat de voorzitter van het hoofdbureau de kandidatuur heeft aanvaard, dient de naam van de kandidaat op het stembiljet of stemscherm te verschijnen zoals die is aanvaard door de voorzitter.

Art. 38. Kandidaten kunnen beslissen om zich op te geven onder een andere benaming dan hun officiële identiteit. Het staat hen vrij een andere voornaam te kiezen dan hun eerste voornaam, indien die andere voornaam hun gebruikelijke voornaam is. Hetzelfde geldt voor de naam. De Regering bepaalt de regeling ter zake.

Afdeling 4 — De getuigen in de stembureaus

Art. 39. Vijf dagen vóór de verkiezing kan de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht voor zijn lijst zoveel getuigen en zoveel plaatsvervangende getuigen aanwijzen als er stembureaus en telbureaus zijn.

Niemand mag als getuige worden aangewezen, indien hij geen gemeenteraadskiezer is in het administratief arrondissement.

De eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht beslist voor iedere getuige in welk stem- of telbureau hij tijdens de hele duur van de verrichtingen zijn opdracht zal vervullen.

Getuigen mogen in geen geval worden toegelaten tot een ander stembureau dan dat waaraan zij zijn toegewezen. De eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht geeft hiervan zelf kennis aan de door

désignés. La lettre d'information est contresignée par le président du bureau principal.

Les témoins qui seraient électeurs dans une autre commune doivent justifier de leur qualité d'électeur communal en produisant soit la convocation aux élections dans leur commune, soit un extrait de la liste des électeurs.

Les candidats peuvent être désignés comme témoins ou témoins suppléants dans un bureau de vote. Les fonctions de ministre, secrétaire d'État, parlementaire, bourgmestre, échevin et président de C.P.A.S. sont incompatibles avec la fonction de témoin.

Sans préjudice du droit de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal, les témoins ont uniquement un rôle d'observation. Ils ne peuvent pas prendre part aux opérations du bureau de vote, ils ne peuvent aider aucun électeur, ils doivent rester discrets et ne peuvent influencer le scrutin. En cas de tentative d'influencer le scrutin, le président du bureau peut, après un premier avertissement, faire expulser le témoin du local de vote.

Les témoins doivent présenter au président du bureau dans lequel ils sont désignés la lettre d'information qui leur a été transmise.

Les témoins ont le droit d'apposer leur signature sur la fermeture des enveloppes indiquées aux articles 75, 77 et 93 et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal.

Section 5 — Le contrôle des candidatures

Art. 40. § 1^{er}. Les candidats et les électeurs qui ont fait la remise des actes de présentation des candidats sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau principal.

Ce droit s'exerce dans le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l'expiration de ce délai ainsi que le vingt-septième jour avant le scrutin, de 13 à 16 heures. À l'expiration de ce délai, le bureau principal arrête provisoirement la liste des candidats.

§ 2. À l'exception de la condition d'âge qui doit être remplie à la date de l'élection, les conditions d'éligibilité doivent être réunies à compter du jour où la liste des électeurs communaux est dressée.

Le bureau principal écarte les candidats qui ne possèdent pas la qualité d'électeur. Il écarte également les candidats non belges de l'Union européenne qui n'ont pas joint à leur acte d'acceptation la déclaration et, le cas échéant, l'attestation visée à l'article 33, § 4.

Le bureau principal écarte également les listes qui n'ont pas satisfait aux dispositions de l'article 33, § 9, ainsi que les listes dont le sigle ne satisfait pas aux dispositions de l'article 32.

Lorsqu'il est constaté que les conditions visées à l'article 34, § 2, ne sont pas remplies, le bureau principal procède à la radiation de la mention de l'appartenance linguistique.

Art. 41. Lorsque le bureau principal déclare irrégulière la présentation de certains candidats, les motifs de cette décision sont insérés dans le procès-verbal et un extrait de celui-ci, reproduisant textuellement l'indication des motifs invoqués, est envoyé immédiatement, par lettre recommandée ou tout autre moyen garantissant la date et l'assurance de la délivrance de cet envoi ainsi que l'identification de l'expéditeur et du destinataire, à l'électeur ou au candidat qui a fait la remise de l'acte où figurent les candidats écartés.

Si la remise a été effectuée par deux ou trois signataires, l'information est adressée à celui des déposants qui se trouve désigné le premier dans l'acte de présentation s'il s'agit d'une présentation de candidats par des conseillers communaux sortants, ou à celui qui se trouve désigné le premier dans l'acte d'acceptation s'il s'agit d'une présentation de candidats par des électeurs.

Lorsque le motif invoqué est l'inéligibilité d'un candidat, l'extrait de procès-verbal est envoyé, en outre, de la même manière à ce candidat.

Art. 42. Les déposants des listes admises ou écartées ou, à leur défaut, l'un des candidats qui y figurent, peuvent, le vingt-sixième jour avant le scrutin, entre 13 et 15 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président du bureau principal, qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l'admission de certaines candidatures.

hem aangewezen getuigen. Deze kennisgeving wordt medeondertekend door de voorzitter van het hoofdbureau.

De getuigen die kiezer zijn in een andere gemeente moeten van hun hoedanigheid van gemeenteraadskiezer doen blijken door overlegging, hetzij van de oproepingsbrief voor de verkiezingen in hun gemeente, hetzij van een uittreksel uit de kiezerslijst.

De kandidaten kunnen als getuige of als plaatsvervangend getuige worden aangewezen in een stembureau. De ambten van minister, staatssecretaris, parlementslid, burgemeester, schepen en O.C.M.W.-voorzitter zijn onverenigbaar met een functie als getuige.

De getuigen hebben, zonder afbreuk te doen aan het voorgaande lid, louter een observatierol. Ze mogen niet deelnemen aan de operaties van het stembureau, ze mogen geen kiezers helpen, ze moeten discreet blijven en mogen de stemming niet beïnvloeden. Bij poging tot beïnvloeding van de stemming kan de voorzitter van het bureau, na een eerste verwittiging, de getuige laten verwijderen uit het stemlokaal.

De getuigen moeten de informatiebrief, die hen is toegezonden, voorleggen aan de voorzitter van het bureau waarin ze zijn aangewezen.

De getuigen hebben het recht de enveloppes waarvan sprake in de artikelen 75, 77 en 93 te verzegelen en hun opmerkingen in het proces-verbaal te doen opnemen.

Afdeling 5 — De controle van de candidaturen

Art. 40. § 1. De kandidaten en de kiezers die de voordrachten van kandidaten hebben ingeleverd, mogen ter plaatse inzage nemen van alle ingediende voordrachten en schriftelijk hun opmerkingen aan het hoofdbureau meedelen.

Dit recht kan uitgeoefend worden gedurende de termijn bepaald voor de inlevering van de voordrachten en gedurende twee uren na het verstrijken van die termijn. Het kan ook nog uitgeoefend worden de zeventwintigste dag vóór de stemming, van 13 tot 16 uur. Na het verstrijken van deze termijn sluit het hoofdbureau de kandidatenlijst voorlopig af.

§ 2. Met uitzondering van de leeftijdsvereiste, die moet vervuld zijn op de datum van de verkiezing, moet aan de verkiesbaarheidsvereisten voldaan zijn vanaf de dag waarop de lijst van de gemeenteraadskiezers wordt opgemaakt.

Het hoofdbureau wijst de kandidaten af die niet de hoedanigheid van kiezer bezitten. Het wijst ook niet-Belgische kandidaten van de Europese Unie af die bij hun akte van bewilliging niet de verklaring en, in voorkomend geval, evenmin het bewijs gevoegd hebben die bedoeld zijn in artikel 33, § 4.

Het hoofdbureau wijst eveneens de lijsten af die niet hebben voldaan aan de bepalingen van artikel 33, § 9, alsook de lijsten waarvan de letterwoorden niet voldoen aan de bepalingen van artikel 32.

Wanneer vastgesteld wordt dat de voorwaarden gesteld in artikel 34, § 2, niet vervuld zijn, gaat het hoofdbureau over tot het weglaten van de vermelding van de taalaanhoorigheid.

Art. 41. Wanneer het hoofdbureau de voordracht van bepaalde kandidaten onregelmatig verklaart, worden de redenen van die beslissing in het proces-verbaal opgenomen en onmiddellijk wordt een uittreksel hieruit, met de woordelijke opgave van de aangevoerde redenen, bij aangetekende brief of elk ander middel dat de datum garandeert en de levering van deze zending, evenals de identificatie van de afzender en de ontvanger waarborgt, toegezonden aan de kiezer of de kandidaat die de akte waarop de afgewezen kandidaten voorkomen heeft ingeleverd.

Is de inlevering door twee of drie ondertekenaars gedaan dan wordt de informatie gericht aan de indiener, die als eerste is aangewezen in de voordrachtsakte als het gaat over een voordracht van kandidaten door uitredende gemeenteraadsleden, of aan degene die als eerste is aangewezen in de akte van bewilliging als het gaat over een voordracht van kandidaten door kiezers.

Wanneer de onverkiesbaarheid van een kandidaat als reden is aangevoerd, wordt het uittreksel uit het proces-verbaal op dezelfde wijze ook aan die kandidaat gestuurd.

Art. 42. Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingeleverd of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, kunnen de zeventwintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 15 uur, op de plaats aangewezen voor het inleveren van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau tevens ontvangstbewijs een met redenen omkleed bezwaarschrift tegen de aanvaarding van bepaalde kandidaturen indienen.

Le président du bureau principal donne immédiatement, par envoi recommandé ou tout autre moyen garantissant la date et l'assurance de la délivrance de cet envoi ainsi que l'identification de l'expéditeur et du destinataire, connaissance de la réclamation à l'électeur ou au candidat qui a fait la remise de l'acte de présentation attaqué, en indiquant les motifs de la réclamation. Si la remise a été effectuée par deux ou trois signataires, la lettre est adressée à celui des déposants qui se trouve désigné le premier dans l'acte de présentation s'il s'agit d'une présentation de candidats par des conseillers communaux sortants, ou à celui qui se trouve désigné le premier dans l'acte d'acceptation s'il s'agit d'une présentation de candidats par des électeurs.

Si l'éligibilité d'un candidat est contestée, celui-ci en est en outre informé directement de la même manière.

Art. 43. Si lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats, le bureau principal a écarté certains candidats pour motif d'inéligibilité ou si une réclamation a été introduite conformément à l'article 42, invoquant l'inéligibilité d'un candidat, le président du bureau principal invite l'administration communale du domicile du candidat, par voie électronique ou par réquisitoire porté à celle-ci par le secrétaire du bureau principal à lui transmettre sur le champ et sous pli recommandé exprès ou tout autre moyen garantissant la date et l'assurance de la délivrance de cet envoi ainsi que l'identité de l'expéditeur et du destinataire, copie ou extrait certifié conforme de tous les documents en sa possession, susceptibles de donner des indications au sujet de l'éligibilité du candidat.

Si le candidat n'est pas domicilié dans la commune depuis au moins quinze jours et si les documents pouvant établir une inéligibilité ne sont pas encore parvenus à la commune, celle-ci transmet l'invitation écrite du président du bureau principal à l'administration communale du domicile précédent.

Le président peut, s'il le juge utile, procéder à d'autres investigations, tant au point de vue de l'éligibilité des candidats en cause que des autres irrégularités alléguées.

Tous les documents réclamés en exécution du présent article seront délivrés sans frais.

Art. 44. Les déposants des listes admises ou écartées ou, à leur défaut, l'un des candidats qui y figurent, peuvent, le vingt-quatrième jour avant le scrutin, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président du bureau principal, qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, un mémoire peut être déposé dans les mêmes conditions.

Le cas échéant, les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

L'acte rectificatif ou complémentaire n'est recevable que dans le cas où un acte de présentation ou bien un ou plusieurs candidats, qui figurent sur un de ces actes, ont été écartés pour l'un des motifs suivants :

- 1° absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présents ;
- 2° nombre trop élevé de candidats ;
- 3° défaut d'acceptation régulière ;
- 4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, résidence principale, des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte ;
- 5° inobservation des règles concernant le classement des candidats ou la disposition de leurs noms ;
- 6° non-respect des règles relatives à la composition équilibrée des listes, visées par l'article 33, § 9 ;
- 7° non-respect des règles relatives au sigle visées à l'article 32 ;
- 8° lorsqu'un candidat retire valablement sa candidature ;
- 9° en cas de décès après l'arrêt provisoire.

Sauf dans les cas prévus au 6°, 8° et 9° de l'alinéa précédent et dans celui prévu à l'article 48, l'acte rectificatif ou complémentaire ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau. Sauf dans le cas prévu au 6° de l'alinéa précédent, il ne peut modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

De voorzitter van het hoofdbureau geeft aan de kiezer of de kandidaat die de betwiste voordracht heeft ingeleverd, onmiddellijk bij aangetekende brief of elk ander middel dat de datum garandeert en de levering van deze zending, evenals de identificatie van de afzender en de ontvanger waarborgt, kennis van het bezwaar, onder vermelding van de aangevoerde redenen. Is de inlevering door twee of drie ondertekenaars gedaan dan wordt de brief gericht aan de indiener, die als eerste is aangewezen in de voordrachtsakte als het gaat over een voordracht van kandidaten door uittredende gemeenteraadsleden, of aan degene die als eerste is aangewezen in de akte van bewilliging als het gaat over een voordracht van kandidaten door kiezers.

Wanneer de verkiesbaarheid van een kandidaat wordt betwist, wordt ook hij op dezelfde wijze daarover rechtstreeks ingelicht.

Art. 43. Indien het hoofdbureau bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst bepaalde kandidaten wegens onverkiesbaarheid afgewezen heeft of indien een bezwaarschrift, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat, overeenkomstig artikel 42 is ingediend, verzoekt de voorzitter van het hoofdbureau de gemeentelijke administratie van de woonplaats van de kandidaat, elektronisch of bij een door de secretaris van het hoofdbureau aan de gemeentelijke administratie gedragen vordering, om aan hem een voor eensluidend verklaard afschrift van of uittreksel uit alle stukken die dat bestuur in zijn bezit heeft en die omtrent de verkiesbaarheid van de kandidaat nadere aanwijzingen kunnen verschaffen toe te zenden bij aangetekend schrijven of elk ander middel dat de datum garandeert en de levering van deze zending, evenals de identificatie van de afzender en de ontvanger waarborgt.

Indien de kandidaat zijn woonplaats niet sedert ten minste vijftien dagen in de gemeente heeft en zijn de stukken waaruit onverkiesbaarheid kan blijken, nog niet bij het gemeentebestuur ingekomen, dan zendt deze laatste de schriftelijke uitnodiging van de voorzitter van het hoofdbureau door aan het gemeentebestuur van de vorige woonplaats.

De voorzitter kan, indien hij het dienstig acht, andere onderzoeken instellen zowel over de verkiesbaarheid van de betrokken kandidaten als over de andere aangevoerde onregelmatigheden.

Alle stukken die ter uitvoering van dit artikel worden aangevraagd, worden kosteloos afgegeven.

Art. 44. Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingeleverd, of, bij hun ontstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten, kunnen de vierentwintigste dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, op de plaats aangewezen voor het inleveren van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs een memorie indienen tot betwisting van de onregelmatigheden waarmee bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst rekening is gehouden of die de dag na die afsluiting ingeroepen zijn. Wanneer de onregelmatigheid gelegen is in onverkiesbaarheid van een kandidaat, kan een memorie worden ingediend met inachtneming van dezelfde regels.

De in het vorige lid bedoelde personen kunnen in voorkomend geval een verbeterings- of aanvullingsakte indienen.

De verbeterings- of aanvullingsakte is alleen dan ontvankelijk wanneer de voordracht ofwel een of meer op de voordracht voorkomende kandidaten afgewezen zijn om een van de volgende redenen:

- 1° ontbreken van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;
- 2° te groot aantal kandidaten;
- 3° gemis van regelmatige bewilliging;
- 4° geen of onvoldoende vermelding van de naam, de voornamen, de geboortedatum, de hoofdverblijfplaats van de kandidaten of van de tot inlevering van de akte gemachtigde kiezers;
- 5° niet-nakoming van de regels omtrent de rangschikking van de kandidaten of de schikking van hun namen;
- 6° niet-nakoming van de regels omtrent de evenwichtige samenstelling van de kandidatenlijsten, bedoeld in artikel 33, § 9;
- 7° niet-nakoming van de regels omtrent het letterwoord bedoeld in artikel 32;
- 8° wanneer een kandidaat zijn kandidatuur geldig intrekt;
- 9° in geval van overlijden na de voorlopige afsluiting.

Behalve in het geval bedoeld in 6°, 8° en 9° van het voorgaande lid en bedoeld in artikel 48, mag de verbeterings- of aanvullingsakte geen naam van een nieuwe kandidaat bevatten. Behalve in het geval voorzien in 6° van het voorgaande lid, mag ze de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van voordracht niet wijzigen.

La réduction du nombre trop élevé de candidats ne peut résulter que d'une déclaration écrite par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

Les nouveaux candidats proposés conformément à l'alinéa 4 doivent accepter par une déclaration écrite, la candidature qui leur est offerte.

Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants, ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

Art. 45. Le bureau principal se réunit le vingt-quatrième jour avant le scrutin, à 16 heures.

Le cas échéant, il examine les documents reçus par le président, en conformité avec les articles 42, 43 et 44, statue à leur égard après avoir entendu les intéressés, s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats et arrête définitivement celle-ci.

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui ont fait remise de l'un ou l'autre des documents prévus aux articles 42 et 44 ainsi que les témoins désignés en vertu de l'article 33, § 6.

Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle ou par mandataire est une condition de recevabilité de l'appel prévu à l'article 46.

Art. 46. Lorsque le bureau principal rejette une candidature pour inéligibilité d'un candidat, il en est fait mention au procès-verbal et, si le candidat écarté est présent ou représenté, le président invite le candidat ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal, une déclaration d'appel.

En cas de rejet d'une réclamation invoquant l'inéligibilité d'un candidat, la même procédure est d'application et le réclamant ou son mandataire est invité à signer, s'il le désire, une déclaration d'appel.

Art. 47. L'article 125, alinéas 3 et 4, et les articles 125*bis*, 125*ter* et 125*quater* du Code électoral sont applicables moyennant les modifications suivantes :

– à l'avant-dernier alinéa de l'article 125, omettre les mots « Pour l'élection de la Chambre des représentants, » ainsi que la deuxième phrase ;

– dans chacun de ces articles, les mots « bureau principal d'arrondissement » sont remplacés par les mots « bureau principal ».

Art. 48. Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection. Le candidat acceptant qui contrevient à cette interdiction est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de 130 à 1.000 euros. Son nom est rayé de toutes les listes où il figure.

Dans l'hypothèse où un candidat est rayé des listes pour la raison susmentionnée, un acte rectificatif ou complémentaire tel que visé à l'article 44 peut être introduit afin d'assurer le respect des règles relatives à la composition équilibrée des listes.

Section 6 — L'arrêt définitif des listes et l'établissement des écrans ou bulletins de vote

Art. 49. § 1^{er}. Le jour de l'arrêt définitif des listes, immédiatement après celui-ci, le président du bureau principal procède au tirage au sort des numéros des listes qui ne disposent pas d'un numéro d'ordre commun. Le tirage au sort s'effectue à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le Gouvernement, conformément à l'article 32, § 3.

Un numéro d'ordre est attribué aux listes complètes, puis aux listes incomplètes.

§ 2. En cas de vote électronique, le même jour, le président du bureau principal transmet par la voie électronique ces listes et le numéro qui leur a été attribué au Gouvernement.

Les documents reproduisant l'ensemble des numéros d'ordre et sigles des listes présentées et les listes de candidats, tels que le logiciel les fera apparaître à l'écran de visualisation, sont soumis à l'approbation du président du bureau principal, qui vérifie la concordance de ces documents avec le procès-verbal d'arrêt définitif des listes de candidats. Chaque président ou la personne que celui-ci désigne valide les documents après avoir fait procéder, le cas échéant, aux corrections

Vermindering van een te groot aantal kandidaten is slechts mogelijk wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewilligingsakte intrekt.

De nieuwe overeenkomstig het vierde lid voorgedragen kandidaten moeten de hun aangeboden kandidatuur in een schriftelijke verklaring bewilligen.

De geldige handtekeningen van de voordragende kiezers en van de bewilligende kandidaten, alsmede de regelmatige vermeldingen in de afgewezen voordracht, blijven van kracht, indien de verbeterings- of aanvullingsakte aanvaard wordt.

Art. 45. Het hoofdbureau vergadert de vierentwintigste dag vóór de stemming, om 16 uur.

In voorkomend geval onderzoekt het de stukken die de voorzitter overeenkomstig de artikelen 42, 43 en 44 ontvangen heeft, en beslist erover na de betrokkenen te hebben gehoord indien zij het verlangen. Het verbetert de kandidatenlijst, indien daartoe grond bestaat, en sluit ze daarna definitief af.

Tot deze vergadering worden enkel toegelaten zij die de lijsten hebben ingeleverd of, bij hun ontstentenis, de kandidaten die een stuk als bepaald bij de artikelen 42 en 44 hebben overhandigd, alsmede de getuigen aangewezen krachtens artikel 33, § 6.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat wordt betwist, mogen ook die kandidaat en de indiener van het bezwaar, hetzij persoonlijk, hetzij bij gemachtigde, de vergadering bijwonen. Hun aanwezigheid, hetzij persoonlijk, hetzij bij gemachtigde, is een vereiste voor de ontvankelijkheid van het beroep waarvan sprake is in artikel 46.

Art. 46. Wanneer het hoofdbureau een kandidatuur verwerpt wegens onverkiesbaarheid van de kandidaat, wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt en, indien de afgewezen kandidaat aanwezig of vertegenwoordigd is, verzoekt de voorzitter de kandidaat of zijn gemachtigde desverlangd op het proces-verbaal een verklaring van beroep te ondertekenen.

Wanneer een bezwaar, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat afgewezen wordt, dient dezelfde procedure te worden toegepast en de indiener van het bezwaar of zijn gemachtigde wordt verzocht een verklaring van beroep te ondertekenen, indien hij het verlangt.

Art. 47. Artikel 125, derde en vierde lid en de artikelen 125*bis*, 125*ter* en 125*quater* van het Kieswetboek, zijn van toepassing mits de volgende wijzigingen:

– in het voorlaatste lid van artikel 125 worden volgende woorden weggelaten "Voor de Kamer van volksvertegenwoordigers" alsook de tweede zin;

– in elk van deze artikelen wordt het woord "arrondissementshoofdbureau" vervangen door het woord "hoofdbureau".

Art. 48. Een kandidaat mag niet voorkomen op meer dan één lijst voor eenzelfde verkiezing. De bewilligende kandidaat die deze verbodsbepaling overtreedt, is strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van 130 tot 1.000 euro. Zijn naam wordt geschrapt van alle lijsten waarop hij voorkomt.

In het geval een kandidaat geschrapt is van de lijst om voormelde reden, kan een verbeterings- of aanvullingsakte worden ingediend zoals bedoeld in artikel 44 ten einde de nakoming van de regels van de evenwichtige samenstelling van de lijsten te eerbiedigen.

Afdeling 6 — Definitieve afsluiting van de lijsten en het opmaken van de stemborden of stembiljetten

Art. 49. § 1. Op de dag van de definitieve afsluiting van de lijsten, gaat de voorzitter van het hoofdbureau, onmiddellijk na het afsluiten van de lijsten, over tot de loting van de nummers van lijsten die geen gemeenschappelijk volgnummer hebben. De loting gebeurt vanaf het eerstvolgende hogere nummer ten opzichte van het laatste nummer dat werd toegekend bij de loting door de Regering, overeenkomstig artikel 32, § 3.

Er wordt eerst een volgnummer toegekend aan de volledige lijsten, vervolgens aan de onvolledige lijsten.

§ 2. In geval van elektronische stemming zendt de voorzitter van het hoofdbureau deze lijsten en het hen toegekende nummer op dezelfde dag langs elektronische weg toe aan de Regering.

De stukken waarin alle volgnummers en letterwoorden van de voorgedragen lijsten en de kandidatenlijsten voorkomen, zoals de programmatuur ze op het beeldscherm zal doen verschijnen, worden ter goedkeuring voorgelegd aan de voorzitter van het hoofdbureau, die de overeenstemming nagaat tussen deze stukken en het proces-verbaal van de definitieve afsluiting van de kandidatenlijsten. Elke voorzitter of de door hem aangewezen persoon valideert de documenten na in

nécessaires et retourne sans délai les documents validés au Gouvernement.

Celui-ci fait établir les supports-mémoire destinés à la totalisation des votes par les bureaux principaux ainsi que les supports-mémoire destinés aux bureaux de vote.

§ 3. Sur les bulletins de vote ou sur l'écran de vote, les listes sont classées conformément à leur numéro d'ordre, attribué en vertu du paragraphe 1^{er} et de l'article 32, § 3.

Deux ou plusieurs listes incomplètes peuvent être placées dans une même colonne. Dans ce cas, en cas de vote papier, le bureau principal détermine par des tirages au sort l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Sur le bulletin ou sur l'écran de vote reprenant l'ensemble des listes des candidats, les sigles des listes présentent une hauteur de caractère identique.

§ 4. En cas de vote papier, les listes des candidats sont inscrites dans le bulletin à la suite les unes des autres. Chaque liste de candidats est surmontée d'une case réservée au vote et d'un numéro d'ordre imprimé en chiffres arabes ayant au moins 1 centimètre de hauteur et 4 millimètres d'épaisseur, ainsi que du sigle indiqué dans la présentation de candidats conformément à l'article 32.

Les nom et prénoms de chaque candidat de la liste sont précédés d'un numéro d'ordre et ils sont suivis d'une case de vote de dimension moindre. Les nom et prénoms des candidats sont inscrits dans l'ordre de présentation dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent.

Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier, ayant un diamètre de 4 mm.

§ 5. En cas de vote électronique, l'établissement des écrans de vote est fixé par le Gouvernement.

Une fois les écrans de vote établis, le Gouvernement assure, pour l'ensemble des communes, la publication sur le site régional des élections des listes de candidats telles qu'elles apparaîtront à l'écran.

Art. 50. § 1^{er}. En cas d'appel, le bureau principal remet les opérations prévues à l'article 49 et se réunit le vingtième jour avant l'élection, à 18 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu'il aura reçu connaissance des décisions prises par la Cour d'appel.

§ 2. Dès que le bureau principal a établi le bulletin de vote ou les écrans de vote, les listes définitives des candidats sont déposées à l'administration communale aux fins de consultation.

Les listes sont publiées le même jour sur le site web de la commune, ainsi que les instructions aux électeurs décrites aux articles 64 à 67, en cas d'utilisation du vote électronique, ou 69, en cas d'utilisation du vote papier.

À partir du dix-neuvième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent.

Art. 51. Le Gouvernement veille à ce que les supports-mémoire contenant le logiciel informatique et les listes de candidats soient remis aux présidents des bureaux principaux, contre récépissé, au plus tard trois jours avant la date des élections, dans une pochette scellée, spécifique pour chaque bureau de vote.

Pour chaque bureau de vote, les éléments de sécurité nécessaires pour l'utilisation des supports-mémoire sont placés dans une enveloppe scellée séparée à l'intérieur de la pochette susmentionnée.

Au plus tard le matin du scrutin, le président du bureau principal remet à chaque président de bureau de vote, contre récépissé, la pochette susmentionnée qui lui est destinée.

Art. 52. En cas d'utilisation du vote papier, aussitôt que le bureau principal a arrêté le texte et la formule des bulletins, le président de ce bureau fait imprimer ou reproduire les bulletins de vote à l'encre noire sur papier électoral. Celui-ci est de couleur blanche. L'emploi de tout autre bulletin est interdit.

Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin doivent être absolument identiques.

Les dimensions des bulletins de vote sont déterminées par arrêté du Gouvernement d'après le nombre de conseillers communaux à élire.

Art. 53. En cas d'utilisation du vote papier, au plus tard le jour du scrutin, le président du bureau principal fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote, dans un contenant scellé, les bulletins

voorkomend geval de nodige verbeteringen te hebben laten aanbrengen en stuurt de gevalideerde documenten terug naar de Regering.

Deze laat de gegevensdragers die voor de optelling van de stemmen door de hoofdbureaus zijn bestemd, alsook deze die voor de stembureaus zijn bestemd, opmaken.

§ 3. Op de stembiljetten of het stemscherm worden lijsten gerangschikt in de volgorde van hun nummer, toegekend krachtens paragraaf 1 en artikel 32, § 3.

Twee of meer onvolledige lijsten kunnen in een zelfde kolom worden ondergebracht. In dat geval, bij stemming op papier, bepaalt het hoofdbureau bij loting de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in deze kolommen moeten worden opgenomen.

Op het stembiljet of op het scherm met alle lijsten van kandidaten hebben de letterwoorden van de lijsten dezelfde hoogte.

§ 4. Indien gebruik wordt gemaakt van stemming op papier, worden de kandidatenlijsten achtereenvolgens op het stembiljet vermeld. Elke kandidatenlijst wordt voorafgegaan door een voor de stemming gereserveerd vakje en een in Arabische cijfers gedrukt volgnummer dat ten minste 1 centimeter hoog en 4 millimeter dik is, alsmede door de overeenkomstig artikel 32 bij de voordracht van de kandidaten vermeld letterwoord.

De naam en voornamen van elke kandidaat op de lijst worden voorafgegaan door een volgnummer en gevolgd door een kleiner stemvakje. De namen en voornamen van de kandidaten worden in de volgorde van voordracht vermeld in de kolom voor de lijst waartoe zij behoren.

De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en met een diameter van 4 mm.

§ 5. In geval van elektronische stemming wordt de opmaak van de stemschermen vastgesteld door de Regering.

Zodra de stemschermen zijn opgesteld, zorgt de Regering voor alle gemeenten voor de publicatie van de kandidatenlijsten, zoals deze op het scherm zullen verschijnen, op de gewestelijke verkiezingswebsite.

Art. 50. § 1. In geval van beroep verdaagt het hoofdbureau de verrichtingen bepaald in de artikelen 49 en het vergusdert de twintigste dag vóór de verkiezing, te 18 uur, om tot die verrichtingen te kunnen overgaan zodra het in kennis is gesteld van de beslissingen van het Hof van Beroep.

§ 2. Van zodra het hoofdbureau het stembiljet of de stemschermen heeft opgemaakt, worden de definitieve kandidatenlijsten ter raadpleging bij het gemeentebestuur ingediend.

De lijsten worden dezelfde dag bekendgemaakt op de gemeentelijke website, samen met de onderrichtingen voor de kiezers beschreven in de artikelen 64 tot 67 in het geval van elektronische stemming, of 69 in het geval van stemming op papier.

Vanaf de negentiende dag vóór de stemming deelt de voorzitter van het hoofdbureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

Art. 51. De Regering zorgt ervoor dat, uiterlijk de derde dag vóór de dag van de verkiezingen, de gegevensdragers met de software en met de kandidatenlijsten in een verzegelde tas, specifiek voor elk stembureau, tegen ontvangstbewijs overhandigd worden aan de voorzitters van de hoofdbureaus.

Per stembureau worden de nodige veiligheidselementen voor het gebruik van de gegevensdragers in een aparte verzegelde enveloppe geplaatst in de bovenvermelde tas.

Ten laatste de ochtend van de verkiezingen overhandigt de voorzitter van het hoofdbureau aan elke voorzitter van het stembureau, tegen ontvangstbewijs, de bovenvermelde tas die voor hem bestemd is.

Art. 52. In geval van stemming op papier, zodra het hoofdbureau de tekst en de inrichting van de stembiljetten heeft vastgesteld, laat de voorzitter van dit bureau de biljetten met zwarte inkt op stempapier drukken of vermenigvuldigen. Dit is wit van kleur. Het is verboden enig ander stembiljet te gebruiken.

In ieder geval moeten de stembiljetten die voor eenzelfde stemming gebruikt worden, volkomen gelijk zijn.

De afmetingen van de stembiljetten worden bij besluit van de Regering bepaald op basis van het aantal te kiezen gemeenteraadsleden.

Art. 53. In geval van stemming op papier, ten laatste op de dag van de stemming zendt de voorzitter van het hoofdbureau de voor de verkiezing nodige stembiljetten in verzegelde verpakking aan de

nécessaires à l'élection ; la suscription extérieure du contenant indique, outre l'adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu'elle contient. Ce contenant ne peut être descellé et ouvert qu'en présence du bureau régulièrement constitué.

Le nombre des bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification est indiqué au procès-verbal.

Le président du bureau principal fait parvenir en même temps à chacun des présidents des bureaux de dépouillement la formulé du tableau qu'il a fait préparer, conformément aux prescriptions de l'article 93, alinéa 3, et que les présidents des bureaux dépouillant ont à remplir après le recensement des votes.

CHAPITRE 2— *Les installations électorales et le vote*

Section 1^{re} — Installations électorales et maintien de l'ordre dans les locaux de vote

Art. 54. Les installations du local de vote et les isolements dans lesquels les électeurs expriment leur vote sont établis conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

En cas d'utilisation du vote électronique, il y a au moins un compartiment isolement pour deux cents électeurs. Le Gouvernement peut augmenter le nombre d'électeurs par isolement de vote sans dépasser la limite de trois cents électeurs par isolement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'utilisation du vote papier, il y a au moins un isolement par cent cinquante électeurs.

Art. 55. Le système de vote électronique comprend pour chaque bureau de vote :

1° une ou plusieurs machines à voter avec écran tactile, imprimante de bulletins de vote et lecteur de cartes à puces intégrés ;

2° au moins un scanner de visualisation du code à barres ;

3° un ordinateur pour le président avec une unité pour initialiser les cartes à puce ;

4° une urne électronique avec un scanner et un système d'obturation de la fente de l'urne ;

5° des cartes à puce.

Dans chaque bureau de vote, au moins un isolement est équipé de la machine réservée au scanner de visualisation du code à barres. Les autres isolements du bureau de vote sont équipés d'une machine à voter.

Chaque bureau de vote comporte une zone d'attente située à au moins un mètre de l'urne.

Dans les bureaux de vote, ni l'ordinateur du président, ni les machines destinées au vote ne sont raccordées à un réseau de données.

Art. 56. Dans la salle d'attente des bureaux de vote, les listes de candidats sont affichées sur un panneau prévu à cette fin. Le texte de l'article 57 relatif à la police du local de vote est affiché dans le local de vote. Les instructions aux électeurs telles que décrites aux articles 64 à 67, en cas de vote électronique, ou à l'article 69, en cas de vote papier, sont affichées à l'extérieur de chaque bureau de vote.

Un exemplaire du présent code est disponible dans chaque centre de vote.

Art. 57. Le président du bureau est chargé de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la tranquillité dans le local de vote et aux abords du bureau de vote.

Il a la police du local et peut déléguer ce droit à l'un des membres du bureau pour maintenir l'ordre dans la salle d'attente.

Les membres du bureau électoral, les électeurs de la section, leur mandataire ou accompagnant sont seuls admis dans la salle d'attente.

Les témoins de partis désignés conformément à l'article 39 sont admis dans le local de vote sur présentation au président du bureau de vote de leur lettre de convocation.

Les électeurs ne sont admis dans la partie du local où a lieu le vote que pendant le temps nécessaire pour exprimer leur vote.

Les experts qui sont désignés conformément à l'article 4, le personnel régional ou communal accrédité, les observateurs visés à l'article 58 et les personnes qui sont chargées de fournir une assistance technique sont admis dans les locaux de vote le jour du scrutin sur présentation au président du bureau de vote de leur carte de légitimation délivrée par le Service public régional de Bruxelles.

voorzitter van elke stemafdeling; op de verpakking worden het adres en het aantal ingesloten stembiljetten vermeld. De verpakking mag niet worden ontzegeld en geopend dan in aanwezigheid van het regelmatig samengestelde stembureau.

De stembiljetten worden onmiddellijk nageteld en de uitslag wordt in het proces-verbaal opgetekend.

De voorzitter van het hoofdbureau zendt terzelfdertijd aan de voorzitter van elk telbureau het formulier dat hij heeft laten opmaken overeenkomstig de voorschriften van artikel 93, derde lid en dat de voorzitters van de telbureaus na de telling moeten invullen.

HOOFDSTUK 2 — *Inrichting van de stemlokalen en stemming*

Afdeling 1 — Inrichting van de stemlokalen en ordehandhaving in de stemlokalen

Art. 54. Het stemlokaal en de stemhokjes worden ingericht volgens het model vastgesteld door de Regering.

In geval van elektronische stemming, is er ten minste één stemhokje per tweehonderd kiezers. De Regering kan het aantal kiezers per stemhokje vermeerderen zonder de grens van 300 kiezers per stemhokje te overschrijden.

In afwijking van het vorige lid, is er is ten minste één stemhokje per honderdvijftig kiezers in geval van stemming op papier.

Art. 55. Het elektronisch stelsysteem omvat per stembureau:

1° een of meer stemcomputers met aanraakscherm, geïntegreerde printer en kaartlezer;

2° minstens een scanner ter visualisatie van de barcode;

3° een computer voor de voorzitter met een eenheid om de chipkaarten te initialiseren;

4° één elektronische stembus met een scanner, en een sluitsysteem voor de gleuf van de stembus;

5° chipkaarten.

In elk stembureau wordt op zijn minst één stemhokje uitgerust met een computer met scanner ter visualisatie van de barcode. De overige stemhokjes van het stembureau worden uitgerust met een stemcomputer.

Elk stembureau heeft een wachtzone die zich minstens op één meter van de stembus bevindt.

In de stembureaus zijn noch de computer van de voorzitter, noch de stemmachines aangesloten op een datanetwerk.

Art. 56. In het wachtlokaal van de stembureaus worden de kandidatenlijsten op een daartoe bestemd bord aangeplakt. De tekst van artikel 57 betreffende de ordehandhaving in het stemlokaal wordt in het stemlokaal aangeplakt. De onderrichtingen voor de kiezers, zoals beschreven in de artikelen 64 tot en met 67 in het geval van elektronische stemming, of in artikel 69 in het geval van stemming op papier, worden buiten elk stembureau aangeplakt.

Een exemplaar van dit Wetboek is in elk stemcentrum beschikbaar.

Art. 57. De voorzitter van het stembureau neemt de nodige maatregelen om orde en rust te handhaven in het stembureau en in de omgeving van het stembureau.

Hij is tevens belast met de handhaving van de orde in het lokaal en kan die bevoegdheid wat het wachtlokaal betreft, aan een lid van het stembureau overdragen.

Alleen de leden van het stembureau, de kiezers van de stemafdelingen, hun gevolmachtigde of begeleider worden in het wachtlokaal toegelaten.

De getuigen die zijn aangewezen overeenkomstig artikel 39, worden in het stemlokaal toegelaten op vertoon van hun oproepingsbrief aan de voorzitter van het stembureau.

In het gedeelte van het lokaal waar wordt gestemd, worden de kiezers niet langer toegelaten dan nodig is om hun stem uit te brengen.

De deskundigen, die zijn aangewezen bij artikel 4, het geaccrediteerd gewestelijk- of gemeentepersoneel, de waarnemers voorzien in artikel 58 en de personen die belast zijn met het verlenen van technische bijstand worden toegelaten in de stemlokalen op de dag van de stemming na vertoon aan de voorzitter van het stembureau van hun legitimatiekaart uitgereikt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

Nul ne peut se présenter en armes dans les bureaux de vote.

Nulle force armée ne peut être placée, sans la réquisition du président du bureau de vote, dans les bureaux de vote ni aux abords des bureaux de vote. Les autorités civiles et les commandants militaires sont tenus d'obéir aux réquisitions.

Art. 58. § 1^{er}. Le Gouvernement peut habiliter des observateurs pour suivre toutes les opérations électorales. Les observateurs ont uniquement un rôle d'observation. Ils ne peuvent prendre part aux opérations du bureau de vote, ni aider aucun électeur. Ils doivent rester discrets et ne peuvent influencer le scrutin.

Les observateurs doivent être en possession d'une carte de légitimation délivrée par le Service public régional de Bruxelles.

En cas de tentative d'influencer le scrutin, le président du bureau peut, après un premier avertissement, faire expulser les observateurs du local de vote.

§ 2. Quiconque n'étant ni membre du bureau, ni électeur de la section, ni porteur de procuration, ni témoin, ni expert désigné conformément à l'article 4, ni personnel communal ou régional accrédité, ni observateur, visé à l'article 58, § 1^{er}, ni fournisseur d'une assistance technique visé à l'article 57, ni accompagnant visé à l'article 70 entrera pendant les opérations électorales dans le local de l'une des sections, sera expulsé par ordre du président ou de son délégué ; s'il résiste ou s'il rentre, il sera puni d'une amende de 250 à 2.500 euros.

§ 3. Le président ou son délégué rappelle à l'ordre ceux qui tentent d'influencer le vote ou incitent au tumulte de quelque manière que ce soit dans le local où a lieu l'élection. S'ils continuent, le président ou son délégué peut les faire expulser, sauf à leur permettre de rentrer pour voter.

L'ordre d'expulsion est consigné au procès-verbal et les délinquants seront punis d'une amende de 250 à 2.500 euros.

Section 2 — La procuration

Art. 59. § 1^{er}. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou de handicap est dans l'incapacité de se rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par un médecin sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat ;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a) est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui ;

b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend ;

3° l'électeur qui exerce une activité en tant que travailleur indépendant et qui est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de cette activité. Cette impossibilité est constatée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par le bourgmestre du domicile ou son délégué sur présentation du numéro d'entreprise de l'électeur et d'une déclaration sur l'honneur de l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le Gouvernement détermine le modèle de la déclaration sur l'honneur. La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède l'élection.

Il en est de même pour les membres de la famille d'un travailleur indépendant exerçant la profession de batelier, de marchand ambulancier ou de forain, qui résident avec lui ;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire. Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 ;

5° l'électeur qui se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de sa participation à une activité liée à l'exercice de sa religion ou de ses convictions, conformément à l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette impossibilité est attestée par les organisateurs de l'activité à laquelle participe l'électeur dans le cadre de sa religion ou de ses convictions, sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 ;

Niemand mag de stembureaus gewapend betreden.

In de stemlokalen of in de nabijheid ervan mag geen gewapende macht worden opgesteld zonder opvolging van de voorzitter van het stembureau. De burgerlijke overheid en de militaire bevelhebbers zijn gehouden zijn opvolgingen op te volgen.

Art. 58. § 1. De Regering kan waarnemers machtigen om alle kiesverrichtingen te volgen. De waarnemers hebben louter een observatief. Ze mogen noch deelnemen aan de operaties van het stembureau, noch kiezers helpen. Ze moeten discreet blijven en mogen de stemming niet beïnvloeden.

De waarnemers moeten in het bezit zijn van een legitimatiekaart uitgereikt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

Bij poging tot beïnvloeding van de stemming kan de voorzitter van het bureau, na een eerste verwittiging, de waarnemer laten verwijderen uit het stemlokaal.

§ 2. Hij die, zonder lid van het stembureau, kiezer van de stemafdeling, volmachtouder, getuige, deskundige aangewezen bij artikel 4, geaccrediteerd gewestelijk- of gemeentepersoneel, waarnemer, bedoeld in artikel 58, § 1, verlener van technische bijstand, bedoeld in artikel 57, of begeleider, bedoeld in artikel 70, te zijn, gedurende de kiesverrichtingen het lokaal van een der stemafdelingen betreedt, wordt op bevel van de voorzitter of van zijn gemachtigde uit het lokaal verwijderd; indien hij weerstand biedt of opnieuw binnentreedt, wordt hij gestraft met geldboete van 250 tot 2.500 euro.

§ 3. Zij die in het stemlokaal de stemming proberen te beïnvloeden of op enigerlei wijze aanzetten tot wanorde, worden door de voorzitter of zijn gemachtigde tot de orde geroepen; indien zij daarmee voortgaan, kan de voorzitter of zijn gemachtigde hen doen verwijderen, met dien verstande dat hij hen opnieuw moet binnenlaten om te stemmen.

Van het bevel tot verwijdering wordt in het proces-verbaal melding gemaakt en de schuldigen worden gestraft met een geldboete van 250 tot 2.500 euro.

Afdeling 2 — De volmacht

Art. 59. § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam te stemmen:

1° de kiezer die wegens ziekte of handicap niet in staat is om zich naar het stembureau te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid wordt geattesteerd op het volmachtformulier bedoeld in paragraaf 3. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven;

2° de kiezer die om beroeps- of dienstrede:

a) in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers leden van zijn gezin of van zijn gevolg die met hem aldaar verblijven;

b) zich de dag van de stemming in het Rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau te melden.

De onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid moet door de militaire of burgerlijke overheid of door de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert, vermeld worden op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier;

3° de kiezer die een activiteit als zelfstandige uitoefent en zich wegens die activiteit niet in het stembureau kan melden. De burgemeester van de verblijfplaats of zijn afgevaardigde vermeldt deze onmogelijkheid op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier, op voorwaarde dat de kiezer zijn ondernemingsnummer voorlegt en een verklaring op erewoord indient waarin hij verklaart niet naar het stembureau te kunnen komen.

De Regering bepaalt het model van de verklaring op erewoord. De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de verblijfplaats ten laatste op de dag vóór de dag van de verkiezing.

Hetzelfde geldt voor de gezinsleden van een zelfstandige die het beroep uitoefent van schipper, marktkramer of foorkramer, die met hem samenwonen;

4° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert. Deze toestand wordt door de directie van de inrichting waarin de betrokkene verblijft, op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld;

5° de kiezer die in de onmogelijkheid verkeert zich op het stembureau te melden om reden van deelname aan een activiteit verbonden aan de uitoefening van zijn geloof of overtuigingen, overeenkomstig artikel 9 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Deze onmogelijkheid wordt op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier geattesteerd door de organisatoren van de activiteit waaraan de kiezer in het kader van zijn godsdienst of levensovertuiging deelneemt;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote. Cette impossibilité est attestée par la direction de l'établissement qu'il fréquente sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 ;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote. Cette impossibilité est constatée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par le bourgmestre du domicile ou son délégué, sur présentation des pièces justificatives nécessaires ou, dans le cas où l'électeur se trouve dans l'impossibilité d'établir une telle pièce justificative, sur la base d'une déclaration sur l'honneur introduite par l'électeur. La demande est introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui de l'élection.

§ 2. Peut être désigné comme mandataire tout autre électeur.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement à l'administration communale ou téléchargeable sur le site web régional relatif à l'organisation des élections.

La procuration mentionne l'élection pour laquelle elle est valable ; les nom, prénoms, le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et l'adresse du mandant et du mandataire.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire. Il est également signé par la personne attestant de l'impossibilité de se présenter au bureau de vote et comporte le cachet de l'institution, autorité ou société que cette personne représente.

§ 4. Le mandataire doit en premier lieu voter pour son propre compte dans le bureau de vote qui lui a été assigné.

Pour être reçu à voter pour le mandant dans le bureau de vote assigné au mandant, le mandataire remet au président de ce bureau de vote le formulaire de procuration complété visé au paragraphe 3 et lui présente sa carte d'identité et sa propre convocation sur laquelle doit déjà figurer le nom de la commune et la date de l'élection conformément à l'article 61, alinéa 2. Le président du bureau de vote appose un cachet « a voté par procuration » sur la convocation du mandataire.

En cas de pointage centralisé des électeurs, le mandataire peut voter dans le bureau qui lui a été assigné ou dans le bureau assigné au mandant, à la fois pour lui-même et pour le mandant.

§ 5. Les formulaires de procuration sont transmis au collège juridictionnel dans le délai visé à l'article 103.

§ 6. Si l'électeur vote pour lui-même et par procuration dans le même bureau, il réitère tout le processus de vote après avoir déposé son propre bulletin dans l'urne.

Section 3 — Les principes relatifs au déroulement du scrutin

Art. 60. L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité d'électeur sont reconnues par le bureau.

Les présidents, secrétaires, assesseurs et assesseurs suppléants votent dans la section où ils remplissent leur mandat.

Nul n'est obligé de révéler le secret de son vote, même dans une instruction ou contestation judiciaire, ou dans une enquête parlementaire.

Art. 61. La liste de pointage constitue le relevé des électeurs de la section appelés à voter dans un bureau de vote. Elle permet de valider la présence d'un électeur au bureau de vote le jour du scrutin. À mesure que les électeurs se présentent, munis de leur lettre de convocation et de leur document d'identité, le secrétaire ou un des assesseurs pointe leur nom sur une première liste de pointage après vérification de la concordance des énonciations de la liste avec les mentions de la lettre de convocation et de leur document d'identité.

À l'issue du processus de vote, le président, ou un assesseur qu'il désigne, agit de même sur une deuxième liste des électeurs de la section. Il estampe ensuite la convocation de l'électeur à l'aide d'un cachet mentionnant le nom de la commune et la date de l'élection.

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden. Deze onmogelijkheid moet door de directie van de onderwijsinstelling waaraan de student studeert, op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld worden;

7° de kiezer die, om andere dan de voormelde redenen, op de dag van de stemming van zijn verblijfplaats afwezig is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt om zich in het stembureau te melden. De burgemeester van de verblijfplaats of zijn afgevaardigde vermeldt deze onmogelijkheid op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier, op voorwaarde dat de kiezer de nodige bewijsstukken voorlegt of op basis van een verklaring op erewoord als de kiezer een dergelijk bewijsstuk niet kan voorleggen. De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de verblijfplaats ten laatste op de dag vóór de dag van de verkiezing.

§ 2. Als volmachtkrijger kan elke andere kiezer aangewezen worden. Iedere volmachtkrijger mag slechts één volmacht hebben.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op het gemeentebestuur of kan gedownload worden van de gewestelijke verkiezingswebsite.

De volmacht vermeldt de verkiezing waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, het identificatienummer zoals bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en het adres van de volmachtgever en van de volmachtkrijger.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachtkrijger ondertekend. Het wordt tevens ondertekend door de persoon die de onmogelijkheid om naar het stembureau te komen, attesteert en bevat de stempel van de instelling, overheid of onderneming die deze persoon vertegenwoordigt.

§ 4. De volmachtkrijger moet eerst namens zichzelf stemmen in het hem daartoe aangewezen stembureau.

Om voor de volmachtgever te mogen stemmen in het bureau dat aan de volmachtgever is toegewezen, overhandigt de volmachtkrijger aan de voorzitter van dit stembureau het ingevulde volmachtformulier bedoeld in paragraaf 3 en toont hij hem zijn identiteitskaart en zijn eigen oproepingsbrief waarop de naam van de gemeente en de datum van de verkiezing moet voorkomen overeenkomstig artikel 61, tweede lid. De voorzitter van het stembureau vermeldt op de oproepingsbrief van de gemachtigde "heeft bij volmacht gestemd".

In geval van een gecentraliseerde aanstipping van de kiezers kan de volmachtkrijger stemmen in het stembureau dat hem is toegewezen zowel voor zichzelf als voor de volmachtgever.

§ 5. De volmachtformulieren worden aan het rechtscollege gezonden binnen de termijn voorzien in artikel 103.

§ 6. Indien de kiezer voor zichzelf en bij volmacht stemt in hetzelfde bureau, herhaalt hij het stemproces nadat hij zijn eigen stembiljet in de stembus heeft gestopt.

Afdeling 3 — De principes betreffende het verloop van de stemming

Art. 60. De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identiteit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

De voorzitters, de secretarissen, de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters stemmen in de afdeling waar zij hun opdracht vervullen.

Niemand is verplicht het geheim van zijn stem bekend te maken, zelfs bij een gerechtelijk onderzoek of geschil of bij een parlementair onderzoek.

Art. 61. De aanstiplijst is het overzicht van de kiezers van de afdeling die zijn opgeroepen om in een stembureau te gaan stemmen. Aan de hand van de aanstiplijst kan de aanwezigheid van een kiezer in het stembureau op de dag van de stemming worden bevestigd. Naarmate de kiezers zich aanmelden, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitsdocument, brengt de secretaris of een van de bijzitters hun naam aan op een eerste aanstiplijst na zich te hebben vergewist dat de gegevens op de lijst overeenstemmen met de gegevens op de oproepingsbrief en op het identiteitsdocument.

Aan het einde van het stemproces, doet de voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter hetzelfde op een tweede lijst van de kiezers van de stemafdeling. Vervolgens stempelt hij de uitnodiging van de kiezer af met een stempel waarop de naam van de gemeente en de datum van de verkiezing worden vermeld.

Le pointage peut être effectué de manière électronique. Dans cette hypothèse il n'y a qu'une liste de pointage des électeurs. La liste de pointage centralisée contient le nom, le prénom, le numéro de registre national et le numéro d'inscription sur la liste électorale de chaque électeur.

La concordance de l'apparence du visage de la personne avec la photo de la carte d'identité ou, le cas échéant, du document ayant permis l'identification de l'électeur est également vérifiée.

À défaut d'inscription sur la liste remise au président, nul n'est admis à prendre part au scrutin s'il ne produit soit une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un extrait d'un arrêt de la Cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur. Le relevé des électeurs qui, par application de l'alinéa précédent, ont été admis à voter, bien que n'appartenant pas à la section de vote, est ajouté au bas des listes de pointage des électeurs de cette section au fur et à mesure de leur admission au vote et de la validation de leur devoir électoral, comme mentionné à l'alinéa 1^{er}.

Malgré l'inscription sur la liste, le bureau ne peut admettre au vote ceux dont le collège des bourgmestre et échevins ou la Cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt dont un extrait est produit ; ceux qui tombent sous l'application d'une des dispositions des articles 6 et 7 du Code électoral et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance ; ceux à l'égard desquels il serait justifié soit par documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou dans une autre commune.

Art. 62. Si l'électeur veut se prononcer en faveur d'une des listes présentées et s'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de cette liste, il marque son vote dans la case placée en tête de celle-ci.

S'il veut modifier cet ordre, il marque un ou plusieurs votes nominatifs dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats d'une même liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

L'électeur peut émettre autant de suffrages qu'il y a de sièges à conférer.

Si l'électeur marque son vote à la fois en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats, le vote en tête de liste sera considéré comme non avvenu et seuls les votes pour les candidats seront pris en compte.

Section 4 — Le déroulement du scrutin en cas d'utilisation du vote électronique

Art. 63. Par dérogation à l'article 26, au plus tard à sept heures trente, même si le bureau n'a pas encore pu être constitué mais que deux assesseurs, le président et le secrétaire sont présents, le président du bureau de vote ou le secrétaire démarre la machine du président et les machines à voter.

Toutefois, ce n'est que lorsque le bureau est constitué que le président et les membres du bureau vérifient que le compteur de vote sur l'ordinateur du président est bien à zéro et que l'urne est vide. Ces informations sont mentionnées au procès-verbal du bureau.

En présence des membres du bureau de vote, le président ou le secrétaire scelle l'urne et les machines à voter conformément aux instructions.

Le président et les membres du bureau émettent leur vote, en veillant à utiliser tous les ordinateurs de vote présents dans le bureau. Le président et les membres du bureau vérifient ensuite le contenu de leur bulletin de vote imprimé avec le scanner de visualisation de code à barres visé à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o, qui est présent dans un des isoaloirs. Après avoir effectué cette vérification et pour autant que celle-ci soit positive, le président et les membres du bureau scannent leur bulletin et l'insèrent dans l'urne conformément aux dispositions de l'article 65. Il est fait mention au procès-verbal de la réalisation de cette opération et des observations effectuées.

Art. 64. § 1^{er}. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures à 16 heures. Le Gouvernement peut décider de proroger l'heure d'ouverture des bureaux de vote sans toutefois dépasser la limite de 18 heures.

De aanstipping kan op elektronische wijze gebeuren. In dit geval is er maar één aanstiplijst van de kiezers. De centrale aanstiplijst bevat per kiezer de naam, de voornaam, het rijksregisternummer en het nummer op de kiezerslijst.

Er wordt eveneens nagegaan of het aangezicht van de persoon overeenstemt met de foto op de identiteitskaart of, indien van toepassing, het document dat de identificatie van de kiezer mogelijk maakte.

Hij die niet ingeschreven is op de aan de voorzitter bezorgde lijst wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overhandiging, hetzij van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van een uittreksel uit een arrest van het Hof van Beroep waarbij zijn inschrijving wordt bevolen, hetzij van een getuigschrift van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene de hoedanigheid van kiezer bezit. De lijst van kiezers die op grond van het vorige lid tot de stemming werden toegelaten, hoewel niet behorende tot de stemafdeling, wordt onderaan de aanstiplijsten van de kiezers van deze stemafdeling toegevoegd wanneer zij tot de stemming worden toegelaten en bij de validering van hun kiesplicht, zoals vermeld in het eerste lid.

Ondanks de inschrijving op de lijst mag het stembureau niet tot de stemming toelaten degenen van wie het college van burgemeester en schepenen of het Hof van Beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een beslissing of een arrest waaruit een uittreksel is overgelegd; degenen die onder toepassing vallen van een der bepalingen van de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek en wier onbekwaamheid blijkt uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft; degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

Art. 62. Wil de kiezer zijn stem geven aan een van de voorgedragen lijsten en kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op die lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem uit in het stemvak bovenaan op die lijst.

Wil hij deze orde wijzigen, dan brengt hij een of meer naamstemmen uit in het stemvak naast de naam van de kandidaat of kandidaten van die lijst aan wie hij de voorkeur wenst te geven.

De kiezer mag zoveel stemmen uitbrengen als er zetels toe te kennen zijn.

Als de kiezer zijn stem zowel bovenaan de lijst als naast de naam van een of meer kandidaten aanbrengt, wordt de stem bovenaan de lijst beschouwd als zijnde van gener waarde en worden alleen de stemmen voor de kandidaten in aanmerking genomen.

Afdeling 4 — De stemprocedure bij elektronische stemming

Art. 63. In afwijking van artikel 26, uiterlijk om half acht, zelfs als het stembureau nog niet is samengesteld, maar twee bijzitters de voorzitter en de secretaris aanwezig zijn, start de voorzitter van het stembureau of de secretaris de computer van de voorzitter en de stemcomputers op.

Het is echter pas wanneer het bureau is samengesteld dat de voorzitter en de leden van het samengestelde bureau nagaan of de stemteller op de voorzitterscomputer op nul staan en of de stembus leeg is. Deze gegevens worden vermeld in het proces-verbaal van het bureau.

In aanwezigheid van de leden van het stembureau verzegelt de voorzitter of de secretaris de stembus en de stemcomputers overeenkomstig de onderrichtingen.

De voorzitter en de leden van het bureau brengen hun stem uit en zorgen ervoor dat alle in het bureau aanwezige stemcomputers worden gebruikt. De voorzitter en de leden van het bureau controleren vervolgens de inhoud van hun geprint stembiljet met de scanner ter visualisatie van de barcode bedoeld in artikel 55, eerste lid, 2^o, die aanwezig is in één van de stemhokjes. Na deze controle te hebben uitgevoerd en op voorwaarde dat deze positief is, scannen de voorzitter en de leden van het bureau hun stembiljet en steken het in de stembus overeenkomstig de bepalingen van artikel 65. In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van de voltooiing van deze operatie en de gemaakte opmerkingen.

Art. 64. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van acht tot zestien uur. De Regering kan beslissen de openingsuren van het stembureau te verlengen zonder evenwel de grens van 18 uur te overschrijden.

Les électeurs qui se trouvent dans la file d'attente devant le bureau de vote avant l'heure de fermeture de celui-ci sont encore admis au vote.

L'électeur reçoit de la part du président du bureau de vote ou d'un assesseur désigné par lui une carte à puce préalablement initialisée et qui permet de voter une seule fois pour l'électeur pour laquelle l'électeur est convoqué.

§ 2. Pour émettre son vote, l'électeur insère d'abord la carte à puce dans le lecteur de la machine à voter.

Conformément aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'électeur a ensuite le choix de la langue d'accompagnement ; il doit confirmer ce choix. Après confirmation, celui-ci est définitif pour l'ensemble des opérations de vote.

§ 3. Pour toutes les listes de candidats, le numéro d'ordre, le nom de la liste ou le sigle, apparaissent à l'écran.

L'électeur sélectionne sur l'écran tactile la liste de son choix ou la case « vote blanc » s'il décide de n'apporter son vote à aucune des listes présentées.

Lorsque l'électeur a sélectionné une liste, l'écran affiche le numéro d'ordre, le nom de la liste ou le sigle de celle-ci ainsi que les noms et prénoms des candidats tels que validés en vertu de l'article 49, § 3.

L'électeur émet son vote via l'écran tactile :

1° en pointant la case placée en tête de liste ;

2° en pointant la case contenant le nom d'un candidat ;

3° en combinant :

– plusieurs candidats dans la même liste ;

– la case placée en tête de liste et un ou plusieurs candidats de cette même liste.

L'électeur doit confirmer son choix à l'écran pour pouvoir passer à l'écran suivant.

§ 4. Après avoir émis son vote conformément au paragraphe 3, l'électeur est prié de le confirmer. Tant que le vote n'est pas confirmé, l'électeur peut recommencer l'opération de vote.

Art. 65. § 1^{er}. Lorsque l'électeur a confirmé son vote, la machine à voter imprime un bulletin de vote sur lequel le vote émis est repris à la fois sous la forme d'un texte dactylographié et sous la forme d'un code à barres bidimensionnel. L'électeur prend le bulletin de vote et la carte à puce. L'électeur peut visuellement vérifier son vote avant de plier le bulletin en deux parties, face imprimée vers l'intérieur, afin de préserver le secret du vote. Ni la machine à voter, ni la carte à puce ne conservent les données concernant le vote. Avant de se diriger vers l'urne, l'électeur a la possibilité de visualiser les données contenues dans le code à barres selon la procédure décrite à l'article 66.

L'électeur sort ensuite de l'isoloir et se dirige vers l'urne avec en main son bulletin de vote toujours plié en deux comme mentionné au paragraphe 1^{er}.

L'électeur se présente devant l'urne, remet la carte à puce au président du bureau de vote ou à un assesseur que le président a désigné à cet effet, scanne le code à barres du bulletin de vote et insère ensuite celui-ci dans l'urne.

Si une autre personne est en train de scanner son bulletin de vote sur l'urne électronique, l'électeur doit patienter dans la zone d'attente visée à l'article 55, alinéa 3.

§ 2. Le président du bureau de vote reprend le bulletin d'un électeur dans les cas suivants :

1° lorsque le code à barres ne peut être lu par l'urne électronique ou lorsque le code à barres ne peut être lu par le scanner de visualisation mentionné à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2° ;

2° lorsque le bulletin de vote est endommagé ;

3° si l'électeur montre son bulletin de vote dans le but de faire connaître le vote qu'il a émis ;

4° à la demande explicite de l'électeur.

§ 3. Dans tous les cas visés au paragraphe 2, le président inscrit immédiatement sur le bulletin repris « Bulletin repris » et l'électeur reçoit une nouvelle carte à puce avec laquelle il peut à nouveau voter conformément à l'article 64, § 2. Le bulletin repris est placé dans l'enveloppe des bulletins repris. Le fait est mentionné au procès-verbal du bureau de vote.

Kiezers die vóór sluitingstijd in de wachtrij voor het stembureau staan, worden nog tot de stemming toegelaten.

De kiezer ontvangt van de voorzitter van het stembureau of van een door hem aangewezen bijzitter een chipkaart die de voorzitter of de bijzitter vooraf geïnitieerd heeft en die toelaat één stem uit te brengen voor de verkiezing waarvoor hij werd opgeroepen.

§ 2. Om zijn stem uit te brengen, steekt de kiezer eerst de chipkaart in de kaartlezer van de stemcomputer.

Overeenkomstig de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1996, kiest de kiezer vervolgens de begeleidende taal; hij moet deze keuze bevestigen. Deze keuze is, na bevestiging ervan, definitief voor alle stemverrichtingen.

§ 3. Het volgnummer en de naam of het letterwoord van alle kandidatenlijsten verschijnen op het scherm.

De kiezer selecteert op het aanraakscherm de lijst van zijn keuze of het vak "blanco stem" indien hij beslist geen stem uit te brengen voor een van de voorgedragen lijsten.

Nadat de kiezer een lijst heeft aangeduid, verschijnen voor die lijst op het beeldscherm het volgnummer, de lijstnaam of het letterwoord alsook de namen en voornamen van de kandidaten zoals gevalideerd overeenkomstig artikel 49, § 3.

De kiezer brengt zijn stem uit door het aanraakscherm aan te raken:

1° op het stemvak bovenaan de lijst;

2° op het stemvak met de naam van een kandidaat;

3° met een combinatie van:

– meerdere kandidaten van dezelfde lijst;

– het stemvak bovenaan de lijst en een kandidaat binnen dezelfde lijst.

De kiezer moet om naar een volgende scherm te gaan zijn keuze op het scherm bevestigen.

§ 4. Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht overeenkomstig paragraaf 3, wordt hij verzocht die te bevestigen. Zolang de stem niet is bevestigd, kan de kiezer de stemverrichting herbeginnen.

Art. 65. § 1. Wanneer de kiezer zijn stem heeft bevestigd, drukt de stemcomputer een papieren stembiljet af waarop de uitgebrachte stem in getypte tekstuele vorm en in een tweedimensionale barcode is afgedrukt. De kiezer neemt het stembiljet en de chipkaart. De kiezer kan zijn stem op het stembiljet visueel controleren en vouwt daarna het biljet in twee delen met de bedrukte zijde naar binnen om het stemgeheim te bewaren. Noch op de stemcomputer, noch op de chipkaart, worden gegevens over de stem bewaard. Voor zich naar de stembus te begeven heeft de kiezer de mogelijkheid de inhoud van de barcode te visualiseren volgens de procedure vermeld in artikel 66.

De kiezer verlaat vervolgens het stemhokje en begeeft zich naar de stembus met zijn in twee geplooid stembiljet in de hand, zoals bedoeld in paragraaf 1.

De kiezer plaatst zich voor de stembus, overhandigt de chipkaart aan de voorzitter van het stembureau of aan de door hem hiervoor aangewezen bijzitter, scant de barcode van het stembiljet en steekt het vervolgens in de stembus.

Indien een andere persoon zijn stembiljet aan het scannen is aan de elektronische stembus, moet de kiezer wachten in de daartoe bestemde wachtzone zoals voorzien in artikel 55, derde lid.

§ 2. De voorzitter van het stembureau neemt het stembiljet van een kiezer in de volgende gevallen terug:

1° als de barcode niet gelezen kan worden door de elektronische stembus of als de barcode niet gelezen kan worden door de visualisatiescanner, genoemd in artikel 55, eerste lid, 2°;

2° als het stembiljet is beschadigd;

3° wanneer de kiezer zijn stembiljet toont met de bedoeling zijn uitgebrachte stem bekend te maken;

4° op uitdrukkelijk verzoek van de kiezer.

§ 3. In de gevallen voorzien in paragraaf 2 schrijft de voorzitter onmiddellijk "teruggenomen stembiljet" op het teruggenomen stembiljet en krijgt de kiezer een andere chipkaart waarmee hij opnieuw zijn stem kan uitbrengen overeenkomstig artikel 64, § 2. Het teruggenomen stembiljet wordt in een enveloppe met de teruggenomen stembiljetten gestoken. Dit wordt vermeld in het proces-verbaal van het stembureau.

§ 4. Le président du bureau refuse à l'électeur le droit d'émettre un autre vote dans les cas suivants :

1° lorsque le bulletin de vote est endommagé une seconde fois de manière volontaire par l'électeur ;

2° si l'électeur montre son bulletin de vote une seconde fois dans le but de faire connaître le vote qu'il a émis.

Dans une telle hypothèse le bulletin de vote est récupéré par le président qui inscrit immédiatement sur celui-ci « Vote interdit » et le place dans l'enveloppe des votes interdits qui contient donc les votes des électeurs qui, bien que présents au scrutin, n'ont pas émis un vote valable.

Le fait est mentionné au procès-verbal du bureau de vote.

Art. 66. Après que l'électeur a exprimé son vote et que la machine à voter a imprimé le bulletin de vote, l'électeur a la possibilité de visualiser son vote en scannant le code à barres à l'aide du scanner comme visé l'article 55, alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 67. L'urne électronique scanne le bulletin de vote imprimé et enregistre ainsi le vote de l'électeur sous forme électronique.

Le bulletin de vote imprimé sert uniquement à des fins de contrôle.

Section 5 — Le déroulement du scrutin en cas d'utilisation du vote papier

Art. 68. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures à 13 heures. Le Gouvernement peut, par arrêté, prolonger les heures d'ouverture des bureaux de vote.

Les électeurs qui se trouvent dans la file d'attente devant le bureau de vote avant l'heure de fermeture de celui-ci sont encore admis au vote.

Art. 69. § 1^{er}. L'électeur reçoit un bulletin des mains du président.

Ce bulletin, après avoir été plié en quatre à angle droit de manière telle que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur, est déposé déplié, devant le président qui le referme dans les plis déjà formés ; il est estampillé au verso d'un timbre portant le nom de la commune où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau détermine au moins cinq places où le timbre pourra être apposé, puis fixe cette place au moyen d'un tirage au sort. Ce tirage au sort, à la demande d'un des membres du bureau ou d'un témoin, sera renouvelé une ou plusieurs fois au cours des opérations. Si le bureau juge ne pas pouvoir accueillir immédiatement une proposition faite dans ce sens, le membre du bureau ou le témoin peut exiger que les motifs du refus soient actés au procès-verbal.

§ 2. L'électeur se rend directement dans l'un des isolements ; il y formule son vote, montre au président le bulletin replié régulièrement en quatre avec le timbre à l'extérieur, et le dépose dans l'urne, après que le président ou un assesseur délégué par lui a estampillé la lettre de convocation du timbre visé à l'alinéa 2. Il est interdit à l'électeur de déplier son bulletin en sortant de l'isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. S'il le fait, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt placé dans l'enveloppe des bulletins repris, et oblige l'électeur à recommencer son vote.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Si l'électeur détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt repris et placés dans l'enveloppe des bulletins repris.

À la demande de l'électeur, le président peut également reprendre le bulletin de vote et lui en remettre un nouveau.

§ 3. Le président inscrit sur les bulletins repris, en application du paragraphe 2, la mention « Bulletin repris » et y ajoute son paraphe. Le bulletin repris est placé dans l'enveloppe des bulletins repris. Le fait est mentionné au procès-verbal du bureau de vote.

§ 4. Le président du bureau interdit à l'électeur le droit d'émettre un autre vote dans les cas suivants :

1° lorsque le bulletin de vote est endommagé une seconde fois de manière volontaire par l'électeur ;

2° si l'électeur montre son bulletin de vote une seconde fois dans le but de faire connaître le vote qu'il a émis.

§ 4. De voorzitter van het stembureau weigert de kiezer het recht om een nieuwe stem uit te brengen in de volgende gevallen:

1° indien het stembiljet een tweede maal opzettelijk door de kiezer wordt beschadigd;

2° indien de kiezer het stembiljet een tweede maal toont om kenbaar te maken welke stem hij heeft uitgebracht.

In dergelijk geval wordt het stembiljet teruggenomen door de voorzitter die er onmiddellijk op schrijft "Verboden stem" en het in de enveloppe met verboden stemmen stopt, die dus de stemmen bevat van de kiezer die, hoewel aanwezig bij de stemming, geen geldige stem heeft uitgebracht.

Dit wordt vermeld in het proces-verbaal van het stembureau.

Art. 66. Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht en het stembiljet is afgedrukt door de stemcomputer, heeft hij de mogelijkheid op de stemcomputer met de scanner zijn uitgebrachte stem te visualiseren door de barcode te scannen zoals voorzien in artikel 55, eerste lid, 2°.

Art. 67. De elektronische stembus scant het afgedrukte stembiljet en registreert de stem van de kiezer in elektronische vorm.

Het afgedrukte stembiljet zelf is louter bestemd voor controledoel-einden.

Afdeling 5 — De stemprocedure bij stemmen op papier

Art. 68. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. De Regering kan bij besluit de openingsuren van de stemlokalen verlengen.

Kiezers die vóór sluitingstijd in de wachtrij voor het stembureau staan, worden nog tot de stemming toegelaten.

Art. 69. § 1. De kiezer ontvangt een stembiljet uit de handen van de voorzitter.

Dit biljet, na rechthoekig in vier te zijn dicht gevouwen zodanig dat de stemvakken bovenaan op de lijst zich aan de binnenzijde bevinden, wordt open voor de voorzitter gelegd die het in dezelfde vouwen weer toevouwt; het wordt aan de keerzijde gemerkt met een stempel dragende de naam van de gemeente waar de stemming plaats heeft en de datum van de verkiezing. Het bureau wijst ten minste vijf plaatsen aan waar de stempel mag worden aangebracht; daarna wordt de plaats door het lot bepaald. Deze loting wordt, op verzoek van een der leden van het stembureau of van een getuige, eens of meermaals herhaald gedurende de verrichtingen. Oordeelt het stembureau een dergelijk voorstel niet dadelijk te kunnen aannemen, dan kan het lid van het stembureau of de getuige eisen dat de redenen van de weigering in het proces-verbaal worden opgenomen.

§ 2. De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar een van de stemhokjes; hij brengt er zijn stem uit, toont aan de voorzitter het behoorlijk opnieuw in vier gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus, nadat de voorzitter of een door hem aangesteld bijzitter de oproepingsbrief heeft gemerkt met de in het tweede lid bedoelde stempel. Het is de kiezer verboden zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open te vouwen dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doet hij dit toch, dan neemt de voorzitter het opengevouwde biljet terug, dat onmiddellijk in de enveloppe met de teruggenomen stembiljetten wordt gestopt, en verplicht hij de kiezer opnieuw te stemmen.

Het stemmerk, zelfs op onvolmaakte wijze aangebracht, is geldig, tenzij het voornemen om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk blijkt.

De kiezer die het hem overhandigde stembiljet beschadigt, kan aan de voorzitter een ander vragen, tegen teruggave van het eerste, dat onmiddellijk onbruikbaar gemaakt wordt.

Op verzoek van de kiezer kan de voorzitter ook het stembiljet terugnemen en hem een nieuw exemplaar geven.

§ 3. De voorzitter schrijft op de stembiljetten die met toepassing van paragraaf 2 zijn teruggenomen, de vermelding: "Teruggenomen stembiljet" en parafeert ze. Het teruggenomen stembiljet wordt in de enveloppe met de teruggenomen stembiljetten gestopt. Dit wordt vermeld in het proces-verbaal van het stembureau.

§ 4. De voorzitter van het stembureau verbiedt de kiezer om een nieuwe stem uit te brengen in de volgende gevallen:

1° indien het stembiljet een tweede maal opzettelijk door de kiezer wordt beschadigd;

2° indien de kiezer het stembiljet een tweede maal toont om kenbaar te maken welke stem hij heeft uitgebracht.

Dans une telle hypothèse le bulletin de vote est récupéré par le président qui inscrit immédiatement sur celui-ci « Vote interdit » et le place dans l'enveloppe des votes interdits qui contient donc les votes des électeurs qui, bien que présents au scrutin, n'ont pas voté.

Le fait est mentionné au procès-verbal du bureau de vote.

Section 6 — Les électeurs éprouvant des difficultés à émettre leur vote

Art. 70. L'électeur qui, par suite d'un handicap, se trouve dans l'impossibilité de se rendre seul dans l'isoloir ou d'exprimer lui-même son vote, peut, avec l'autorisation du président, se faire accompagner de la personne de son choix. Le nom de l'un et de l'autre sont mentionnés au procès-verbal.

Si un assesseur ou un témoin conteste la réalité ou l'importance du handicap invoqué, le bureau statue et sa décision motivée est inscrite au procès-verbal.

Art. 71. En cas d'utilisation du vote électronique, tout électeur qui éprouve des difficultés à émettre son vote peut se faire assister par le président ou par un membre du bureau de vote désigné par lui, à l'exclusion des témoins.

Si le président ou un membre du bureau de vote conteste la réalité de ces difficultés, le bureau de vote se prononce et sa décision motivée est reprise dans le procès-verbal.

Section 7 — Les principes relatifs à la clôture du scrutin

Art. 72. Une des deux listes servant au pointage des électeurs et visées à l'article 61, alinéas 1 et 2, est utilisée pour faire le relevé spécifique des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et est transmise après la validation de l'élection par le collège juridictionnel au juge de paix du canton à laquelle la commune appartient.

En cas de pointage électronique des électeurs tel que prévu à l'article 14, alinéa 3, l'établissement de la liste des électeurs absents lors du scrutin est effectué au niveau du bureau principal qui extrait les noms, prénoms, adresse et numéros de registre national des électeurs qui n'ont pas pris part à l'élection dans un fichier séparé au moyen du logiciel fourni à cet effet par le Gouvernement.

Le relevé des électeurs qui, par application de l'article 61, alinéa 5, ont été admis à voter, bien que non inscrits sur les listes électorales de la section, figure au bas des listes de pointage des électeurs.

Les listes électorales ayant servi aux pointages, dûment signées par les membres du bureau, sont placées dans une enveloppe cachetée distincte.

Les pièces qui peuvent avoir été transmises par les absents aux fins de justification sont jointes aux listes de pointages.

Il est également établi un relevé des personnes désignées comme membre du bureau qui ne se sont pas présentées ou qui se sont présentées avec retard. Ce relevé, signé par tous les membres du bureau, est envoyé dans les trois jours au juge de paix du canton. Le président consigne sur ce relevé les observations présentées et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justifications.

Section 8 — La clôture du scrutin en cas d'utilisation du vote électronique

Art. 73. Après l'élection, le président du bureau de vote établit le procès-verbal, éteint les ordinateurs de vote, imprime le rapport des chiffres-clé contenant les éléments de sécurité et ferme l'application.

Le procès-verbal indique le nombre de bulletins enregistrés par le système de vote, le nombre d'électeurs ayant pris part au vote, le nombre des bulletins repris en application de l'article 65, § 2, et le nombre de votes interdits en vertu de l'article 65, § 4.

Sont en outre mentionnés au procès-verbal, le cas échéant, les difficultés et incidents qui se sont produits durant les opérations électorales.

Art. 74. Les données relatives au vote sont toujours stockées pour chaque bureau de vote sur deux supports-mémoire originels, cryptés et infalsifiables, reliés à l'ordinateur. Les données ne sont stockées sur aucun autre support que sur ces deux supports.

Les deux supports-mémoire et le rapport des chiffres-clé contenant les éléments de sécurité sont glissés ensemble dans une enveloppe mentionnant le contenu, la date de l'élection, l'identification du bureau de vote et le bureau principal. L'enveloppe est scellée et signée à

En dergelijk geval wordt het stembiljet teruggenomen door de voorzitter die er onmiddellijk op schrijft "Verboden stem" en het in de envelop met verboden stemmen stopt, die dus de stemmen bevat van de kiezer die, hoewel aanwezig bij de stemming, geen stem heeft uitgebracht.

Dit wordt vermeld in het proces-verbaal van het stembureau.

Afdeling 6 — Kiezers met moeilijkheden hun stem uit te brengen

Art. 70. Een kiezer die wegens een handicap niet in staat is om zich alleen naar het stembokje te begeven of om zelf zijn stem uit te brengen, mag zich met toestemming van de voorzitter door een persoon van zijn keuze laten bijstaan. Beider naam wordt in het proces-verbaal vermeld.

Betwist een bijzitter of een getuige de echtheid of de ernst van de aangevoerde handicap, dan beslist het stembureau en zijn met redenen omklede beslissing wordt in het proces-verbaal opgenomen.

Art. 71. Bij gebruik van elektronisch stemmen, kan de kiezer die moeilijkheden ondervindt bij het uitbrengen van zijn stem, zich laten bijstaan door de voorzitter of door een door de voorzitter aangewezen lid van het stembureau, met uitsluiting van de getuigen.

Als de voorzitter of een lid van het stembureau de werkelijkheid van die moeilijkheden betwist, doet het stembureau daarover uitspraak en wordt zijn gemotiveerde beslissing opgenomen in het proces-verbaal.

Afdeling 7 — Principes betreffende de sluiting van de stemming

Art. 72. Een van de twee aanstiplijsten voorzien in artikel 61, eerste en tweede lid, wordt gebruikt om de staat van de kiezers die niet hebben deelgenomen aan de stemming op te maken en na de geldigverklaring van de verkiezing door het rechtscollege aan de vrederechter bezorgd onder dewelke de gemeente valt.

In het geval van elektronische aanstipping van de kiezers zoals voorzien in artikel 14, derde lid, wordt de opstelling van de lijst van afwezige kiezers tijdens de stemming uitgevoerd op het niveau van het hoofdbureau dat de namen, voornamen, adressen en rijksregisternummers van de kiezers die niet aan de verkiezing hebben deelgenomen uitlicht in een afzonderlijk bestand met gebruikmaking van de daartoe door de Regering ter beschikking gestelde software.

De lijst van de kiezers die met toepassing van artikel 61, vijfde lid, tot de stemming worden toegelaten, ofschoon zij op de kiezerslijsten van de stemafdeling niet waren ingeschreven, bevindt zich onderaan de aanstiplijst.

De kiezerslijsten die gediend hebben voor het aanstippen van de namen, worden, na behoorlijk ondertekend te zijn door de leden van het stembureau, in een te verzegelen enveloppe gestoken.

De stukken die eventueel ter rechtvaardiging door de afwezigen zijn bezorgd, worden bij de aanstiplijsten gevoegd.

Er wordt tevens een lijst opgemaakt van de personen die aangewezen werden als lid van het bureau, maar niet of te laat zijn komen opdagen. Deze lijst, die door alle bureauleden ondertekend wordt, wordt binnen de drie dagen naar de vrederechter van het kanton gestuurd. De voorzitter vermeldt op deze lijst de geformuleerde opmerkingen en voegt er de stukken bij die hij eventueel van de afwezigen heeft ontvangen om hun afwezigheid te staven.

Afdeling 8 — Sluiting van de stemming bij elektronische stemming

Art. 73. De voorzitter van het stembureau maakt na afloop van de stemming het proces-verbaal op, schakelt de stemcomputers uit, print het kerncijfer rapport met veiligheidselementen af en sluit de toepassing af.

Het proces-verbaal bevat het aantal door het stembureau geregistreerde stembiljetten, het aantal kiezers dat aan de stemming heeft deelgenomen, het aantal stembiljetten dat in toepassing van artikel 65, § 2, is teruggenomen en de verboden stemmen krachtens artikel 65, § 4.

Daarnaast worden in voorkomend geval ook de moeilijkheden en incidenten vermeld die zich tijdens de stemverrichtingen hebben voorgedaan.

Art. 74. De stemgegevens van het stembureau zijn altijd op twee originele, met de computer verbonden gegevensdragers, opgeslagen in een versleutelde en onvernietbare vorm. De gegevens worden op geen enkel ander medium opgeslagen dan op die twee gegevensdragers.

De twee gegevensdragers en het kerncijfer rapport dat de veiligheidselementen bevat worden samen in een enveloppe gestoken met als opschrift, de inhoud, de datum van de verkiezing en de identificatie van het stembureau en het hoofdbureau. Die enveloppe wordt

l'arrière par le président et les membres du bureau de vote. Si les témoins le demandent, ils peuvent également apposer leur signature.

Les données relatives au vote d'un bureau de vote donné ne peuvent être divulguées.

Section 9 — La clôture du scrutin en cas d'utilisation du vote papier

Art. 75. Le bureau arrête et inscrit au procès-verbal le nombre des électeurs qui ont pris part au vote, le nombre des bulletins repris en application des articles 65, § 2, le nombre de vote interdits en vertu de l'article 65, § 4, et le nombre des bulletins non employés. Le cas échéant, il fait également mention des difficultés et incidents qui se sont produits lors des opérations de vote.

Les bulletins repris, les votes interdits et les bulletins non employés sont placés sous enveloppes distinctes cachetées.

La suscription extérieure de chaque enveloppe en indique le contenu et porte l'indication de la commune, du jour de l'élection et du numéro du bureau.

Art. 76. Aussitôt que le scrutin est fermé, les urnes contenant les bulletins de vote sont scellées des signatures du président et d'un assesseur. Les témoins sont autorisés à y apposer aussi leur signature. Les scellés recouvrent notamment l'ouverture réservée à l'introduction des bulletins.

Si le dépouillement doit se faire dans un autre local que celui où le vote a eu lieu, les urnes et leurs clefs sont portées par le président accompagné des témoins.

Il est joint à chaque urne une note indiquant le nombre des bulletins qui, d'après le procès-verbal, ont dû y être déposés.

Art. 77. Dans les bureaux qui n'ont pas de dépouillement à faire, le procès-verbal mentionne que le président s'est chargé de la garde de l'urne et, le cas échéant, de son transport au bureau de dépouillement. Le procès-verbal est clôturé après inscription de cette mention.

Ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et les témoins, est mis sous enveloppe cachetée. Cette enveloppe et celles dont il est question à l'article 75 sont réunies en un seul paquet, fermé et cacheté, que le président du bureau fait parvenir dans les vingt-quatre heures au président du bureau principal.

CHAPITRE 3— *Le dépouillement en cas de vote électronique*

Art. 78. § 1^{er}. Les urnes sont descellées immédiatement après la clôture de la machine du président. Les bulletins de vote sont glissés dans une pochette prévue à cet effet qui doit être scellée.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote repris en vertu de l'article 65, § 2, et les votes interdits en vertu de l'article 65, § 4, sont scellées.

§ 2. Le président du bureau de vote remet dans les plus brefs délais, contre récépissé, les pièces suivantes au président du bureau principal :

1° La pochette et les enveloppes mentionnées au paragraphe 1^{er}, le procès-verbal mentionné à l'article 73 ainsi que l'enveloppe contenant les deux supports-mémoire et le rapport des chiffres-clé contenant les éléments de sécurité mentionnée à l'article 74 ;

2° les lettres de désignation des témoins, mentionnés à l'article 39 ;

3° l'enveloppe scellée contenant les listes de pointage des électeurs ;

4° les formulaires de procuration ;

5° le cas échéant, les décisions, extraits d'arrêts de la Cour d'appel visés à l'article 61, alinéa 5 ;

6° les documents permettant le paiement des jetons de présences des membres du bureau de vote.

Art. 79. Immédiatement après réception des supports-mémoire mentionnés à l'article 74, le président du bureau principal charge les données d'un des supports mémoire dans le système de totalisation.

Si le chargement au moyen du premier support-mémoire originel s'avère impossible, le président du bureau principal réitère l'opération de chargement en utilisant le second support.

Si cette opération s'avère également impossible, le président du bureau principal de la commune concernée demande un système de vote électronique visé à l'article 55 et le bureau principal procède à un nouveau scannage de tous les bulletins du bureau de vote pour recomposer les supports-mémoire défectueux.

verzegeld en op de achterkant ondertekend door de voorzitter en de leden van het stembureau. Als de getuigen erom vragen, mogen zij ook hun handtekening plaatsen.

De stemgegevens van een individueel stembureau mogen niet bekend gemaakt worden.

Afdeling 9 — Sluiting van de stemming bij stemmen op papier

Art. 75. Het stembureau stelt vast en vermeldt in het proces-verbaal het aantal kiezers die aan de stemming hebben deelgenomen, het aantal stembiljetten die teruggenomen zijn met toepassing van de artikelen 65, § 2, het aantal verboden stemmen krachtens artikel 65, § 4, en het aantal biljetten die ongebruikt gebleven zijn. In voorkomend geval vermeldt zij ook de moeilijkheden en incidenten die zich tijdens de stemverrichtingen hebben voorgedaan.

De teruggenomen, de verboden stemmen en de niet gebruikte stembiljetten worden in afzonderlijke, te verzegelen enveloppes gesloten.

Op elke enveloppe wordt de inhoud vermeld, evenals de naam van de gemeente, de dag van de verkiezing en het nummer van het stembureau.

Art. 76. De stembussen waarin de stembiljetten zich bevinden worden aanstonds na het sluiten van de stemming verzegeld met de handtekeningen van de voorzitter en een bijzitter. Ook de getuigen mogen er hun handtekening op zetten. De verzegeling bedekt inzonderheid de sleuf van de stembus.

Indien de telling moet geschieden in een ander lokaal dan waar de stemming heeft plaatsgehad, worden de stembussen en de sleutels ervan overgebracht door de voorzitter, vergezeld van de getuigen.

Bij elke stembus wordt een nota gevoegd, met aanduiding van het aantal stembiljetten die volgens het proces-verbaal in die bus moeten liggen.

Art. 77. In de stembureaus die geen telling te doen hebben, wordt het proces-verbaal gesloten, nadat erin is vermeld dat de voorzitter zich belast heeft met het bewaren en in voorkomend geval met het overbrengen van de stembus naar het telbureau.

Dit proces-verbaal, ondertekend door de leden van het stembureau en de getuigen, wordt in een te verzegelen enveloppe gesloten. Deze enveloppe en de enveloppes bedoeld in artikel 75 worden samen in een te verzegelen pak gesloten, dat de voorzitter van het stembureau binnen vierentwintig uren doet toekomen aan de voorzitter van het hoofdbureau.

HOOFDSTUK 3— De telling in geval van elektronische stemming

Art. 78. § 1. De verzegelde stembussen worden onmiddellijk na de afsluiting van de voorzitterscomputer ontzegeld. De stembiljetten worden in de daarvoor bestemde tas gestoken.

De enveloppen met de krachtens artikel 65, § 2, teruggenomen stembiljetten en de krachtens artikel 65, § 4 verboden stemmen worden verzegeld.

§ 2. De voorzitter van het stembureau bezorgt onverwijld, tegen ontvangstbewijs, de volgende stukken aan de voorzitter van het hoofdbureau:

1° de in de eerste paragraaf bedoelde tas en de enveloppen, het in artikel 73 bedoelde proces-verbaal, alsook de in artikel 74 bedoelde twee gegevensdragers en het kerncijferrapport;

2° de aanstellingsbrieven van de getuigen vermeld in artikel 39;

3° een verzegelde enveloppe met de aanstijplijsten;

4° de volmachtformulieren;

5° in voorkomend geval, de beslissingen, uittreksels uit de arresten van het Hof van Beroep bedoeld in artikel 61, vijfde lid;

6° de documenten die de betaling van het presentiegeld van de leden van het stembureau mogelijk maken.

Art. 79. Onmiddellijk na de ontvangst van de gegevensdragers, vermeld in artikel 74, laadt de voorzitter van het hoofdbureau de gegevens van één van die dragers op in het totaliseringssysteem.

Als de oplading door middel van de eerste originele gegevensdrager onmogelijk blijkt, herbegint de voorzitter van het hoofdbureau de opladingsverrichting door middel van de tweede gegevensdrager.

Als die verrichting ook onmogelijk blijkt, eist de voorzitter van het hoofdbureau van de betrokken gemeente een elektronisch stembusysteem zoals voorzien in artikel 55 op en scant het hoofdbureau alle stembiljetten van het stembureau opnieuw in om de gegevens van de defecte gegevensdragers opnieuw samen te stellen.

Les nouveaux supports ainsi créés seront introduits comme mentionnés à l'alinéa 1^{er} dans le système de totalisation.

Préalablement au scannage de tous les bulletins de vote, le président du bureau principal peut écarter les bulletins de vote qu'il estime être de nature à violer le secret du vote.

Le président du bureau principal peut également décider d'écarter les bulletins dont le texte du vote est illisible ou dont la concordance entre le texte et le code à barres n'est plus vérifiable. Le bureau principal en fait mention au procès-verbal.

Art. 80. Le président du bureau principal peut également décider d'opérer un recomptage manuel des chiffres électoraux des votes de listes par coups de sonde. Il procède à un tel recomptage au minimum pour un bureau de vote par commune.

Art. 81. Lorsque les résultats de tous les bureaux de vote sont enregistrés, le président du bureau principal imprime le procès-verbal. Les membres du bureau principal et les témoins signent ce procès-verbal.

En cas de numérisation des rapports du bureau principal, l'établissement des rapports peut avoir lieu sous un format électronique garantissant que l'intégrité et l'authenticité des données sont préservées.

Art. 82. Au plus tard le lendemain des élections, chaque président de bureau principal remet à l'attention du collège d'experts, dans les bureaux du Parlement, les supports-mémoire mentionnés à l'article 74 sous enveloppe scellée. Le collège d'experts les remet au pouvoir organisateur dès la validation des élections.

La liste des membres des bureaux absents et remplacés durant la journée électorale est transmise au juge de paix.

Les autres pièces sont transmises conformément à l'article 103.

CHAPITRE 4 — *Le dépouillement en cas d'utilisation du vote papier*

Section 1^{re} — La constitution des bureaux de dépouillement

Art. 83. Les bureaux de dépouillement se composent d'un président, d'un secrétaire nommé par le président du bureau ainsi que :

1° de trois assesseurs et de trois assesseurs suppléants lorsque le nombre de conseillers à élire est inférieur à vingt-sept ;

2° de quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants lorsque ce nombre est supérieur à vingt-sept.

Les présidents et assesseurs des bureaux de dépouillement sont désignés dans l'ordre déterminé à l'article 21 par le président du bureau principal, qui avise aussitôt les intéressés des désignations ainsi faites. Il utilise pour ce faire le relevé mentionné à l'article 20, § 1^{er}, 1^o.

Les membres des bureaux de dépouillement prêtent le serment prévu à l'article 27, alinéa 1^{er}.

Art. 84. Chaque bureau de dépouillement recueille les bulletins de différents bureaux de vote. Le nombre des électeurs inscrits dans les bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement, ne peut dépasser 2.400.

Art. 85. Cinq jours avant celui fixé pour le scrutin après accomplissement des formalités prévues pour les désignations de témoins, le président du bureau principal procède à un tirage au sort en vue de désigner les bureaux de vote dont les bulletins seront dépouillés par chaque bureau de dépouillement.

Les témoins désignés pour assister aux séances du bureau principal peuvent y être présents.

Art. 86. Les bureaux de dépouillement sont établis dans les locaux désignés par le président du bureau principal. Celui-ci avise immédiatement par lettre recommandée à la poste les présidents des bureaux de dépouillement et leurs assesseurs de l'endroit où ils sont appelés à exercer leurs fonctions et indique le local où il siègera et dans lequel il recevra le double du tableau des résultats conformément à l'article 93, alinéa 5.

De aldus gecreëerde nieuwe gegevensdragers worden, zoals vermeld in het eerste lid, in het totaliseringssysteem opgenomen.

Voorafgaand aan het scannen van alle stembiljetten kan de voorzitter van het hoofdbureau de stembiljetten waarvan hij oordeelt dat ze het stemgeheim schenden, verwijderen.

De voorzitter van het hoofdbureau kan eveneens beslissen om stembiljetten waarvan de tekst van de stem onleesbaar is of waarvan de overeenstemming tussen de tekst en de barcode niet meer te controleren is, te weren. Het hoofdbureau maakt daarvan melding in het proces-verbaal.

Art. 80. De voorzitter van het hoofdbureau kan eveneens beslissen om steekproefsgewijs over te gaan tot een manuele hertelling van de stemcijfers van de lijststemmen. Deze hertelling gebeurt hoe dan ook voor één kiesbureau per gemeente.

Art. 81. Als de resultaten van alle stembureaus zijn geregistreerd, drukt de voorzitter van het hoofdbureau het proces-verbaal af. De leden van het hoofdbureau en de getuigen ondertekenen dit proces-verbaal.

In geval van digitalisering van de verslagen van het hoofdbureau, kunnen deze worden opgemaakt in een elektronisch formaat dat waarborgt dat de integriteit en de authenticiteit van de gegevens behouden blijven.

Art. 82. Uiterlijk de dag na de verkiezingen overhandigt elke voorzitter van het hoofdbureau de in artikel 74 bedoelde gegevensdragers in een verzegelde enveloppe aan het college van deskundigen in de kantoren van het Parlement. Het college van deskundigen overhandigt deze aan de organiserende autoriteit zodra de verkiezingen zijn gevalideerd.

De lijst van de leden van de bureaus die op de verkiezingsdag afwezig zijn en vervangen worden, wordt aan de vrederechter toegezonden.

De overige stukken worden overeenkomstig artikel 103 toegezonden.

HOOFDSTUK 4 — *De telling bij stemmen op papier*

Afdeling 1 — De samenstelling van een telbureau

Art. 83. De telbureaus bestaan uit een voorzitter, een secretaris benoemd door de voorzitter van het bureau, alsmede uit:

1° drie bijzitters en drie plaatsvervangende bijzitters wanneer het aantal te verkiezen raadsleden minder dan zeventwintig bedraagt;

2° vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters wanneer dat aantal meer dan zeventwintig bedraagt.

De voorzitters en de bijzitters van de telbureaus worden aangewezen in de volgorde bepaald bij artikel 21, door de voorzitter van het hoofdbureau, die de betrokkenen dadelijk van hun aanwijzing in kennis stelt. Hij maakt daartoe gebruik van de lijst vermeld in artikel 20, § 1, 1^o.

De leden van de telbureaus leggen de bij artikel 27, eerste lid, voorgeschreven eed af.

Art. 84. Ieder telbureau neemt de stembiljetten van verscheidene stembureaus in ontvangst. Het aantal kiezers die ingeschreven zijn in de stembureaus waarvan de stembiljetten naar eenzelfde telbureau gaan, mag 2.400 niet overschrijden.

Art. 85. De voorzitter van het hoofdbureau gaat, vijf dagen vóór de stemming, nadat de formaliteiten bepaald voor de aanwijzing van de getuigen zijn vervuld, bij loting over tot de aanwijzing van de stembureaus waarvan de stembiljetten door elk telbureau onderzocht zullen worden.

De getuigen die aangewezen zijn om de vergadering van het hoofdbureau bij te wonen, mogen aanwezig zijn.

Art. 86. De telbureaus zijn gevestigd in de lokalen door de voorzitter van het hoofdbureau aangewezen. Deze geeft bij ter post aangetekende brief aan de voorzitters en de bijzitters van de telbureaus onmiddellijk kennis van de plaats van vergadering van het telbureau waar zij hun taak moeten vervullen en wijst het lokaal aan waar hij zitting zal houden om het dubbel van de tellingstabel te ontvangen overeenkomstig artikel 93, vijfde lid.

Il donne immédiatement connaissance aux présidents des bureaux de vote par lettres recommandées à la poste du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau.

Art. 87. Le bureau de dépouillement doit être constitué au plus tard à 14 heures.

En cas d'empêchement ou d'absence au moment des opérations d'un de ses membres, le bureau se complète lui-même. Si les membres du bureau sont en désaccord sur le choix à faire, la voix du plus âgé est prépondérante.

Mention du tout est faite au procès-verbal.

Art. 88. Aussitôt que le bureau de dépouillement est en possession des urnes qu'il doit vérifier, le président désigne, par la voie du sort, sauf accord entre les témoins, pour chaque liste de candidats, celui d'entre les témoins présents des bureaux de vote dont les urnes lui sont remises, qui doit assister aux opérations du dépouillement. Les témoins non désignés se retirent immédiatement et mention du tout est faite au procès-verbal.

Section 2 — Le processus de dépouillement

Art. 89. Le bureau de dépouillement procède au dépouillement dès qu'il est en possession de tous les plis qui lui sont destinés.

Le bureau peut toutefois débiter ces opérations avec les plis en sa possession si tous les plis ne lui ont pas été transmis 30 minutes après sa constitution.

Art. 90. Dans les bureaux chargés du dépouillement, le président, en présence des membres du bureau et des témoins, ouvre les urnes et compte, sans les déplier, les bulletins qui y sont contenus. Il peut charger un ou deux assesseurs de procéder simultanément avec lui à ce dénombrement.

Le nombre des bulletins trouvés dans chaque urne est inscrit au procès-verbal.

Art. 91. § 1^{er}. Le président et l'un des membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les déplient et les classent d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant les suffrages valables à la première liste ou à des candidats de cette liste ;

2° de même pour la deuxième liste et pour les listes suivantes, s'il y a lieu ;

3° bulletins suspects ;

4° bulletins blancs ou nuls.

Ce premier classement étant terminé, les bulletins de chacune des catégories formées pour les diverses listes sont répartis en deux sous-catégories :

1° les bulletins marqués en tête ;

2° les bulletins marqués en faveur d'un ou de plusieurs candidats.

Les bulletins marqués à la fois en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats sont classés dans la deuxième sous-catégorie.

§ 2. Lorsque le classement des bulletins est terminé, les autres membres du bureau et les témoins examinent les bulletins sans déranger ce classement et soumettent au bureau leurs observations et réclamations.

Les réclamations sont actées au procès-verbal ainsi que l'avis des témoins et la décision du bureau.

Les bulletins suspects et ceux qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés, d'après la décision du bureau, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés successivement par deux membres du bureau.

Les bulletins déclarés non valables ou contestés, autres que les blancs, sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins.

Hij geeft onmiddellijk bij ter post aangetekende brief aan de voorzitters van de stembureaus kennis van de plaats van vergadering van het telbureau dat de stembiljetten van hun bureau moet ontvangen.

Art. 87. Het telbureau moet ten laatste om 14 uur samengesteld zijn.

Bij verhinderd of afwezigheid van één van de leden, op het ogenblik van de verrichtingen, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling. Zijn de leden van het bureau het oneens over de keus, dan beslist de stem van het oudste lid.

Van dit alles wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

Art. 88. Zodra het telbureau in het bezit is van de stembussen die het moet onderzoeken, wijst de voorzitter, bij loting voor elke kandidatenlijst, behoudens onderlinge overeenstemming van de getuigen, uit de aanwezige getuigen van de stembureaus waarvan hem de stembussen zijn overhandigd, degene aan die bij de telling aanwezig moet zijn. De niet aangewezen getuigen gaan onmiddellijk weg en van een en ander wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

Afdeling 2 — Het verloop van de telling

Art. 89. Het telbureau begint met de telling zodra het alle voor hem bestemde enveloppes ontvangen heeft.

Als het bureau 30 minuten na zijn samenstelling nog niet al zijn omslagen ontvangen heeft, mag het evenwel al beginnen met de telling van de omslagen die het al gekregen heeft.

Art. 90. In de bureaus die met de telling belast zijn, opent de voorzitter, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen, de stembussen en telt de stembiljetten die zij bevatten, zonder ze open te vouwen. Hij kan een of twee bijzitters gelasten tegelijk met hem deze telling te doen.

Het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten wordt vermeld in het proces-verbaal.

Art. 91. § 1. De voorzitter en een van de leden mengen alle door het bureau op te nemen stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in:

1° stembiljetten met geldige stemmen voor de eerste lijst of voor kandidaten van deze lijst;

2° hetzelfde voor de tweede lijst en in voorkomend geval voor de volgende lijsten;

3° twijfelachtige stembiljetten;

4° blanco of ongeldige stembiljetten.

Na deze eerste indeling worden de stembiljetten van elk van de categorieën voor de verschillende lijsten verder verdeeld in twee categorieën:

1° stembiljetten waarop bovenaan op een lijst is gestemd;

2° stembiljetten waarop naast de naam van een of meer kandidaten is gestemd.

Stembiljetten waarop zowel bovenaan op een lijst als naast de naam van een of meer kandidaten is gestemd, worden in de tweede ondercategorie geplaatst.

§ 2. Wanneer de indeling van de stembiljetten beëindigd is, worden deze zonder verandering van de indeling onderzocht door de andere leden van het bureau en de getuigen, die hun opmerkingen en bezwaren aan het bureau voorleggen.

De bezwaren, het advies van de getuigen en de beslissing van het bureau worden in het proces-verbaal opgenomen.

De twijfelachtige stembiljetten en die waartegen bezwaren zijn ingebracht, worden volgens de beslissing van het bureau gevoegd bij de categorie waartoe zij behoren.

De stembiljetten van elke categorie worden achtereenvolgens door twee leden van het bureau geteld.

De ongeldig verklaarde en de betwiste, niet echter de blanco stembiljetten, worden door twee leden van het bureau en door een van de getuigen geparafeerd.

§ 3. Tous les bulletins, classés comme il est dit ci-dessus, sont placés sous des enveloppes distinctes et fermées.

Le bureau arrête et fixe en conséquence le nombre total des bulletins valables, celui des bulletins blancs ou nuls, et pour chacune des listes, le nombre des bulletins de liste complets (c'est-à-dire marqués en tête de liste), des bulletins de liste incomplets (c'est-à-dire des bulletins ne contenant de suffrages qu'en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste), le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Art. 92. Sont nuls :

- 1° tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi ;
- 2° les bulletins qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent de suffrages en faveur de candidats de listes différentes ;
- 3° les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête d'une liste et un ou des votes à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats d'une ou plusieurs autres listes ;
- 4° ceux dont la forme et les dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisée par la loi.

Ne sont pas nuls les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête d'une liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats de la même liste. Dans ce cas, le vote en tête est considéré comme non avenu.

Section 3 — La clôture des opérations de dépouillement

Art. 93. Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et éventuellement des témoins.

Les résultats du recensement des suffrages sont mentionnés au procès-verbal, dans l'ordre et d'après les indications d'un tableau modèle, à dresser par le président du bureau principal.

Ce tableau mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins valables ; il mentionne ensuite, pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, les résultats du dépouillement arrêtés conformément à l'article 91.

Le bureau peut proclamer publiquement le résultat constaté au tableau visé aux alinéas 2 et 3.

Un double du tableau est mis sous enveloppe cachetée et portée immédiatement, par le président, au bureau principal. Si ce président constate la régularité du tableau, il le munit de son paraphe. Dans le cas contraire, il invite le président du bureau de dépouillement à le faire, au préalable, compléter ou rectifier par son bureau et, le cas échéant, à faire compléter ou rectifier le procès-verbal original.

L'enveloppe porte pour suscription le nom de la commune, le numéro du bureau de dépouillement, la date de l'élection et la mention :

« Résultat du dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux nos... ».

Ces suscriptions figurent aussi en tête du document placé sous l'enveloppe.

Le procès-verbal, auquel est joint le paquet contenant les bulletins contestés, est placé sous enveloppe cachetée dont la suscription indique le contenu. Cette enveloppe et celles dont il est question aux articles 75, 77 et 91, § 3, sont réunies en un paquet fermé et cacheté, que le président fait parvenir, dans les vingt-quatre heures, au président du bureau principal.

§ 3. Alle stembiljetten, ingedeeld zoals hierboven is bepaald, worden in afzonderlijke enveloppes gesloten.

Het bureau stelt vervolgens vast het gezamenlijk aantal geldige stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, en voor elke lijst het aantal volledige lijststembiljetten (dat wil zeggen bovenaan op de lijst ingevuld), het aantal onvolledige lijststembiljetten (dat wil zeggen waarop alleen gestemd is voor een of meer kandidaten van de lijst), het aantal naamstemmen behaald door elke kandidaat.

Al die getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

Art. 92. Ongeldig zijn:

- 1° alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;
- 2° de stembiljetten waarop meer dan een lijststem voorkomt of waarop stemmen voor kandidaten van verschillende lijsten voorkomen;
- 3° De stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk een of meer stemmen naast de naam van een of meer kandidaten van een of meer andere lijsten;
- 4° De stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij de wet niet geoorloofd merk.

Niet ongeldig zijn de stembiljetten waarop de kiezer tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een of meer kandidaten van dezelfde lijst gestemd heeft. In dat geval wordt de stem bovenaan op de lijst als niet-bestaande beschouwd.

Afdeling 3 — Afsluiting van de tellingsverrichtingen

Art. 93. Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau en eventueel de getuigen ondertekend.

De uitslagen van de telling in het proces-verbaal worden vermeld in de volgorde en naar de aanwijzingen van een modeltabel op te maken door de voorzitter van het hoofdbureau.

Deze tabel vermeldt het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, het aantal geldige stembiljetten; zij vermeldt vervolgens voor elke lijst, gerangschikt naar haar volgnummer, de overeenkomstig artikel 91 vastgestelde uitslagen van de telling.

De uitslag, vastgesteld in de tabel bedoeld in het tweede en derde lid, kan door het bureau in het openbaar worden afgekondigd.

Een dubbel van deze tabel wordt in een enveloppe geplaatst, die na verzegeling onmiddellijk naar het hoofdbureau overgebracht wordt door de voorzitter. Indien deze voorzitter de regelmatigheid van de tabel vaststelt, brengt hij er zijn paraaf op aan. In tegengesteld geval, verzoekt hij de voorzitter van het telbureau deze voorafgaandelijk door zijn bureau te laten vervolledigen of verbeteren en desgevallend het oorspronkelijk proces-verbaal te laten vervolledigen of verbeteren.

De enveloppe draagt als opschrift de naam van de gemeente, het nummer van het telbureau, de datum van de verkiezing en de vermelding:

“Uitslag van de telling der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs ...”.

Dit opschrift moet insgelijks voorkomen bovenaan op het stuk dat in de enveloppe gesloten wordt.

Het proces-verbaal, waarbij het pak met de betwiste stembiljetten gevoegd is, wordt gesloten in een te verzegelen enveloppe, waarvan het opschrift de inhoud aangeeft. Deze enveloppe en de enveloppes bedoeld in de artikelen 75, 77 et 91, § 3, worden samen in een te verzegelen pak gesloten, dat de voorzitter binnen vierentwintig uren doet toekomen aan de voorzitter van het hoofdbureau.

CHAPITRE 5— *Le recensement général des voix, la dévolution et la proclamation**Section 1^{re} — Le recensement général*

Art. 94. En cas de vote papier, le bureau principal, ayant reçu les tableaux visés à l'article 93, alinéas 2 et 3, procède immédiatement au recensement général des voix en présence des membres du bureau et des témoins. Si les résultats du dépouillement ne lui sont pas parvenus pour toutes les sections de vote avant minuit, le recensement ou la continuation du recensement peut être remis au lendemain matin, à 9 heures. La conservation desdits tableaux est assurée par le président du bureau principal.

En cas de vote électronique, la totalisation automatique des suffrages sous forme de résultats électoraux est réalisée au moyen du logiciel fourni à cet effet par le Gouvernement.

À la demande du président du bureau principal, le collège des bourgmestre et échevins met des membres de son personnel à la disposition du bureau principal, pour œuvrer sous la surveillance du bureau. L'indemnité qui doit être attribuée à ces membres du personnel est fixée par le collège des bourgmestre et échevins.

Section 2 — La répartition des sièges

Art. 95. § 1^{er}. Lorsqu'un candidat figurant sur une liste définitivement arrêtée, décède ou est déchu de ses droits politiques avant le jour du scrutin, le bureau principal procède comme si ce candidat n'avait pas figuré sur la liste sur laquelle il s'est porté candidat.

Le candidat décédé ou déchu de ses droits politiques ne peut être proclamé élu et aucune attribution de votes favorables à l'ordre de présentation n'est faite en sa faveur. Il est toutefois tenu compte du nombre de votes nominatifs qui sont portés sur son nom pour déterminer le chiffre électoral de la liste sur laquelle il avait fait acte de candidature.

§ 2. Si un candidat décède ou est déchu de ses droits politiques le jour du scrutin ou postérieurement à celui-ci, mais avant la proclamation publique des résultats de l'élection, le bureau procède comme si l'intéressé était toujours en vie ou n'était pas déchu de ses droits politiques. S'il est élu, c'est le premier candidat non élu de sa liste qui siégera à sa place.

Le premier candidat non élu de la liste est également appelé à siéger en lieu et place du candidat élu qui décède après la proclamation publique des résultats de l'élection.

Art. 96. L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus de voix est proclamé élu.

En cas de parité de votes, le plus âgé est préféré.

Art. 97. Le chiffre électoral de chaque liste est constitué par l'addition des bulletins contenant un vote valable en tête de liste ou en faveur d'un ou de plusieurs candidats de cette liste.

Art. 98. Le bureau principal divise successivement par 1 ; 1 1/2 ; 2 ; 2 1/2 ; 3 ; 3 1/2 ; 4 ; 4 1/2, etc, le chiffre électoral de chacune des listes, et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile, sauf application de l'alinéa suivant.

Lorsqu'un siège revient à titre égal à plusieurs listes, il est attribué à celle qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé et, en cas de parité des chiffres électoraux, à la liste où figure le candidat qui, parmi les candidats dont l'élection est en cause, a obtenu le plus de suffrages nominatifs ou, subsidiairement, qui est le plus âgé.

HOOFDSTUK 5— *Algemene telling van de stemmen, zetelverdeling en afkondiging**Afdeling 1 — De algemene telling*

Art. 94. In geval van stemmen op papier, nadat het hoofdbureau de tabellen bedoeld in artikel 93, tweede en derde lid, ontvangen heeft gaat het onmiddellijk over tot de algemene telling van de stemmen, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen. Indien het bureau niet vóór middernacht in het bezit is van de uitslagen van de telling van alle stemafdelingen van het kiescollege, wordt de telling of de voortzetting ervan uitgesteld tot de volgende ochtend om negen uur. De voorzitter van het hoofdbureau zorgt voor de bewaring van de gezegde tabellen.

Bij elektronische stemming vindt de automatische totalisatie van de stemmen in de vorm van verkiezingsuitslagen plaats met behulp van de daartoe door de Regering beschikbaar gestelde software.

Op aanvraag van de voorzitter van het hoofdbureau stelt het college van burgemeester en schepenen personeel ter beschikking van het hoofdbureau, die werken onder toezicht van het bureau. De aan deze personeelsleden toe te kennen vergoeding wordt vastgesteld door het college van burgemeester en schepenen.

Afdeling 2 — De zetelverdeling

Art. 95. § 1. Wanneer een kandidaat die op een definitief afgesloten lijst is vermeld vóór de dag van de verkiezing overlijdt of uit zijn Politieke Rechten wordt ontzet, gaat het hoofdbureau tewerk alsof deze kandidaat niet op de lijst gestaan had waarop hij zich kandidaat gesteld had.

De overleden of uit zijn politieke rechten ontzette kandidaat wordt niet gekozen verklaard en er wordt hem geen aandeel toegekend van het aantal stembiljetten ten gunste van de volgorde van voordracht. Er wordt echter rekening gehouden met het aantal stembiljetten waarop naast zijn naam een stem is uitgebracht om het kiescijfer te bepalen van de lijst waarop hij zich kandidaat gesteld had.

§ 2. Wanneer een kandidaat op de dag van de stemming of daarna overlijdt of uit zijn politieke rechten wordt ontzet, maar voor de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen, gaat het bureau tewerk alsof de betrokkene nog in leven was of niet uit zijn politieke rechten was ontzet. Indien hij verkozen is, zetelt de eerste niet verkozen kandidaat in zijn plaats.

De eerste niet verkozen kandidaat van dezelfde lijst zetelt in de plaats van de verkozen kandidaat die na de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen overlijdt.

Art. 96. De verkiezing geschiedt door een enkele stemming.

Is er niet meer dan één gemeenteraadslid te verkiezen, dan wordt de kandidaat die de meeste stemmen heeft verkregen, gekozen verklaard.

Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen.

Art. 97. Het stemcijfer van iedere lijst wordt bepaald door de optelling van het getal der stembiljetten waarop een geldige stem is uitgebracht bovenaan op die lijst of op een of meer kandidaten van die lijst.

Art. 98. Het hoofdbureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achter-eenvolgens door 1 ; 1 1/2 ; 2 1/2 ; 3 ; 3 1/2 ; 4 ; 4 1/2 ; enz. en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

De verdeling over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan het laatst gerangschikte quotiënt, behoudens toepassing van het vorig lid.

Wanneer een zetel met evenveel recht aan verscheidene lijsten toekomt, wordt hij toegekend aan de lijst met het hoogste stemcijfer en, bij gelijkheid van de stemcijfers, aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt die onder de kandidaten wier verkiezing in het geding is, de meeste naamstemmen heeft verkregen of, subsidiair, de oudste in jaren is.

Si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes, la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée au premier alinéa, chaque quotient nouveau déterminant en faveur de la liste à laquelle il appartient, l'attribution d'un siège.

Art. 99. Lorsque le nombre des candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus.

Lorsque le premier de ces nombres est supérieur au second, les sièges sont conférés aux candidats dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. En cas de parité de voix, l'ordre de présentation prévaut. Préalablement à la désignation des élus, le bureau principal procède à l'attribution individuelle aux candidats de la moitié du nombre des votes favorables à l'ordre de présentation. Cette moitié s'établit en divisant par deux le produit résultant de la multiplication du nombre des bulletins marqués en tête de liste, visés à l'article 91, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, par le nombre des sièges obtenus par cette liste.

L'attribution visée à l'alinéa précédent se fait d'après un mode dévolutif. Les bulletins à attribuer sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste, à concurrence de ce qui est nécessaire pour atteindre le chiffre d'éligibilité spécifique à chaque liste. L'excédent, s'il y en a, est attribué dans une mesure semblable au deuxième candidat, puis au troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la moitié du nombre des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'alinéa précédent, soit épuisée. Cette attribution s'effectue que le candidat ait obtenu des suffrages nominatifs ou non.

Le chiffre d'éligibilité spécifique à chaque liste s'obtient en divisant par le nombre des sièges attribués à la liste, majoré d'une unité, le produit résultant de la multiplication du chiffre électoral de la liste, tel qu'il est déterminé à l'article 97, par le nombre des sièges attribués à celle-ci.

Lorsque le nombre de candidats d'une liste est inférieur à celui des sièges qui lui reviennent, ces candidats sont tous élus et les sièges en surplus sont attribués conformément à l'article 98, alinéa 4.

Art. 100. Les éventuelles décimales du quotient que l'on obtient d'une part, en effectuant l'opération visée à l'article 99, alinéa 2, et d'autre part, en effectuant l'opération visée à l'article 99, alinéa 4, sont arrondies à l'unité supérieure, qu'elles atteignent ou non 0,50.

Art. 101. § 1^{er}. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément à l'article 99, les candidats non élus qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, ou en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription sur la liste des candidats telle que définitivement arrêtée conformément à l'article 49, § 1^{er}, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite.

Préalablement à leur désignation, le bureau principal, ayant désigné les élus, procède à une nouvelle attribution individuelle aux candidats non élus de la moitié du nombre des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'article 99 alinéa 2, cette attribution se faisant de la même manière que pour la désignation des élus, mais en commençant par le premier des candidats non élus, dans l'ordre d'inscription sur la liste des candidats telle que définitivement arrêtée conformément à l'article 49, § 1^{er}.

§ 2. Le conseiller communal qui renonce à son mandat, qui est déclaré déchu de son mandat, qui a démissionné ou qui est décédé, est remplacé par le suppléant se trouvant en ordre utile, désigné conformément au paragraphe 1^{er}.

À défaut de suppléant, il est pourvu à la vacance d'un siège au conseil selon les règles établies par l'article 98, alinéa 4.

Le nouveau conseiller achève le terme de celui qu'il remplace.

Section 3 — La proclamation

Art. 102. La publication de résultats partiels obtenus par les listes intervient de manière automatique après l'enregistrement d'un nombre de bureaux de vote à déterminer par le Gouvernement jusqu'à l'enregistrement de tous les bureaux de vote.

Indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de overige lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort.

Art. 99. Wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan die lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is het eerste van die aantallen groter dan het tweede, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten in afnemende grootte van het aantal stemmen dat zij hebben behaald. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van voordracht op de lijst beslissend. Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent het hoofdbureau aan de kandidaten individueel de helft van het aantal stemmen toe ten gunste van de volgorde van voordracht. Deze helft wordt vastgesteld door het product van de vermenigvuldiging van het aantal stembiljetten met een lijststem, bedoeld in artikel 91, § 1, tweede lid, 1^o, en het aantal door deze lijst behaalde zetels, te delen door twee.

De in het vorige lid bedoelde toekenning gebeurt door overdracht. De toe te kennen stembiljetten worden toegevoegd aan de naamstemmen die de eerste kandidaat van de lijst heeft behaald, voor wat nodig is om het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek is voor elke lijst, te bereiken. Is er een overschot, dan wordt het op gelijkaardige wijze toegekend aan de tweede kandidaat, vervolgens aan de derde en zo verder, totdat de helft van het aantal gunstige stemmen voor de volgorde van voordracht, zoals die bepaald is in het vorige lid, uitgeput is. Deze toekenning gebeurt ongeacht of de kandidaat al dan niet naamstemmen heeft gekregen.

Het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek is voor elke lijst, wordt bereikt door het product van de vermenigvuldiging van het verkiesbaarheidscijfer van de lijst zoals het bepaald is in artikel 97, en het aantal zetels dat aan die lijst toegekend is, te delen door het aantal zetels dat toekomt aan die lijst, vermeerderd met een eenheid.

Wanneer het aantal kandidaten van een lijst lager is dan dat van de aan de lijst toekomende zetels, zijn die kandidaten allemaal gekozen en worden de overblijvende zetels toegekend overeenkomstig artikel 98, vierde lid.

Art. 100. De eventuele decimalen van het quotiënt dat verkregen wordt enerzijds door de in artikel 99, tweede lid, bedoelde verrichting uit te voeren, en anderzijds door de in artikel 99, vierde lid bedoelde verrichting uit te voeren, worden afgerond naar de hogere eenheid, ongeacht het feit of zij al dan niet 0,50 bereiken.

Art. 101. § 1. Voor elke lijst waarop een of meer kandidaten gekozen zijn overeenkomstig artikel 99, worden de niet gekozen kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald, of bij gelijk stemmenaantal, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet zoals definitief vastgelegd overeenkomstig artikel 49, § 1, eerste, tweede, derde enz. opvolger verklaard.

Voorafgaandelijk aan hun aanwijzing gaat het hoofdbureau, nadat het de verkozenen heeft aangewezen, over tot een nieuwe individuele toekenning aan de niet-gekozen kandidaten, van de helft van het aantal stemmen die gunstig zijn voor de volgorde van voordracht, zoals bepaald is in artikel 99, tweede lid, waarbij die toekenning op dezelfde manier gebeurt als voor de aanwijzing van de verkozenen, maar beginnende bij de eerste niet-gekozen kandidaat, in de volgorde van inschrijving op de kandidatenlijst zoals definitief afgesloten overeenkomstig artikel 49, § 1.

§ 2. Het gemeenteraadslid dat afziet van zijn mandaat, dat ontzegt wordt uit zijn mandaat, dat ontslag heeft genomen of dat overleden is, wordt vervangen door de opvolger die zich in nuttige rangorde bevindt, benoemd overeenkomstig paragraaf 1.

Bij gebreke aan een opvolger, wordt een vacante zetel in de raad voorzien volgens de regels vastgesteld door artikel 98, vierde lid.

Het nieuwe raadslid vervolmaakt de termijn van degene die hij vervangt.

Afdeling 3 — De afkondiging

Art. 102. De bekendmaking van de door de lijsten verkregen deelresultaten gebeurt automatisch na de registratie van een door de Regering te bepalen aantal stembureaus, totdat alle stembureaus zijn geregistreerd.

Toutefois, la publication de la dernière tranche de bureaux de vote enregistrés peut être suspendue par le président du bureau principal afin d'effectuer si nécessaire des contrôles et la proclamation publique des résultats du recensement général des votes et les noms des candidats élus conseillers communaux.

En l'absence de la détermination des règles de publication visées à l'alinéa 1^{er} par le Gouvernement, la publication de résultats partiels obtenus par les listes intervient après l'enregistrement d'au moins dix bureaux et par la suite de dix bureaux de vote supplémentaires et ainsi de suite jusqu'à enregistrement de tous les bureaux de vote, et ce, tout en veillant à ce que le nombre de bureaux restant à publier soit toujours au minimum égal à trois.

Après cette proclamation, le président du bureau principal ou la personne qu'il désigne à cette fin communique au Gouvernement, sans délai, par la voie électronique, en utilisant la signature électronique émise au moyen de sa carte d'identité, le total des bulletins déposés, le total des bulletins valables, le total des bulletins blancs et nuls ainsi que le chiffre électoral de chaque liste et le total des suffrages nominatifs qui sont obtenus par chaque candidat.

Le Gouvernement diffuse les résultats de manière électronique.

Art. 103. § 1^{er}. Le président du bureau principal envoie dans les vingt-quatre heures les pièces suivantes au président du collège juridictionnel :

1° le procès-verbal de l'élection du bureau principal rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau principal et les témoins ;

2° les procès-verbaux des différents bureaux de vote ;

3° tous les bulletins de vote ;

4° les actes de présentation des candidats ;

5° les déclarations d'appartenance linguistique des candidats ;

6° les actes d'acceptation des candidats ;

7° les actes de désignation de témoins ;

8° les formulaires de procuration utilisés pour voter par procuration ;

9° les bulletins repris, les votes interdits et les bulletins non employés en cas de vote papier ;

10° les listes électorales ayant servi aux pointages, dûment signées par les membres du bureau de vote qui les ont tenues ;

11° le cas échéant, le procès-verbal du bureau de dépouillement auquel est joint le paquet contenant les bulletins contestés.

§ 2. Sur le paquet qui contient les pièces listées au paragraphe 1^{er} sont indiqués la date de l'élection et le nom de la commune.

Un double du procès-verbal du bureau principal, certifié conforme par ses membres, est déposé à l'administration communale, où chacun peut en prendre inspection.

Un formulaire reprenant le nombre de suffrages par élu et par suppléant est envoyé à chaque élu. Le Gouvernement détermine le modèle de ce formulaire.

En cas de demande, la commune mettra à disposition une copie du procès-verbal sous forme électronique.

Art. 104. § 1^{er}. Le président du collège juridictionnel tient à la disposition des juges de paix, respectivement compétents pour l'application du titre VI du Code électoral, les listes électorales ayant servi aux pointages.

Ces listes ayant servi aux pointages sont détruites après que le procureur du Roi, conformément à l'article 209 du Code électoral du 12 avril 1894, tel que modifié par la loi du 18 juillet 1991, a dressé la liste des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont l'excuse n'a pas été acceptée, et au plus tard à partir du moment où aucun recours n'est plus possible contre la validation ou l'annulation des élections communales.

De bekendmaking van het laatste deel van de geregistreerde stembureaus kan echter door de voorzitter van het hoofdbureau worden opgeschort om zo nodig controles uit te voeren en de resultaten van de algemene telling van de stemmen en de namen van de kandidaten die tot gemeenteraadslid gekozen zijn, openbaar af te kondigen.

Indien de Regering de in het eerste lid bedoelde bekendmakingsregels niet vaststelt, geschiedt de bekendmaking van de door de lijsten verkregen deelresultaten na de registratie van ten minste tien stembureaus en vervolgens van tien bijkomende stembureaus, enzovoort, totdat alle stembureaus zijn geregistreerd; zonder dat het aantal stembureaus waarvan de deelresultaten worden bekendgemaakt minder dan drie mag zijn.

Na die afkondiging, deelt de voorzitter van het hoofdbureau of de persoon die hij daartoe aanwijst, onverwijld, via elektronische weg en gebruik makend van de elektronische handtekening uitgebracht met behulp van zijn identiteitskaart, aan de Regering het totaal aantal ingediende stembiljetten mee, alsook het totaal aantal geldige stembiljetten, het totaal aantal blanco en ongeldige stembiljetten, het stemcijfer van elke lijst en het totaal aantal naamstemmen dat behaald werd door elke kandidaat.

De Regering verspreidt de resultaten op elektronische wijze.

Art. 103. § 1. De volgende stukken worden binnen vierentwintig uur door de voorzitter van het hoofdbureau aan de voorzitter van het rechtscollege toegezonden:

1° het proces-verbaal van het hoofdbureau van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het hoofdbureau en door de getuigen;

2° de processen-verbaal van de verschillende kiesbureaus;

3° alle stembiljetten;

4° de akten van voordracht van de kandidaten;

5° de verklaringen van taalaanhorigheid van de kandidaten;

6° de akten van bewilliging van de kandidaten;

7° de akten van aanwijzing van de getuigen;

8° de volmachtformulieren die gebruikt werden om met volmacht te stemmen;

9° de teruggenomen, de verboden en de niet gebruikte stembiljetten in geval van stemming op papier;

10° de kiezerslijsten die gediend hebben voor het aantekenen van de namen, behoorlijk ondertekend door de leden van het stembureau die de aantekeningen gedaan hebben;

11° indien van toepassing, het proces-verbaal van het telbureau, waarbij het pak met de betwiste stembiljetten is gevoegd.

§ 2. Op het pak dat deze stukken, opgenomen in paragraaf 1, bevat, worden de datum van de verkiezing en de naam van de gemeente vermeld.

Een dubbel van het proces-verbaal van het hoofdbureau, door de leden voor eensluidend verklaard, wordt op het gemeentebestuur voor eenieder ter inzage gelegd.

Aan iedere verkozene wordt een formulier met de stemcijfers per verkozene en per opvolger gezonden. De Regering bepaalt het model van dit formulier.

Op verzoek verstrekt de gemeente een afschrift van het proces-verbaal in elektronische vorm.

Art. 104. § 1. De voorzitter van het rechtscollege houdt ter beschikking van de onderscheiden vrederechters die bevoegd zijn voor de toepassing van titel VI van het Kieswetboek, de kiezerslijsten waarop aantekening is gehouden van de opgekomen kiezers.

De lijsten die hebben gediend voor de aanstipping worden vernietigd nadat de Procureur des Konings overeenkomstig artikel 209 van het Kieswetboek van 12 april 1894, zoals gewijzigd bij wet van 18 juli 1991 de lijst heeft opmaakt van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen, en ten laatste wanneer er geen beroep meer mogelijk is tegen de geldigverklaring of nietigverklaring van de gemeenteraadsverkiezingen.

§ 2. Les pochettes contenant les bulletins de vote autres que les bulletins non employés ne peuvent être ouvertes que par le président du collège juridictionnel à qui sont remises toutes les pièces de l'élection.

Les bulletins de vote sont détruits lorsque l'élection est définitivement validée ou annulée.

§ 3. Les documents suivants sont détruits après qu'aucun recours n'est plus possible contre la validation ou l'annulation des élections communales :

- 1° les procès-verbaux des bureaux de vote ;
- 2° les actes de présentation et d'acceptation des candidatures ;
- 3° les procurations ;
- 4° la liste des électeurs.

TITRE V — Les sanctions pénales

Art. 105. Les dispositions des articles 207 à 210 du Code électoral relatives à la sanction de l'obligation du vote sont applicables aux élections communales.

Pour l'application des dispositions de l'article 210 du Code électoral relatives à la récidive en matière d'absence non justifiée au scrutin, on ne doit prendre en considération que les élections de même nature.

Art. 106. La contrefaçon des supports-mémoire, des cartes à puce et des bulletins de vote est punie comme faux en écritures publiques.

L'article 200 du Code électoral s'applique à l'altération frauduleuse des systèmes de vote et de totalisation ainsi que des supports-mémoire, des cartes à puce et des bulletins de vote.

Art. 107. Les dispositions du titre V, Des pénalités, du Code électoral sont applicables aux élections communales.

Les dispositions de l'article 202 de ce Code sont applicables à quiconque aura voté, successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs sections de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les listes électorales de ces différentes communes ou sections.

Art. 108. Pour les amendes prévues aux articles 24, alinéa 2, 33, § 1^{er}, alinéa 4, 48, alinéa 1^{er}, 58, § 2 et § 3, alinéa 2, et 115, alinéa 3, la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas d'application. Les amendes prévues dans d'autres articles de ce Code restent soumises à la loi susmentionnée.

TITRE VI — Les réclamations relatives aux élections

Section 1^{re} — Les réclamations contre la validité des élections

Art. 109. Seuls les candidats sont autorisés à introduire, auprès du collège juridictionnel, une réclamation contre la validité de l'élection.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être formulée par écrit, dans les dix jours de la date d'établissement du procès-verbal, et mentionner l'identité et le domicile du réclamant.

Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.

Il est défendu d'antidater ce récépissé sous peine d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Les élections ne peuvent être annulées tant par le collège juridictionnel que par le Conseil d'État que pour cause d'irrégularité susceptible d'influencer la répartition des sièges entre les différentes listes.

Art. 110. § 1^{er}. Le collège juridictionnel statue sur les réclamations basées sur l'article 109 dans les trente jours de l'introduction de la réclamation.

L'exposé de l'affaire, par un membre du collège juridictionnel et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique. La décision doit être motivée et mentionner le nom du rapporteur, ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité.

§ 2. De tas met de stembiljetten, behalve die met de niet gebruikte, mogen alleen worden geopend door de voorzitter van het rechtscollege aan wie alle stukken van de verkiezing worden bezorgd.

De stembiljetten worden vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is.

§ 3. Volgende documenten worden vernietigd nadat er geen beroep meer mogelijk is tegen de geldigverklaring of nietigverklaring van de gemeenteraadsverkiezingen:

- 1° de processen-verbaal van de stembureaus;
- 2° de akten van voordracht en bewilliging van de kandidaten;
- 3° de volmachtformulieren;
- 4° de aanstiplijsten.

TITEL V — Strafrechtelijke sancties

Art. 105. De bepalingen van de artikelen 207 tot 210 van het Kieswetboek betreffende de sanctie op de stemplicht zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

De bepalingen van artikel 210 van het Kieswetboek, voor zover zij de herhaling van een niet gewettigd verzuim van de stemplicht betreffen, vinden alleen toepassing wanneer de verkiezingen van dezelfde aard zijn.

Art. 106. Vervalsing van de gegevensdragers, van de chipkaarten en de stembiljetten wordt bestraft als valsheid in openbare geschriften.

Artikel 200 van het Kieswetboek is van toepassing op de bedrieglijke verandering van de stem- en totalisatiesystemen, alsook van de gegevensdragers en de chipkaarten.

Art. 107. De bepalingen van titel V, Straffen, van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

De bepalingen van artikel 202 van dat Wetboek zijn van toepassing op ieder die op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemafdelingen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemt, ook al is hij ingeschreven op de kiezerslijsten van die verschillende gemeenten of stemafdelingen.

Art. 108. De door de artikelen 24, tweede lid, 33, § 1, vierde lid, 48, eerste lid, 58, § 2 en § 3, tweede lid, en 115, derde lid voorziene boetes zijn niet onderworpen aan de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdeciepen op de strafrechtelijke geldboeten. De door de andere artikelen van dit Wetboek voorziene boetes blijven wel onderworpen aan voormelde wet.

TITEL VI — Bezwaren betreffende de verkiezingen

Afdeling 1 — De bezwaren tegen de geldigheid van de verkiezingen

Art. 109. Alleen de kandidaten zijn gerechtigd bij het rechtscollege tegen de verkiezing bezwaar in te dienen.

Elk bezwaar moet, op straffe van verval, schriftelijk worden ingediend binnen tien dagen te rekenen van de dagtekening van het proces-verbaal en de identiteit en de woonplaats van de bezwaarde vermelden.

De ambtenaar aan wie het bezwaarschrift wordt overhandigd is verplicht een ontvangstbewijs af te geven.

Het is op straffe van gevangenis van één maand tot twee jaar verboden dit ontvangstbewijs te antidateren.

De verkiezingen kunnen zowel door het rechtscollege als door de Raad van State alleen ongeldig worden verklaard op grond van onregelmatigheden die de zetelverdeling tussen de onderscheidene lijsten kunnen beïnvloeden.

Art. 110. § 1. Het rechtscollege doet uitspraak over de bezwaren ingediend op grond van artikel 109, binnen dertig dagen na de indiening ervan.

De uiteenzetting van de zaak door een lid van het rechtscollege en de uitspraak van de beslissing geschieden in openbare vergadering. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid.

Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 31, § 1^{er}, alinéa 6, ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

Si aucune décision n'est intervenue dans ce délai, la réclamation est considérée comme rejetée et le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau de vote principal, devient définitif, sans préjudice de l'application de l'article 115, alinéas 3 et 4.

§ 2. Le collège juridictionnel ne peut annuler l'élection qu'à la suite d'une réclamation.

En l'absence de réclamation, le collège juridictionnel se borne à vérifier l'exactitude de la répartition des sièges entre les listes et l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus. Le cas échéant, il modifie d'office la répartition des sièges et l'ordre des élus.

Sans préjudice de l'application de l'article 115, alinéas 3 et 4, le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau de vote principal, devient définitif quarante-cinq jours après le jour des élections.

§ 3. Lorsqu'il prend une décision en application des paragraphes 1^{er} et 2, le collège juridictionnel statue en tant que juridiction administrative, qu'il ait été ou non saisi d'une réclamation.

Art. 111. La décision du collège juridictionnel ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit est notifiée dans les trois jours par les soins du secrétaire du collège juridictionnel au conseil communal et, par lettre recommandée à la poste, aux réclamants.

En outre :

1° en cas d'annulation de l'élection, la décision du collège juridictionnel est notifiée de la même manière aux deux conseillers sortants visés à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou aux trois signataires visés à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 5 ;

2° la décision par laquelle le collège juridictionnel, se prononçant ou non sur une réclamation, modifie la répartition des sièges entre les listes, l'ordre des conseillers élus ou celui des suppléants, est notifiée de la même manière aux conseillers élus qui perdent leur qualité d'élu et aux suppléants élus qui perdent leur rang de premier ou de second suppléant.

Si le collège juridictionnel décide d'annuler les élections ou de modifier la répartition des sièges, il est adressé en même temps au premier président du Conseil d'État une copie certifiée conforme de cette décision, du dossier administratif et des pièces de la procédure.

Art. 112. Un recours au Conseil d'État est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision du collège juridictionnel doit être notifiée. Le Conseil d'État statue sur le recours dans un délai de soixante jours. Le recours au Conseil d'État n'est pas suspensif, sauf s'il est dirigé contre une décision du collège juridictionnel qui porte annulation des élections ou modification de la répartition des sièges. Lorsque le Gouvernement nomme le bourgmestre de la commune concernée avant que le Conseil d'État se soit prononcé, cette nomination a effet à compter de la notification de l'arrêt du Conseil d'État qui n'annule pas les élections ou ne modifie pas la répartition des sièges.

Art. 113. L'arrêt rendu par le Conseil d'État est immédiatement notifié, par les soins du greffier, au président du collège juridictionnel et au conseil communal.

Art. 114. En cas d'annulation totale ou partielle de l'élection, le collège des bourgmestre et échevins dresse la liste des électeurs communaux à la date de la notification au conseil de la décision intervenue ; il convoque les électeurs pour procéder à de nouvelles élections dans les cinquante jours de cette notification.

De stembiljetten mogen alleen worden onderzocht wanneer de krachtens artikel 31, § 1, zesde lid, aangewezen getuigen tegenwoordig of althans behoorlijk opgeroepen zijn; de enveloppes die de stembiljetten bevatten, worden opnieuw verzegeld in hun bijzijn en door hun toedoen.

Indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt het bezwaar als verworpen beschouwd en is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het hoofdbureau is afgekondigd, definitief onverminderd de toepassing van artikel 115, derde en vierde lid.

§ 2. Het rechtscollege kan de verkiezing alleen ongeldig verklaren op grond van een bezwaar.

Bij ontstentenis van bezwaren gaat het rechtscollege alleen de juistheid na van de zetelverdeling tussen de lijsten en van de rangorde waarin de raadsleden en de opvolgers gekozen zijn verklaard. Zij wijzigt, in voorkomend geval, ambtshalve de zetelverdeling en de rangorde.

Onverminderd de toepassing van artikel 115, derde en vierde lid, is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het hoofdbureau is afgekondigd definitief vijftienveertig dagen na de dag van de verkiezingen.

§ 3. Wanneer zij een beslissing neemt met toepassing van de paragrafen 1 en 2, doet het rechtscollege uitspraak als administratief rechtscollege, ongeacht of bij haar bezwaar is ingediend of niet.

Art. 111. Van de beslissing van het rechtscollege of het uitblijven van enige beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt door de secretaris van het rechtscollege binnen drie dagen kennisgegeven aan de gemeenteraad en, bij een ter post aangetekende brief, aan de bezwaarden.

Bovendien wordt:

1° indien de verkiezing ongeldig verklaard is, van de beslissing van het rechtscollege op dezelfde wijze kennisgegeven aan de twee aftredende raadsleden bedoeld in artikel 33, § 1, eerste lid, of aan de drie ondertekenaars, bedoeld in artikel 33, § 1, vijfde lid;

2° van de beslissing waarbij het rechtscollege, al dan niet uitspraak doende op een bezwaar, de zetelverdeling tussen de lijsten, de rangorde van de gekozen raadsleden of die van de opvolgers wijzigt, op dezelfde wijze kennisgegeven aan de gekozen raadsleden, die hun hoedanigheid van gekozenen verliezen, en aan de gekozen opvolgers, die hun rang van eerste of tweede opvolger verliezen.

Van de beslissing van het rechtscollege waarbij de verkiezingen worden vernietigd of de zetelverdeling wordt gewijzigd, wordt tegelijkertijd aan de Eerste voorzitter van de Raad van State een voor eensluidend verklaard afschrift van de uitspraak, van het administratief dossier en van de procedur stukken toegestuurd.

Art. 112. Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van het rechtscollege kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de Raad van State. De Raad van State doet uitspraak binnen een termijn van zestig dagen. Het beroep bij de Raad van State is niet opschortend, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van het rechtscollege die een vernietiging van de verkiezingen of een wijziging in de zetelverdeling inhoudt. Wanneer vóór de uitspraak van de Raad van State de Regering de burgemeester van de betreffende gemeente benoemt, heeft deze benoeming uitwerking vanaf de betekening van het arrest van de Raad van State dat de verkiezingen niet vernietigt of de zetelverdeling niet wijzigt.

Art. 113. Het arrest van de Raad van State wordt door de zorg van de griffier onmiddellijk ter kennis gebracht van de Voorzitter van het rechtscollege, en gemeenteraad.

Art. 114. Bij gehele of gedeeltelijke ongeldigverklaring van de verkiezing maakt het college van burgemeester en schepenen de lijst van de gemeenteraadskiezers op de dag van de kennisgeving van die beslissing aan de gemeenteraad; het roept de kiezers op voor nieuwe verkiezingen te houden binnen vijftig dagen na die kennisgeving.

Section 2 — Les réclamations en matière de dépenses électorales

Art. 115. La réclamation fondée sur la violation des articles 3, §§ 1^{er} et 2, ou 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale ou de l'article 33, § 7, est introduite auprès du collège juridictionnel dans les quarante-cinq jours de la date des élections.

Le collège se prononce sur cette réclamation dans les nonante jours de l'introduction de celle-ci.

Toute personne ayant introduit une réclamation qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 250 à 2.500 euros.

Un nouveau délai de quinze jours est ouvert à compter du prononcé de la condamnation définitive fondée sur une plainte introduite sur la base de l'article 12 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et des conseils de district et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale.

Art. 116. § 1^{er}. En cas de non-respect des dispositions des articles 3, § 2, ou 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale ou de l'article 33, § 7, un candidat élu est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes :

1° rappel à l'ordre ;

2° blâme ;

3° retenue appliquée aux jetons de présence perçus en qualité de conseiller communal, à concurrence d'un montant de 40 % brut pendant une durée minimum de trois mois et de maximum un an ou, le cas échéant, retenue dans une proportion équivalente appliquée au traitement de bourgmestre, échevin ou président du conseil de l'action sociale ;

4° suspension de mandat, pour une durée d'une semaine à trois mois ;

5° privation de son mandat.

En cas de non-respect des dispositions des articles 3, § 1^{er}, ou 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale ou de l'article 33, § 7, un candidat en tête de liste élu est passible des sanctions mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

Le montant qualifié par le collège juridictionnel ou par le Conseil d'État comme dépassant le montant autorisé, affecté à une dépense illicite ou correspondant à un don qui n'a pas reçu le traitement prévu à l'article 33, § 7, alinéa 1^{er}, est soustrait du montant des dépenses électorales autorisé au candidat visé à l'alinéa 1^{er} lors de la prochaine élection communale.

En cas de non-respect des dispositions de l'article 3, § 1^{er}, ou de l'article 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale ou de l'article 33, § 7, le montant qualifié par le collège juridictionnel ou par le Conseil d'État comme dépassant le montant autorisé dans le cadre des dépenses électorales, affecté à une dépense illicite ou correspondant à un don qui n'a pas reçu le traitement prévu à l'article 33, § 7, alinéa 3, est soustrait du montant de dépenses électorales autorisé à cette liste lors de la prochaine élection communale.

Les sanctions prévues au présent paragraphe peuvent être infligées tant par le collège juridictionnel, que par le Conseil d'État. Elles font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Les décisions prises en application des alinéas 1^{er} et 2 entrent en vigueur après avoir acquis force de chose jugée.

§ 2. Le conseiller communal qui a été privé de son mandat par une décision du collège juridictionnel ou du Conseil d'État est remplacé au sein du conseil communal par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu.

Art. 117. § 1^{er}. À défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou plusieurs sièges au conseil communal. L'élection a lieu selon les règles édictées aux articles 95 et suivants.

Afdeling 2 — Bezwaren betreffende de verkiezingsuitgaven

Art. 115. Een bezwaar dat steunt op een overtreding van artikelen 3, §§ 1 en 2, of 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn of van artikel 33, § 7, wordt ingediend bij het rechtscollege binnen vijfenveertig dagen na de datum van de verkiezing.

Het rechtscollege doet uitspraak over dit bezwaar binnen negentig dagen na de indiening ervan.

Eenieder die een bezwaar heeft ingediend dat ongegrond blijkt en waarvan vaststaat dat het is ingediend met het oogmerk om te schaden wordt gestraft met een geldboete van 250 tot 2.500 euro.

Een nieuwe termijn van vijftien dagen wordt geopend met ingang van de uitspraak van de definitieve veroordeling gesteund op een klacht, ingediend op grond van artikel 12 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn.

Art. 116. § 1. Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel 3, § 2, of van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn of van de bepalingen van artikel 33, § 7, kan een verkozen kandidaat gestraft worden met een of meerdere van de volgende straffen:

1° terechtwijzing;

2° blaam;

3° inhouding op de presentiegelden voor een gemeenteraadslid ten belope van 40% bruto tijdens minstens drie maanden en hoogstens 1 jaar of, in voorkomend geval, verhoudingsgewijze inhouding op de wedde van burgemeester, schepenen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;

4° schorsing van het mandaat voor één week tot drie maanden;

5° verlies van het mandaat.

Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel 3, § 1, of van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn of van de bepalingen van artikel 33, § 7, kan een verkozen lijsttrekker gestraft worden met de in het eerste lid bedoelde straffen.

Het verschil tussen het bedrag dat volgens het rechtscollege of de Raad van State het toegestane bedrag overschrijdt en dat voor een onwettige uitgave bestemd is of overeenkomt met een gift die niet geregistreerd werd zoals artikel 33, § 7, eerste lid, voorschrijft, wordt afgetrokken van het bedrag voor de verkiezingsuitgaven dat de in het eerste lid bedoelde kandidaat bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen mag uitgeven.

Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel 3, § 1, of van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn of van de bepalingen van artikel 33, § 7, wordt het verschil tussen het bedrag dat volgens het rechtscollege of de Raad van State het toegestane maximum voor de verkiezingsuitgaven overschrijdt en dat voor een onwettige uitgave bestemd is of overeenkomt met een gift die niet geregistreerd werd zoals artikel 33, § 7, derde lid, voorschrijft, afgetrokken van het bedrag voor de verkiezingsuitgaven dat die lijst bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen mag uitgeven.

De in deze paragraaf bedoelde straffen kunnen zowel door het rechtscollege als door de Raad van State worden opgelegd. Ze worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De met toepassing van het eerste en tweede lid getroffen beslissingen worden van kracht zodra ze in kracht van gewijsde zijn gegaan.

§ 2. Het gemeenteraadslid dat van zijn mandaat vervallen is verklaard door het rechtscollege of door de Raad van State, wordt in de gemeenteraad vervangen door de eerste opvolger van de lijst waarop hij werd verkozen.

Art. 117. § 1. Bij gebrek aan opvolgers wordt in één of meer vacatures in de gemeenteraad voorzien. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van artikel 95 en volgende.

§ 2. Si lors de l'élection du conseiller à remplacer, des candidats appartenant à la même liste que lui ont été élus suppléants par application de l'article 101, le suppléant arrivant le premier dans l'ordre indiqué à cet article entre en fonction après vérification de ses pouvoirs par le conseil communal.

En cas de réclamation contre la décision du conseil ou contre le refus de celui-ci de procéder à l'installation du suppléant en qualité de conseiller communal, il est statué par le collège juridictionnel conformément à l'article 110, § 1^{er}.

Le collège juridictionnel doit statuer dans les trente jours à compter de la réception au secrétariat du collège juridictionnel de la réclamation formulée.

Cette décision est notifiée au conseiller suppléant intéressé et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation auprès du collège juridictionnel.

Un recours auprès du Conseil d'État leur est ouvert dans les huit jours qui suivent la notification.

§ 3. Le nouveau conseiller achève le terme de celui qu'il remplace.

De même, le bourgmestre ou l'échevin nommé ou élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace, sauf ce qui est dit à l'article 3 de la Nouvelle loi communale.

Art. 118. Dans les huit jours qui suivent la notification des décisions du collège juridictionnel, les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier au secrétariat du collège juridictionnel.

TITRE VII — Dispositions abrogatoires

Art. 119. Le Code électoral communal bruxellois, institué par l'ordonnance du 16 février 2006, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance du 12 juillet 2018, est abrogé.

Art. 120. L'ordonnance du 12 juillet 2012 organisant le vote électronique pour les élections communales, modifiée par les ordonnances du 20 juillet 2006 et du 15 décembre 2017, est abrogée.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—
Note

Documents du Parlement:

Session ordinaire 2022-2023

A-721/1 Projet d'ordonnance

A-721/2 Rapport

Compte rendu intégral:

Discussion: séance du mercredi 19 juillet 2023

Adoption: séance du jeudi 20 juillet 2023

§ 2. Indien bij de verkiezing van het te vervangen raadslid kandidaten van dezelfde lijst ingevolge artikel 101 tot opvolger zijn gekozen, treedt degene die volgens dat artikel de eerste opvolger is, in functie na onderzoek van zijn geloofsbrief door de gemeenteraad.

Worden er bezwaren ingebracht tegen de beslissing van de raad of tegen zijn weigering om de opvolger aan te stellen als gemeenteraadslid, dan doet het rechtscollege uitspraak overeenkomstig artikel 110, § 1.

Het Rechtscollege moet uitspraak doen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop het bezwaarschrift op het secretariaat van het rechtscollege is toegekomen.

Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokken opvolger en in voorkomend geval van degenen die bij het rechtscollege bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

§ 3. Het nieuwe raadslid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ook hij die benoemd of gekozen is ter vervanging van de burge-meester of van een schepen, voleindigt diens mandaat, behoudens het in artikel 3 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalde.

Art. 118. Binnen acht dagen nadat kennis is gegeven van de beslissingen van het rechtscollege kunnen de betrokkenen op het secretariaat van het rechtscollege inzage nemen van het dossier.

TITEL VII — Opheffingsbepalingen

Art. 119. Het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, vastgesteld bij de ordonnantie van 16 februari 2006 en laatst gewijzigd bij 12 juli 2018, wordt opgeheven.

Art. 120. De ordonnantie van 12 juli 2012 houdende de organisatie van de elektronische stemming voor de gemeenteraadsverkiezingen, gewijzigd bij ordonnantie van 20 juli 2016 en 15 december 2017, wordt opgeheven.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—
Nota

Documenten van het Parlement:

Gewone zitting 2022-2023

A-721/1 Ontwerp van ordonnantie

A-721/2 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking: vergadering van woensdag 19 juli 2023

Aanneming: vergadering van donderdag 20 juli 2023